



MARDI 9 JUIN 2020

*Covid-19 : après 3 mois de crise quel est le bilan ? Le Covid-19 est un VIRUS ORDINAIRE,
comme la grippe et non comme la peste noire.*

- ▶ « Le déclin de notre civilisation est inéluctable » (Vincent Mignerot) p.2
- ▶ L'humanité est devenue une « machine à produire » (Didier Mermin) p.8
- ▶ « L'effondrement de la civilisation est le résultat le plus probable » selon des climatologues éminents p.10
- ▶ Le secteur pétrolier confronté à une baisse sans précédent des investissements p.23
- ▶ Crise alimentaire mondiale : « Nous sommes au bord d'une pandémie de faim » p.24
- ▶ Imaginer l'économie de demain : la décroissance, par Timothée Parrique p.27
- ▶ La croissance verte et le développement durable n'existent pas p.39
- ▶ Décroissance de la logistique commerciale (Michel Sourrouille) p.47
- ▶ COMBIEN DE TEMPS CELA PEUT DURER ??? (Patrick Reymond) p.47

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Crise mondiale : la convergence de Marx, Kafka, Orwell et Huxley (Charles Hugh Smith) p.53
- ▶ US – Un Titanic économique, les riches et les très riches aux canots ! p.56
- ▶ Dis Pépé, c'est comment après ? Tais-toi et lis cette histoire ... (Tyler Durden) p.58
- ▶ Alors que la bourse s'emballe, les chiffres indiquent que l'économie réelle est en plein crash historique (Michael Snyder) p.62
- ▶ Etats-Unis: Un Tsunami de défauts de paiement et d'expulsions se profile à l'horizon ! Une Gigantesque Crise Financière bien Pire que 2008 arrive... p.65
- ▶ Peter Schiff: « Tout Retour en Arrière pour la Fed est désormais Mission Impossible ! » p.67
- ▶ Le Dow descendra-t-il à 1000 ou seulement à 10 000 ? p.69
- ▶ « Le FMI vient d'annoncer le grand Reset ! » (Charles Sannat) p.71
- ▶ Entre l'État et le marché, leurs cœurs balancent (François Leclerc) p.77
- ▶ Destin de la monnaie papier : quand Natixis hésite entre « Goldilocks » et le « projet Zimbabwe » (Nicolas Perrin) p.79
- ▶ À propos du rapport sur l'emploi "Blowout" d'aujourd'hui (Brian Maher) p.84
- ▶ On ira jusqu'au bout (Bruno Bertez) p.88
- ▶ Qui souffre le plus de la crise actuelle ? (Bill Bonner) p.89

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

« Le déclin de notre civilisation est inéluctable »

Interview de [Vincent Mignerot](#) 8 septembre 2017 par Mr Mondialisation
[Jean-Pierre : article important en rappel.]



Crédit photo : Mr Mondialisation

Quel est l'avenir de notre civilisation telle que nous la connaissons ? L'association Adrastia, qui « a pour objectif d'anticiper et préparer le déclin de la civilisation thermo-industrielle de façon honnête, responsable et digne », interroge les évolutions du monde moderne à la lumière de la science et des recherches anthropologiques sur la disparition des sociétés passées. Nous avons échangé avec son Président, Vincent Mignerot*.

Interview.

L'association Adrastia estime qu'un déclin de notre civilisation est inévitable. Sur quels éléments vous appuyez-vous pour défendre cette thèse ?

L'humanité n'est pas différente de toute autre espèce en ce qui concerne ses besoins essentiels : **c'est sa capacité à capturer l'énergie disponible dans l'environnement qui lui permet d'assurer ses besoins élémentaires** et de se reproduire. Les végétaux captent l'énergie solaire, les animaux mangent des végétaux ou d'autres animaux qui ont mangé des végétaux.

L'humanité, omnivore, est capable de satisfaire ses besoins en cueillant, chassant, mais elle a acquis au cours d'une évolution singulière **la capacité à s'affranchir de certaines contraintes dans cette capture d'énergie.**

Petit à petit, parce que son corps et son cerveau ont évolué, elle a appris à subtiliser à l'environnement d'abord un peu plus, puis progressivement beaucoup plus d'énergie par rapport aux autres espèces. Grâce à la maîtrise d'outils complexes (pierre taillée, sagaie, arc...) elle a notamment appris à chasser plus que ce que les écosystèmes pouvaient assumer pour maintenir leur propre richesse. L'anthropologie contemporaine montre que **notre espèce Homo Sapiens aurait provoqué l'extinction de nombreuses espèces animales pour son propre intérêt** adaptatif depuis des dizaines ou centaines de milliers d'années. Ce processus d'extinction pourrait même remonter à 2,5 ou 3 millions d'années, lors de l'apparition de notre grande famille ancestrale : le genre Homo (Homo Habilis, Rudolfensis, Ergaster, Erectus... lire : *Cataclysmes* de Laurent Testot, et écouter les conférences de Jean-Jacques Hublin au Collège de France, en particulier : L'aube de l'Anthropocène). Nous avons également appliqué aux végétaux cette « *capture d'énergie dérégulée* ». Il est acquis par exemple désormais que la forêt amazonienne n'est en rien une forêt primaire et qu'elle a été transformée depuis plusieurs milliers d'années pour nos besoins, par de nombreuses communautés de fourrageurs : l'Amazonie est constituée aujourd'hui d'une grande proportion de plantes favorablement comestibles pour nous, ainsi que d'essences d'arbres qui sont plus adaptées à la construction

d'habitat ou de moyens de navigation (Philippe Descola, vidéo CNRS : Amazonie, une forêt façonnée par l'homme).

Le développement de **l'agriculture s'est par ailleurs fait à la suite d'un long travail de défrichement** opéré par les chasseurs cueilleurs qui ont libéré, par le feu, de grandes surfaces terrestres de tout couvert forestier (le feu : une grande optimisation de la capture d'énergie, que seul l'humain maîtrise !). **Nos ancêtres ont également exterminé de nombreuses espèces animales incompatibles** avec nos cultures de blé, de riz, de maïs, que nous ne souhaitons pas voir piétinées ou tout simplement consommées à notre place. L'agriculture, qui s'est accompagnée de nouveaux problèmes à gérer (carences, maladies inédites, caries, structures sociétales en classes avec des privilégiés et des esclaves), a pourtant permis d'augmenter encore l'apport énergétique global, et c'est à la suite de son développement que **la démographie a augmenté de façon notable**.

Toujours dans ce même processus croissant de développement des techniques, **nous avons multiplié nos sources d'approvisionnements et leur qualité** : sélection poussée des espèces végétales et animales en vue de leur domestication, moulin à vent ou à eau pour faire de la farine etc... jusqu'à une révolution de très grande ampleur : **l'exploitation des hydrocarbures, charbon, pétrole et gaz à partir du 19^{ème} siècle** principalement.

Il faut retenir deux choses à propos de ce processus évolutif lié à l'augmentation de la capture d'énergie. Il s'est tout d'abord toujours fait dans la soustraction des ressources nécessaires aux écosystèmes pour leur propre équilibre. **C'est ce qui peut mener à leur affaiblissement au point de mettre en péril les communautés humaines** elles-mêmes. Le nomadisme est une réponse active afin de retrouver des lieux fertiles ou riches en proies animales, l'effondrement démographique des populations est une conséquence non souhaitée de l'atteinte aux équilibres naturels. Par ailleurs, **le surplus d'énergie consommé par les humains démultiplie lui-même les forces destructrices**, ce qui crée un phénomène d'emballement. Plus nous détruisons l'environnement, plus nos sociétés en bénéficient pour se développer, ce qui augmente nos besoins et notre empreinte environnementale, que **nous compensons en exploitant plus encore l'environnement**, etc. Ce phénomène est appelé « Syndrome de la Reine Rouge » (François Roddier, texte sur la « Reine Rouge » rédigé pour l'Institut Momentum).

Nous considérons dans l'association Adrastia que **le déclin de notre civilisation est inéluctable**, au même titre que des tribus dans les temps anciens ou de grandes citées complexes se sont effondrées, parce qu'**il est impossible de soustraire de l'énergie aux écosystèmes, ni de les transformer indéfiniment** sans que ceux-ci finissent par ne plus pouvoir assumer nos besoins. Aujourd'hui nous savons que **les ressources en hydrocarbure vont se réduire drastiquement au cours de ce siècle**, et les dégâts que nous provoquons sont massifs et planétaires. **Le changement climatique va atteindre directement aux rendements agricoles** (c'est déjà le cas), augmenter la fréquence et l'intensité des feux de forêts (nous le voyons déjà), détruire des territoires habités de centaines de millions d'humains à cause de l'augmentation de la puissance et de la fréquence des tempêtes ou par submersion à cause de la hausse du niveau des océans.



Pyramide du soleil, Teotihuacan, Mexique. Crédit photo : Mr Mondialisation

Selon les scientifiques, nous sommes entrés dans une ère très singulière, celle de l'Anthropocène et, en même temps, nous sortons du paradigme économique entièrement construit sur une disponibilité immédiate et peu chère des ressources énergétiques. Est-ce la fin d'un mythe, celui de la croissance infinie ?

Nous avons le sentiment dans notre culture d'être **les premiers à avoir fantasmé une croissance infinie**. Mais historiquement de nombreuses communautés, de nombreux empires et civilisations ont cru également, un temps, à la croissance infinie (*Sapiens*, de Yuval Noah Harari). Il faut noter aussi que par le passé **certaines grandes civilisations**, à la culture et aux techniques pourtant très complexes, **ont choisi de ne pas suivre un développement perpétuel**.

Lorsque par exemple la Chine a compris, avant même les explorations de Christophe Colomb, qu'il n'était pas dans son intérêt de conquérir le monde, alors que sa flotte était considérablement plus puissante que la flotte des pays européens, elle a choisi de se replier sur ses territoires intérieurs et de mener une politique économique qui ne soit pas orientée sur la croissance par la domination (à l'époque). De même, le Japon, alors qu'il maîtrisait l'arme à feu, a choisi d'abandonner totalement cette technique au profit des armes traditionnelles, adoptant une politique par ailleurs totalement isolationniste, sans croissance. La période a duré... 250 ans (Sakoku : politique isolationniste entre 1641 et 1853).

Mais **aujourd'hui la situation est différente, et inédite**. Le fait que l'économie soit mondialisée empêche tout pays d'évoluer indépendamment des autres, et la compétition économique est telle que **le premier pays qui déciderait de ralentir volontairement sa croissance se verrait absorber économiquement par les autres**, perdrait de sa souveraineté, ce que les peuples n'accepteraient pas.

Alors que l'histoire montre que la « décroissance » ou le statu quo évolutif sont possibles, **la croissance infinie est devenue une mythologie sociétale irrévocable**, érigée au niveau de propagande nécessaire et d'ailleurs sollicitée par toutes les strates de la société. Le risque est bien sûr que notre mythologie nous **porte au-delà des capacités de la Terre à supporter notre**

développement, ce qui stoppera la croissance et entraînera l'effondrement.

Malgré les nombreuses alertes, on peut avoir le sentiment que l'élite politique ainsi que les techniciens n'ont pas intégré la rapidité et la gravité des changements auxquels nous assistons ! Nos représentants sont-ils aveugles ?

Les élites de nos pays ont une connaissance assez précise des limites de l'environnement depuis le début du 19^{ème} siècle. C'est en particulier l'Empire Britannique qui a initié le traitement scientifique de la question de la fin des ressources, pour la gestion de ses forêts et, bien sûr, de son charbon (*L'Événement Anthropocène*, C. Bonneuil, J.B. Fressoz).

Après une centaine d'années lors desquelles la grande disponibilité de l'énergie (charbon, pétrole) a fait mettre de côté la question des limites, paraît en 1972 **le rapport Halte à la croissance ?**, une étude d'anticipation effectuée par le MIT (Massachusetts Institute of Technology) pour le Club de Rome. L'étude envisageait **un effondrement économique dès 2030 si le monde continuait son développement** selon la cadence de l'époque. Peu connu du grand public, ce rapport a été débattu dans l'ensemble de la classe politique internationale. Le président Ronald Reagan y a répondu lors d'un discours : « *Il n'y a pas de limite à la croissance, car il n'y a pas de limite à l'intelligence humaine, à son imagination et à ses prodiges* » (source Wikipédia : Théories sur les risques d'effondrement de la civilisation industrielle).

Le président Emmanuel Macron, s'adressant au G20 le 8 juillet dernier a déclaré : « *On ne peut pas lutter contre le terrorisme sans action résolue contre le réchauffement climatique* ». Ce lien entre climat et terrorisme en a surpris plus d'un, mais il est connu des experts qui ont une compréhension systémique du lien qu'établit l'humain avec son environnement. Il est désormais admis que **des variations environnementales peuvent influencer l'équilibre politique des sociétés**, et nous savons que notre président en est informé.

Le Premier Ministre Édouard Philippe, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée a cité le livre *Effondrement*, de Jared Diamond. Voici ce qu'il dit de son sentiment après la lecture de ce livre :

« *J'ai une vraie révérence pour Diamond. J'ai appris et compris des choses en lisant ce qu'il a écrit. Effondrement est un livre que certains disent noir et pessimiste sur l'avenir des sociétés humaines, à cause de la consommation des ressources. En même temps, ce que je trouve extraordinaire dans ce livre c'est qu'il montre que les sociétés humaines quelles qu'elles soient, ont la possibilité de prendre des décisions qui permettent de sauver l'affaire ou pas. C'est pour ça que je n'ai jamais pensé qu'Effondrement est un livre pessimiste : je pense que c'est un livre sur la liberté collective de prendre les bonnes décisions.* »

Il n'est plus possible aujourd'hui de dire que les politiques n'ont pas les données. **Ils ne sont pas aveugles, les politiques « savent »**, et depuis longtemps. La question reste de ce qui est fait de ces données et des risques d'effondrement qu'elles indiquent. Il revient aussi aux citoyens – aux électeurs – de s'adresser à leurs représentants afin qu'ils cessent de balayer d'un revers de la main les textes et les études qu'ils connaissent parfaitement.



Ville de Mexico, Mexique. Crédit photo : Mr Mondialisation

Mais cette prise de conscience ne se traduit pas vraiment par des politiques cohérentes...

La seule « solution » pour que nous minimisions le risque ou l'ampleur d'un effondrement serait que l'ensemble des pays, de façon concertée, **réduise leur dépendance aux ressources, en particulier à l'énergie**. Mais un verrou majeur les en empêche : la compétition économique. Nous ne sommes plus dans la situation de la Chine ou du Japon. Aujourd'hui, **le premier pays qui choisirait de réduire son PIB par anticipation serait doublé économiquement par tout autre pays** qui ne ferait pas ce choix. Nous l'observons concernant la COP21, les pays signataires sont tous dans une position attentiste, aucun ne baisse son exploitation de ressources par anticipation (le développement des « énergies vertes » est d'ailleurs tout le contraire d'une réduction de l'exploitation des ressources).

Nous sommes dans **une situation particulièrement délicate, peut-être un piège** : si nous ralentissons économiquement, notre environnement s'en portera mieux, mais le pays qui le fait en premier se portera moins bien. Si nous accélérons notre emprise pour rester performants, nous augmentons les dégâts environnementaux, et le monde entier s'en portera moins bien à terme. **Nos gouvernants entretiennent donc la mythologie de la croissance**, et utilisent désormais une autre mythologie, celle de la « croissance verte ».

Vous doutez également que les énergies renouvelables puissent à elles seules permettre de résoudre l'équation qui se pose à nous. Selon vous, repenser la société autour du tryptique proposé par l'association Négawatt – Sobriété, Efficacité, Renouvelable –, qui intègre les limites matérielles sur lesquelles nous butons, est-il raisonnable ?

Aujourd'hui encore nous nous appuyons parfois politiquement, scientifiquement et industriellement sur des présupposés infondés. En toute rigueur, étant donnée la complexité du système économique et compte-tenu du constat que toutes les énergies se sont toujours toutes additionnées historiquement (J-B. Fressoz, Pour une histoire désorientée de l'énergie), personne ne peut en 2017 affirmer que les énergies renouvelables (ou le nucléaire) pourraient limiter nos émissions de CO₂. Il faut se rappeler tout d'abord que tout le débat sur les énergies renouvelables ne concerne que 20 pourcents de nos besoins énergétiques. **Les 80 autres**

pourcents sont entièrement dépendants du pétrole, du gaz et du charbon. Il est alors envisageable, parce que le déploiement des énergies renouvelables participera à alléger la demande en hydrocarbures pour les 20 pourcents de production d'électricité, et parce que leur déploiement pourra **prolonger le fonctionnement de nos économies et produire de la richesse, que celles-ci favorisent l'exploitation des hydrocarbures pour les 80 autres pourcents de nos besoins !** Cette « *hypothèse du renforcement synergique des énergies* » pourra être discutée, elle semble en tout cas parfaitement correspondre aux données sur le mix énergétique mondial : **l'humanité n'a jamais autant exploité d'hydrocarbures**, et l'humanité n'a jamais émis autant de CO2 qu'aujourd'hui (l'*hypothèse du renforcement synergique des énergies* est développée dans ce texte).

Il faut aussi s'inquiéter du fait que les sociétés capables de financer le déploiement des énergies dites de substitution, nucléaires et renouvelables, resteront toujours dépendantes d'un approvisionnement sûr, et assez important, en hydrocarbures. Aucune de ces énergies ne peut produire par elle-même l'énergie qui permettrait de les maintenir en fonctionnement. Cela serait l'équivalent... d'un mouvement perpétuel. Si la planète ne peut approvisionner éternellement l'humanité en pétrole, ni le nucléaire ni les énergies renouvelables ne sont éternelles, même si elles pourront fonctionner un temps. **À terme, nous aurons la sobriété, forcément, mais pas celle à laquelle nous croyons...**



Ceinture Aliment-Terre, Liège, Belgique. Crédit photo : Mr Mondialisation

Selon vos propres propos, vous vous « gardez de proposer des « solutions » au déclin, considérées illusoires ». Pourtant il faut bien que les sociétés humaines puissent se préparer aux bouleversements à venir ?

Nous l'évoquions précédemment. Nous considérons dans l'association Adrastia que **la situation est potentiellement inextricable**, à cause de l'état général de la planète et de la compétition économique, existentielle, dans laquelle nous sommes tous pris. Il n'y a pas de « solution » contre la fin des ressources, **le climat suit déjà une trajectoire proche d'un emballement immaîtrisable** et la décroissance par anticipation ne répond pas aux exigences de l'économie mondialisée, dont **aucun pays ne peut s'affranchir sans risque immédiat pour son propre peuple.**

Alors le défi est immensément grand : **il n'y a pas de solution, mais nous devons minimiser notre impact malgré tout** et, surtout, nous adapter à un monde totalement nouveau. Mettre en œuvre des aménagements, ou une adaptation ça ne veut pas dire des décisions moins ambitieuses. Au contraire. Cela signifie **l'arrêt des grands projets industriels inutiles** et coûteux au profit de modèles de moins grande envergure et rendant plus directement services aux peuples plutôt qu'aux privilégiés, également une **réforme fondamentale de nos modèles agricoles**. Le maintien d'une cohésion sociale, malgré les difficultés économiques, sera primordiales (aides sociales), en particulier parce que la fragilisation de la partie de la population qui subit déjà les effets du ralentissement économique est en soi un risque de destruction politique et morale de la société.

Le désintérêt des privilégiés pour les classes populaires et leurs difficultés entraîne déjà, nous le voyons bien, aux États-Unis en particulier mais dans le monde entier désormais, des révoltes, une radicalisation de la pensée, de l'obscurantisme religieux ou politique. Nous observons aussi une émergence de **croyanances totalement déconnectées de la réalité** et qui se substituent aux connaissances scientifiques. Les pseudo-sciences (et la théorie du complot !) sont de plus en plus populaires, qu'elles soient volontairement induites par les Etats eux-mêmes (Donald Trump a officialisé le déni climatique par exemple) ou que les médias s'en fassent le relais par souci du sensationnel, par laxisme, par complaisance. Il est compréhensible aussi, mais déplorable pour l'avenir, que les peuples s'y raccrochent spontanément afin de répondre par eux-mêmes aux difficultés qu'ils vivent concrètement et que les mythologies et les discours trompeurs de leurs représentants ne peuvent plus dissimuler.

Aujourd'hui nos élites ne mesurent pas à quel point **entretenir des illusions est en soi un risque d'effondrement sociétal**. La croissance verte est bien impossible, et c'est à la réalité d'une crise de longue durée, avec des ruptures parfois brutales (la crise de 2008 pourra paraître dérisoire demain) que nous devons nous adapter. C'est ce message de lucidité, face à l'immense défi que l'humanité doit relever, que l'association Adrastia souhaite transmettre.

**Vincent Mignerot est auteur et chercheur indépendant en Sciences Humaines. Il se questionne sur la singularité de l'espèce humaine parmi l'ensemble des autres êtres vivants et développe notamment une « théorie écologique de l'esprit ». Il est depuis 2014 Président de l'association Adrastia.*

Source : Propos recueillis par l'équipe de Mr Mondialisation

L'humanité est devenue une « machine à produire »

Didier Mermin Paris, le 1er avril 2018



Signe des temps, *Onfoncedanslemur* et les écolos ne sont pas faits pour s'entendre. Les seconds sont dans une « morale de l'action » qui les rend sourds au chant délicat de notre pessimisme. « *Prétendre qu'on ne peut plus rien y faire est criminel* » nous fut-il répondu. Un autre se demande « *comment des crétins de [n]otre genre ont le droit d'exister* »... Et l'on observe que (quasiment) personne ne dénonce les dégâts du système sans lui adjoindre un codicille sur **l'action**. [Dernier témoin en date](#) : il concerne « *les impacts dramatiques de la culture du soja en Amérique latine* » et exigerait une « *interpellation de l'industrie française de la viande* ». D'accord, interpellons nos industriels, nos consommateurs, nos députés, notre gouvernement, livrons-nous à un intense « *lobbying* », pétitionnons, légiférons, créons un label « *viande durable* », ou « *soja respectueux de l'environnement* » etc. La belle affaire ! Que se passerait-il si l'entreprise réussissait ? Le « système » s'adapterait : les producteurs trouveraient d'autres clients, ou s'achèteraient une « *respectabilité* » de façade grâce à toutes sortes de « *mesures* » d'ordre réglementaire. Et ailleurs, en Chine par exemple, l'on continuerait de construire [la plus grande ferme du monde](#).

Mais dire que l'action est « *inutile* », au sens où rien n'empêchera l'effondrement annoncé, ne constitue pas un appel à « *ne rien faire* ». Depuis longtemps nous cherchons à justifier de « *ne rien faire* », mais en vain. Non seulement il faudrait développer tout un système philosophique, ce qui n'est ni dans nos cordes ni dans nos intentions, mais le but aurait quelque chose d'absurde car tout un chacun est dans l'action du seul fait de vivre. Démontrer qu'il vaudrait mieux « *ne rien faire* » est aussi impossible que démontrer la [trisection de l'angle](#) ou la quadrature du cercle. A notre niveau, **l'action relève de la morale individuelle**, c'est donc à chacun d'agir selon sa conscience, sa position sociale et ses moyens.

Mais peut-on passer de la morale individuelle à une morale collective ? Peut-on élaborer des **modèles d'action applicables à l'humanité**, et qui seraient « *bons* » pour elle, pour la biosphère, pour leur avenir commun à long terme, et susceptibles d'éviter l'effondrement ? A cette question très précise la réponse est un *non* catégorique.

Il est toujours possible de faire certaines choses localement, comme le montre les écologistes qui ont obtenu l'abandon de l'aéroport de NDDL, et qui sont sur le point de faire capoter [Europa City](#). L'association Bloom a aussi obtenu l'interdiction par le parlement européen du [chalutage profond](#) et de la [pêche électrique](#), et il y a sans doute quantité d'autres exemples. Mais comment ne pas voir que les **contre-exemples sont beaucoup plus nombreux et bien plus lourds** en termes de conséquences ? Le succès de Bloom, (dont nous avons signé les pétitions), n'est pas encore une victoire mondiale, et n'empêche pas le [plastique](#) de ronger les océans, le CO2 de les [acidifier](#), et les Japonnais de les [vider de leurs baleines](#).

Les actions écologiques font partie du « *grand jeu* » qui se joue à l'échelle mondiale, elles le corrigent à la marge sans changer ses règles. Elles ont été possibles parce que « *le système* » est capable de tenir compte des contestations qu'il suscite quand sa légitimité est en jeu. Même la pire des dictatures est censée faire le bonheur de ses citoyens : elle peut éliminer autant qu'elle veut ses opposants et dissidents, elle ne peut pas indéfiniment

aller contre l'opinion de « ses » citoyens, ceux qu'elle estime « *dignes de vivre* » hors de ses geôles, et il en reste toujours un certain nombre. Ainsi, en permettant que de telles actions aboutissent, le système ne fait que maintenir sa légitimité : **agir « contre » le système c'est encore agir « pour » le système**. Le seul moyen de s'y opposer vraiment c'est de le fuir, comme l'a fait [Grothendieck](#) qui a tout plaqué pour vivre en ermite dans la garrigue. Quant aux actions violentes auxquelles certains sont tentés, elles n'ont d'autres effets que d'obliger le système à mettre en place des parades, ce qu'il parvient toujours à faire même si ça lui prend du temps. Et il en ressort renforcé.

Sur le papier, il est cependant toujours possible d'« *élaborer des modèles d'action applicables à l'humanité* », par exemple ce scénario au nom ridicule, « [#MessageSupplyN](#) », censé « *sauver le climat* » car « *l'électronucléaire seul ne [le] sauvera pas* ». Ou encore la « *séquestration du carbone* » préconisée par le GIEC mais qui est [loin de faire l'unanimité](#), ou encore ces COP dont les « [engagements](#) » n'impressionnent que les optimistes les plus acharnés. Sur le papier tout est toujours possible. En 2012, Paul Jorion avait une [solution en or](#) pour régler le problème des taux d'intérêts qui s'envolaient dans la zone euro : mutualiser les dettes des États pour n'avoir plus que des dettes européennes, (des « *eurobonds* »), donc dignes de confiance. Oui mais, l'Allemagne, elle, avait [ses raisons de ne pas vouloir de ça](#). Direction poubelle, « *la solution* » !

C'est à l'aune de la réalité qu'il faut juger le « *faissable* » : ce qui marche en théorie ne fonctionne pas toujours en pratique. A la seule échelle des nations, l'histoire montre que l'imposition d'une « *morale collective* » a toujours eu des effets désastreux, les [Khmers Rouges](#) en sont un parfait et sinistre exemple. Et c'est normal, car le problème ne relève pas de la morale. Si des peuples ont pu, sous d'autres cieux et en des temps reculés, vivre en bonne entente et en équilibre avec leur environnement, ce n'était pas grâce à leur morale mais grâce à leur **représentation du monde** et faute de pouvoir faire autrement. (Cf. les aborigènes d'Australie.) Dans un régime dictatorial, même le pire des tortionnaires sera convaincu de se comporter de façon morale quand il pratique la torture¹, parce qu'on lui aura donné des raisons de le faire. Et ces écolos [antispécistes](#) qui en appellent parfois à la destruction de « *la civilisation* », **avec les humains qui en font partie**, sont eux aussi convaincus d'être « *moraux* », mais au nom des autres espèces qu'il s'agirait de « *sauver* ». (Il faut bien que le crime profite à quelqu'un.) De manière générale, tout le monde est « *moral* », c'est-à-dire que tout le monde respecte ce qu'il croit devoir respecter, et méprise ce qu'il croit pouvoir mépriser, de sorte que tout dépend de nos représentations. (D'où peut-être cette idée curieuse de Schopenhauer² : « [Le Monde comme volonté et comme représentation](#) ».)

Le vrai problème est ailleurs. Il tient à la **production collective** de l'humanité qui est devenue une « *machine à produire* ». L'on peut estimer que l'industrialisation a provoqué un basculement. Avant, le mode artisanal conduisait à une évolution lente et relativement respectueuse de l'environnement. (Mais déjà le fusil permettait d'éliminer massivement les prédateurs d'animaux domestiques.) Après, la surabondance d'énergie a fait exploser tous les compteurs : l'humanité s'est mise à produire toujours plus de biens en tous genres, matériels et immatériels. La rationalisation de sa production lui a permis de nourrir toujours plus de gens voués à l'améliorer encore : soit directement, (techniciens, ingénieurs, designers et scientifiques), soit indirectement : administrateurs, professeurs, médecins, artistes,... Et tout cela fit augmenter la population humaine de façon vertigineuse.

L'on ne peut pas nier ce « *basculement industriel* » qui est cause de tout. Si autrefois les humains pouvaient croire qu'ils contrôlaient leur condition en l'améliorant, (avec des [moulins à eau](#) par exemple), désormais **leur condition dépend du système de production planétaire qu'ils ont créé**. (Ce qui est vrai même pour celles et ceux qui vivent au fin fond de la jungle.) Or, ce système, dont personne ne peut contrôler l'évolution, est dynamique, instable, [expansif](#) et, surtout, **soumis à des turbulences** de tous ordres et dignes de l'enfer. L'actualité montre tous les jours que les humains se déchirent à cause des « *menaces* » qu'ils perçoivent chez leurs voisins, (Cf. la « [guerre préventive](#) » des Américains contre l'Irak, ainsi que l'éternel conflit israélo-palestinien), ou pour faire passer un gazoduc quelque part, (en Syrie), ou au contraire pour empêcher qu'un autre soit créé, (par la Russie), etc. Et dans le civil, la compétition économique qui fait rage nous montre une humanité plus pressée [d'investir dans l'IA](#) que dans la protection des hirondelles.

Morale de l'histoire : le monde se fiche (royalement) des écolos. C'est bien sûr déplorable mais ce sont les faits qui le disent. Et si les écolos ont raison, s'il faut faire ce qu'ils disent pour qu'on ne fonce plus dans le mur, alors le collapsus final n'en est que plus certain, car le monde des affaires s'assoit sur leurs recommandations comme un directeur de banque dans son fauteuil.

Illustration : [Hirondelle rustique – *Hirundo rustica*](#)

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

1Des histoires terribles circulent sur les tortionnaires : ils peuvent faire ça « *tranquillement* » dans leur journée de travail, et rentrer chez eux le soir pour embrasser leurs gosses comme si de rien n'était.

2Citation de la page Wikipédia : « *La conviction fondamentale de Schopenhauer (...) est que le monde est pure Volonté d'une part et d'autre part qu'il ne nous est donné que comme Représentation (...)* »

« L'effondrement de la civilisation est le résultat le plus probable » selon des climatologues éminents

Posted by [Philippe J M morel](#) on [June 5, 2020](#)

[Jean-Pierre : un peu trop idiotlogique par moment ce texte. L'auteur connaît-il le sujet?]



Les plus éminents climatologues et biologistes du monde entier estiment que nous nous dirigeons vers l'effondrement de la civilisation, et qu'il est peut-être déjà trop tard pour changer de cap.

Selon l'un des climatologues australiens les plus en vue, « nous sommes déjà bien engagés sur la voie de l'effondrement » de la civilisation, qui pourrait maintenant être inévitable car 9 des 15 points de basculement [aka boucles de rétroaction « positive »] du climat mondial connus, qui régulent l'état de la planète, ont été activés.

Will Steffen, professeur émérite de l'Université nationale australienne (photo de couverture de l'article), a déclaré à *Voice of Action* qu'il se pourrait que nous ayons déjà déclenché une « cascade de basculement mondial » qui nous mènerait à un climat de type Terre enserrée (« *Hothouse Earth* ») moins vivable, que nous réduisions ou non nos émissions.

Selon M. Steffen, il faudrait au mieux 30 ans (plus probablement 40 à 60 ans) pour passer à des émissions nettes nulles, mais en ce qui concerne les points de basculement [de non-retour ?] tels que la glace de mer de l'Arctique, nous pourrions déjà manquer de temps.

Les preuves indiquent que nous allons également perdre le contrôle des points de basculement de la forêt amazonienne, de la calotte glaciaire de l'Antarctique occidental et de la calotte glaciaire du Groenland en beaucoup moins de temps qu'il ne nous en faudra pour atteindre le niveau d'émissions zéro, explique M. Steffen.

« Compte tenu de la dynamique des systèmes terrestres et humains et la différence croissante entre le “temps de réaction” nécessaire pour orienter l'humanité vers un avenir plus durable et le “temps d'intervention” restant pour éviter une série de catastrophes dans le système climatique physique (par exemple, la fonte de la glace de mer arctique) et la biosphère (par exemple, la perte de la Grande Barrière de Corail), nous sommes déjà sur la voie de l'effondrement », a déclaré M. Steffen.

« C'est-à-dire que le temps d'intervention qui nous reste a, dans de nombreux cas, été réduit à des niveaux plus courts que le temps qu'il faudrait pour passer à un système plus durable.

Le fait que de nombreuses caractéristiques du système terrestre qui sont endommagées ou perdues constituent des “points de basculement” qui pourraient bien être reliés pour former une “cascade de basculement” soulève la question ultime : avons-nous déjà perdu le contrôle du système ? L'effondrement est-il maintenant inévitable ?

Ce point de vue n'est pas unique : d'éminents biologistes de l'université de Stanford, qui ont été les premiers à révéler que nous vivons déjà la sixième extinction massive sur Terre, ont publié cette semaine de nouvelles recherches montrant que les extinctions d'espèces s'accroissent de manière sans précédent, ce qui pourrait constituer un point de basculement dans l'effondrement de la civilisation humaine.

La semaine dernière, des recherches ont également révélé que les principaux greniers alimentaires du monde connaîtront des sécheresses plus extrêmes que prévu, le sud de l'Australie étant l'une des régions les plus touchées au niveau mondial.

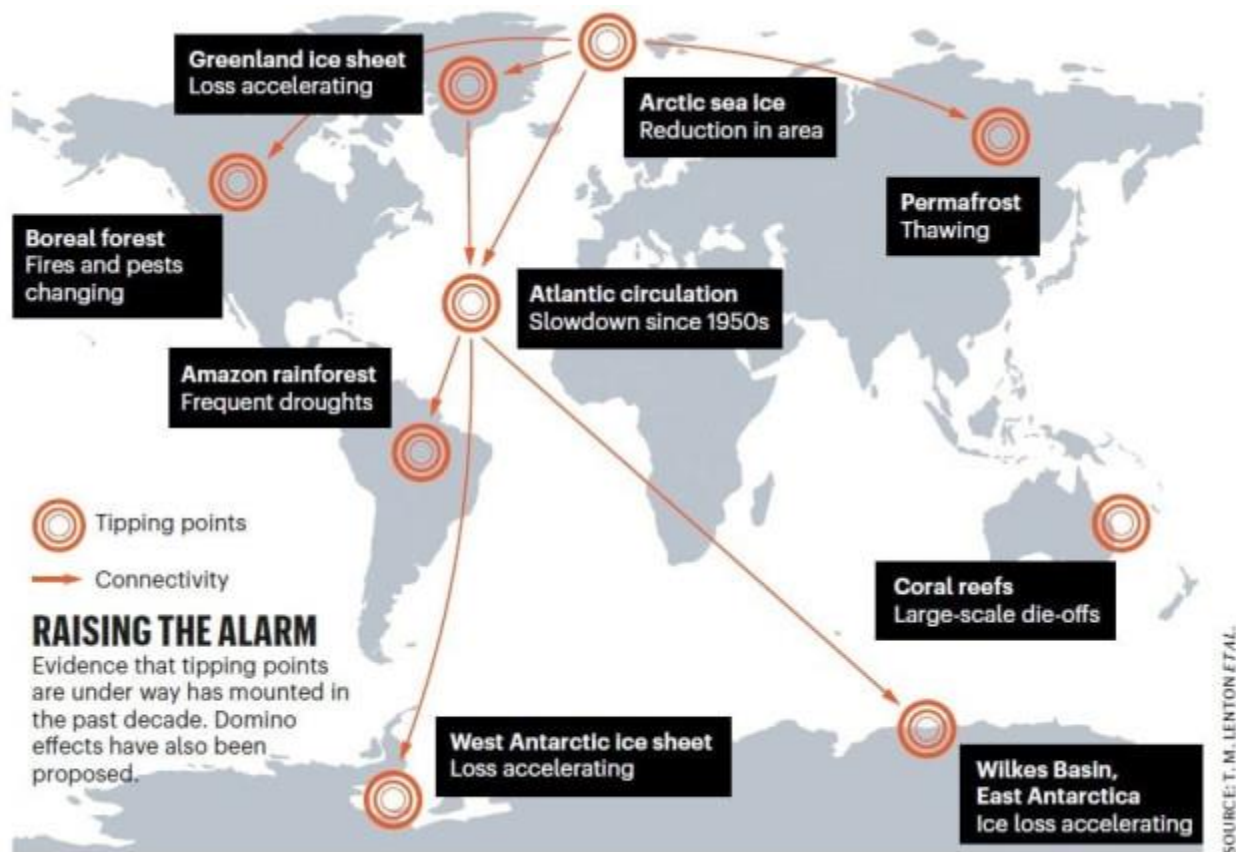
Steffen a utilisé la métaphore du Titanic dans l'un de ses récents exposés pour décrire comment nous pourrions franchir les points de basculement plus rapidement que le temps qu'il nous faudrait pour réagir afin de maîtriser notre impact sur le climat.

« Si le Titanic se rend compte qu'il est en difficulté et qu'il a environ 5 km à faire pour ralentir et diriger le navire, mais qu'il n'est qu'à 3 km de l'iceberg, il est déjà condamné », a-t-il déclaré.

Il s'agit d'une menace existentielle pour la civilisation

Steffen, ainsi que certains des plus éminents climatologues du monde, ont exposé notre situation difficile dans les termes les plus rudes possibles dans un article publié dans la revue Nature à la fin de l'année dernière.

Ils ont découvert que 9 des 15 éléments de basculement de la Terre connus, qui régulent l'état de la planète, avaient été activés, et qu'il existait désormais un soutien scientifique pour déclarer un état d'urgence planétaire. Ces points de basculement peuvent déclencher un retour brutal du carbone dans l'atmosphère, comme la libération de dioxyde de carbone et de méthane provoquée par le dégel irréversible du permafrost de l'Arctique.



9 des 15 points de basculement terrestres connus ont été activés

« Si des cascades de basculement dommageables peuvent se produire et qu'un point de basculement mondial ne peut être exclu, alors il s'agit d'une menace existentielle pour la civilisation », ont-ils écrit.

« Aucune analyse économique coût-bénéfice ne nous aidera. Nous devons changer notre approche du problème climatique.

« Les preuves des seuls points de basculement suggèrent que nous sommes dans un état d'urgence planétaire : le risque et l'urgence de la situation sont tous deux aigus ».

Steffen est également l'auteur principal du document très cité de 2018, *Trajectoires du système terrestre dans l'Anthropocène*, où il a constaté que « même si l'objectif de l'Accord de Paris d'une augmentation de la température de 1,5°C à 2°C est atteint, nous ne pouvons pas exclure le risque qu'une cascade de rétroactions pousse le système terrestre de manière irréversible sur la voie [du scénario] de la "Terre enserrée" ».

Steffen est une autorité mondiale sur le sujet des points de basculement, qui sont sujets à des changements soudains s'ils sont suffisamment poussés par un changement de climat, et qui pourraient faire dévier la trajectoire du système hors du contrôle de l'homme. Un réchauffement supplémentaire deviendrait auto-entretenu en raison des rétroactions du système et de leur interaction mutuelle.

Steffen le décrit comme une rangée de dominos et son inquiétude tient à ce que nous soyons déjà au point de non-retour, en renversant les deux premiers dominos, ce qui pourrait entraîner une cascade renversant toute la rangée.

« Nous pensons que certains d'entre eux sont vulnérables compte tenu de la fourchette de température dans laquelle nous entrons maintenant », a déclaré M. Steffen.

« Si elles commencent à basculer, toute la rangée de dominos pourrait basculer et nous amener à un climat beaucoup plus chaud, même si nous réduisons nos émissions ».

Même le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, notoirement conservateur, a constaté qu'avec le réchauffement de 1,1 °C que nous avons connu jusqu'à présent, le risque de faire basculer certains d'entre eux était modéré — et ce risque s'est accru à mesure que les températures augmentaient.

Steffen estime que nous sommes déterminés à atteindre une augmentation de la température d'au moins 1,5 °C compte tenu de la dynamique du système économique et climatique, mais que nous avons encore une chance de rester en dessous de 2 °C moyennant une action urgente.

Une température de +4°C ferait vivre < 1 milliard de personnes dans le monde

Le professeur Hans Joachim Schellnhuber, directeur émérite et fondateur de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam, estime que si nous dépassons largement les 2°C, nous atteindrons de toute façon rapidement les 4°C en raison des points de basculement et des rétroactions, ce qui signifierait la fin de la civilisation humaine.



« Il y a un très grand risque que nous mettions fin à notre civilisation » : Professeur Schellnhuber

Johan Rockström, le directeur de l'un des principaux instituts de recherche européens, a averti en 2019 que dans un monde où la température est de 4°C plus élevée, il serait « difficile de voir comment nous pourrions accueillir un milliard de personnes ou même la moitié de ce nombre ... Il y aura une riche minorité de personnes qui survivront avec des modes de vie modernes, sans doute, mais ce sera un monde turbulent, en proie aux conflits ».

Schellnhuber, l'une des principales autorités mondiales en matière de changement climatique, a déclaré que si nous continuons sur la voie actuelle, « il y a un très grand risque que nous mettions tout simplement fin à notre civilisation ». L'espèce humaine survivra d'une manière ou d'une autre, mais nous détruirons presque tout ce que nous avons construit au cours des deux derniers millénaires ».

Schellnhuber a déclaré dans une récente interview que le rapport du GIEC affirmant que nous pourrions rester en dessous de 1,5°C de réchauffement était « légèrement malhonnête » car il repose sur d'immenses émissions négatives (arrachant le CO₂ de l'air) qui ne sont pas viables à l'échelle mondiale. Il a déclaré que 1,5°C n'était plus réalisable mais qu'il était encore possible de rester en dessous de 2°C moyennant des changements massifs de la société.

Si nous n'infléchissons pas la courbe des émissions de manière substantielle avant 2030, alors le maintien des températures sous les 2°C devient inévitable. La “loi carbone” publiée dans la revue Science en 2017 a montré que, pour maintenir le réchauffement en dessous de 2°C, les émissions devraient être réduites de moitié entre 2020 et 2030.

Steffen a déclaré à Voice of Action que les trois principaux défis de l'humanité – le changement climatique, la dégradation de la biosphère et les inégalités croissantes entre et parmi les pays – n'étaient « que les différentes facettes d'un même problème fondamental ».

Ce problème, c'est le « système économique néolibéral » qui s'est répandu dans le monde grâce à la mondialisation, sous-tendant « des modes de vie à forte production et à forte consommation » et une « religion construite non pas autour de la vie éternelle mais autour de la croissance éternelle ».

« Il devient très clair que (i) ce système est incompatible avec un système terrestre qui fonctionne bien au niveau planétaire ; (ii) ce système érode le bien-être des hommes et de la société, même dans les pays les plus riches, et (iii) l'effondrement est le résultat le plus probable de la trajectoire actuelle du système actuel, tel qu'il a été prophétiquement modélisé en 1972 dans l'ouvrage *'Limits to Growth'*, a déclaré Steffen à Voice of Action.

La croissance éternelle n'est pas possible

Le modèle présenté dans '[Limites de la croissance](#)' [ou Rapport Meadows] publié par le Club de Rome en 1972 a examiné l'interaction entre la production alimentaire, l'industrie, la population, les ressources non renouvelables et la pollution.

Les conclusions de base étaient que l'on ne peut pas faire croître le système indéfiniment, car cela entraînerait des problèmes d'environnement et de ressources qui, à terme, provoqueraient l'effondrement de l'ensemble du système mondial (l'émission *This Day Tonight* d'ABC en a parlé [ici](#)). Au moment de la publication du modèle, celui-ci reproduisait avec précision les données historiques de 1900 à 1970.

Une étude réalisée en 2008 par Graham Turner, alors chercheur principal au CSIRO, a utilisé trois décennies de données historiques réelles pour conclure que les prédictions du modèle 'Limites de la croissance' se réalisaient : “30 ans de données historiques soutiennent favorablement la comparaison avec les principales caractéristiques d'un scénario de maintien du *statu quo* appelé scénario “standard run”, qui aboutit à l'effondrement du système mondial au milieu du 21^e siècle”.



L'ancien scientifique du CSIRO Graham Turner met en garde contre l'effondrement depuis des décennies

Turner a de nouveau utilisé les chiffres actualisés du modèle en 2012 pour un autre article, évalué par des pairs, puis en 2014 lorsqu'il a rejoint le *Sustainable Society Institute* de l'université de Melbourne.

« Les données de la quarantaine d'années depuis l'achèvement de l'étude LTG ('*Limits To Growth*') indiquent que le monde suit de près le scénario BAU [*'Business as Usual'*] », conclut Turner dans l'article de 2014.

« Il est à noter qu'il ne semble pas y avoir d'autres modèles économico-environnementaux qui ont démontré une telle concordance de données complètes et à long terme ».

Turner a pris une semi-retraite en 2015 mais gère un petit jardin maraîcher biologique dans une propriété rurale de la Bega Valley, sur la côte sud de la Nouvelle-Galles du Sud.

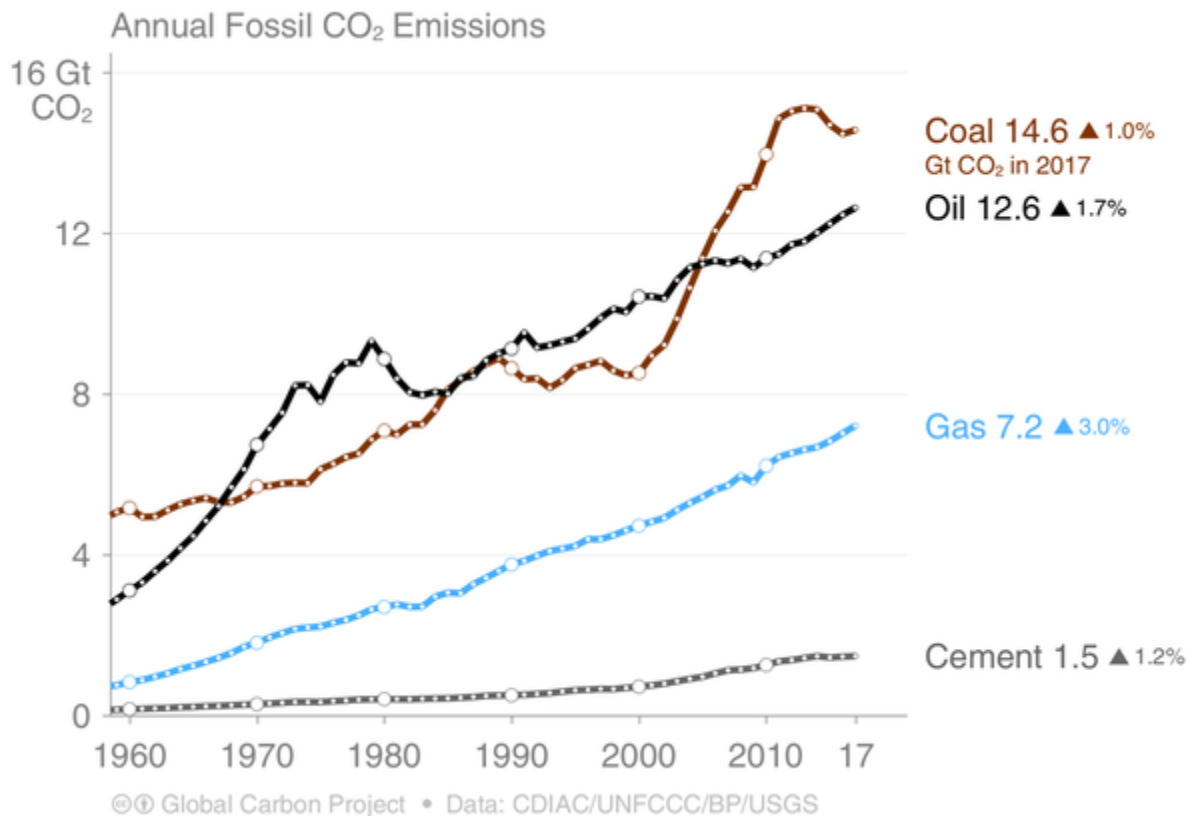
Lui et sa femme cultivent la plupart de leurs propres aliments et vivent hors réseau [*'Off-Grid*] , alimentés par un système d'énergie solaire. Turner a déclaré que cela lui a permis de sauver sa vie lors des feux de brousse catastrophiques de l'été dernier, car son électricité est restée connectée, mais la plupart des habitants de la région ont été privés d'électricité pendant des semaines.

Turner a continué à suivre les données du mieux possible depuis son dernier rapport officiel en 2014, et l'année dernière, il a aidé un étudiant en master de Harvard à mettre à jour les données pour sa thèse.

Turner a déclaré à *Voice of Action* que, selon sa modélisation du scénario du *statu quo*, « il finira par entraîner un effondrement mondial d'ici une dizaine d'années ».

Il était difficile de prévoir un calendrier, mais M. Turner a déclaré qu'il pensait « qu'il y a de fortes chances que nous soyons au début d'un effondrement en ce moment même ».

« Les intérêts particuliers et les politiciens corrompus, combinés à une population heureuse de nier les problèmes, accablent ceux qui tentent de promulguer la vérité et les faits », a déclaré M. Turner.



Les émissions de combustibles fossiles continuent d'augmenter

D'ici 2030, nous saurons quel chemin nous avons pris

Steffen a déclaré à *Voice of Action* qu'il est « très probable que d'ici 2030, nous saurons quel chemin nous avons pris », « le chemin vers la durabilité ou le chemin actuel vers un probable effondrement ».

« Je pense que la “bifurcation” se produira au cours de cette décennie, probablement pas à un moment précis, mais sous la forme d'une série d'événements », a déclaré M. Steffen.

Steffen a déclaré à *Voice of Action* qu'il pense que l'effondrement « ne sera probablement pas un effondrement mondial dramatique, mais plutôt une détérioration générale de nombreux aspects de la vie, avec des effondrements régionaux se produisant ici et là ».

« Par exemple, il semble que les États-Unis entrent dans une longue période de déclin de nombreux aspects de leur société, avec un potentiel d'effondrement plus rapide dans la décennie à venir », a déclaré M. Steffen.

Samuel Alexander, professeur à l'université de Melbourne et chercheur à l'Institut de la société durable de Melbourne, a déclaré à *Voice of Action* que l'effondrement à venir ne serait pas un événement unique, noir ou blanc.

En ce qui concerne les civilisations, il est plus probable que nous soyons entrés dans une phase que JM Greer appelle « l'effondrement catabolique » — où nous sommes confrontés à des décennies de crises continues, alors que le mode de civilisation existant se détériore, mais se rétablit ensuite lorsque les gouvernements et la société civile tentent de réagir, de réparer les choses et de les faire durer un peu plus longtemps », a déclaré M. Alexander.

« Le capitalisme est assez bon pour éviter les balles et échapper aux défis temporaires qui menacent sa légitimité et sa viabilité. Mais son état, je pense qu'il est en phase terminale ».

Alexander, qui étudie les défis économiques, politiques et culturels de la vie sur une planète entière à une époque de limites, pense que l'avenir sera "post-croissance / post-capitaliste / post-industriel sous une forme ou une autre ».

« L'avenir adviendra probablement en partie par dessein et en partie par catastrophe ». Notre défi consiste à essayer de constituer l'avenir par la planification et l'action communautaire, et non à faire en sorte que l'avenir nous constitue », a déclaré M. Alexander.

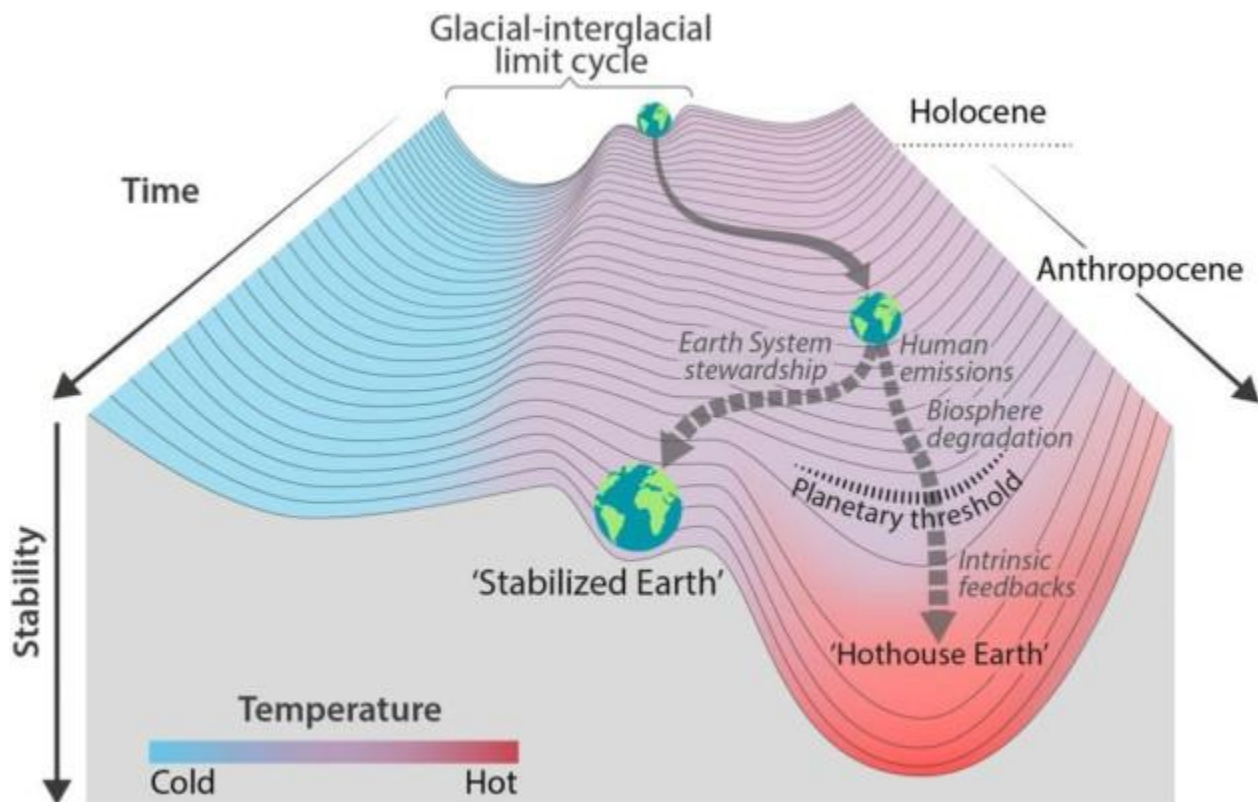
Il ne sera jamais "trop tard" pour agir de manière sensée, car si nous essayons d'éviter ou de gérer un effondrement, il y a beaucoup de travail à faire (« un avenir à 3 degrés est meilleur qu'à 4 degrés »).

[« Le meilleur moment pour planter un arbre était il y a 20 ans. Le Deuxième meilleur moment est maintenant ». Proverbe chinois]

Steffen estime que les soulèvements de masse actuels aux Etats-Unis ne sont pas un signe d'effondrement mais d'"instabilité croissante".

Et Alexander d'ajouter que c'est un signe d' « accumulation de vapeur dans un système fermé ». Que faute d'une action populaire et politique audacieuse, nous étions « susceptibles de voir les éruptions de troubles civils se multiplier à mesure que les choses continueront à se détériorer ».

« Alors que les économies se détériorent et que les inégalités s'accroissent, de plus en plus de personnes sont privées de leurs droits, ce qui encourage la résistance et, malheureusement, fait parfois chercher des boucs émissaires à qui attribuer la responsabilité de nouvelles difficultés ou de l'aggravation de celles qui existent déjà (par exemple, la soi-disante 'Alt-Droite'/Alt-Right) », a déclaré M. Alexander.



Si nous ne stabilisons pas le climat, nous tomberons dans un scénario de ‘Terre enserrée’ irréversible

Lorsque Turner a rejoint le CSIRO au début des années 2000, l’organisation travaillait sur le Cadre australien des stocks et des flux — un modèle de l’économie utilisant des choses physiques plutôt que des dollars. [C-à-d. Une économie indexées sur les ressources plutôt que sur les dollars]

Le travail était financé par le ministère de l’immigration, mais M. Turner affirme que les rapports — dont le dernier a été réalisé en 2010 — ont été enterrés parce que les conclusions ne soutenaient pas une forte croissance démographique.

Les recherches ont montré que les avantages économiques en termes de richesse, par personne, seraient contrebalancés par des maux sociaux, notamment l’impact de l’utilisation des ressources et de la pollution sur la qualité de vie et l’environnement. Les rapports avertissaient que le débit net de la rivière Darling serait nul, qu’il y aurait une perte d’habitat et d’espèces animales et végétales, des embouteillages, un déficit en eau des villes et une réduction de la biodiversité en raison de la pollution des ruisseaux.

Les conclusions de M. Turner allaient à l’encontre des orthodoxies néolibérales car elles remettaient en question la notion de croissance infinie sur une planète finie. Il a déclaré que lui et d’autres personnes poursuivant des recherches similaires sur les modèles d’économie “des stocks et des flux” « trouve de plus en plus difficile de faire financer leurs travaux ».

Il n’est donc pas étonnant que le dernier rapport du *Breakthrough National Centre for Climate Restoration* ait constaté « qu’il n’existe aucune littérature qui synthétise les impacts à grande échelle que le changement climatique pourrait avoir sur l’économie australienne, et aucun aperçu fiable de la vulnérabilité économique de l’Australie au futur réchauffement climatique dans un contexte régional et mondial ».

Steffen a déclaré qu’il n’avait pas subi de pression politique pour son travail « mais je n’ai probablement pas attaqué le paradigme croissance/capitalisme aussi directement que Graham [Turner] l’a fait ». Il affirme qu’il n’a pas hésité à noter l’incompatibilité du système économique néolibéral avec un système terrestre stable dans ses entretiens.

« Il semble évident que des changements très profonds sont nécessaires, jusqu’aux valeurs fondamentales — ce que nous apprécions vraiment dans la vie », a déclaré M. Steffen.

Selon M. Turner, les « changements absolument immenses » nécessaires pour assurer un avenir durable sont tout simplement « trop difficiles à envisager pour la grande majorité des gens ».

« Il faudrait réduire de moitié le taux de natalité, avoir une immigration nette zéro, utiliser des énergies totalement renouvelables et doubler l’efficacité dans tous les secteurs de l’économie, et le plus important serait de réduire la semaine de travail au fil du temps pour qu’elle ne soit plus que la moitié de ce qu’elle est », a déclaré M. Turner.

« Mais cela signifierait aussi que les gens n’auraient pas le même niveau de revenu, ce qui va de pair avec une réduction de moitié de la consommation des ménages. Et si vous ne faites pas tout cela, vous n’atteindrez pas un état stable, un avenir durable, et si vous laissez certaines choses de côté, vous devrez faire encore plus d’efforts pour les autres ».

Turner estime qu’il serait possible de répondre aux besoins de chacun de manière durable, mais qu’il faudrait adopter un mode de vie de type années 50 ou 60, avec des limites telles qu’une voiture et un téléviseur par foyer. Nous ne vivrions pas dans des grottes et nous disposerions toujours de la technologie, mais le rythme du changement serait beaucoup plus lent.

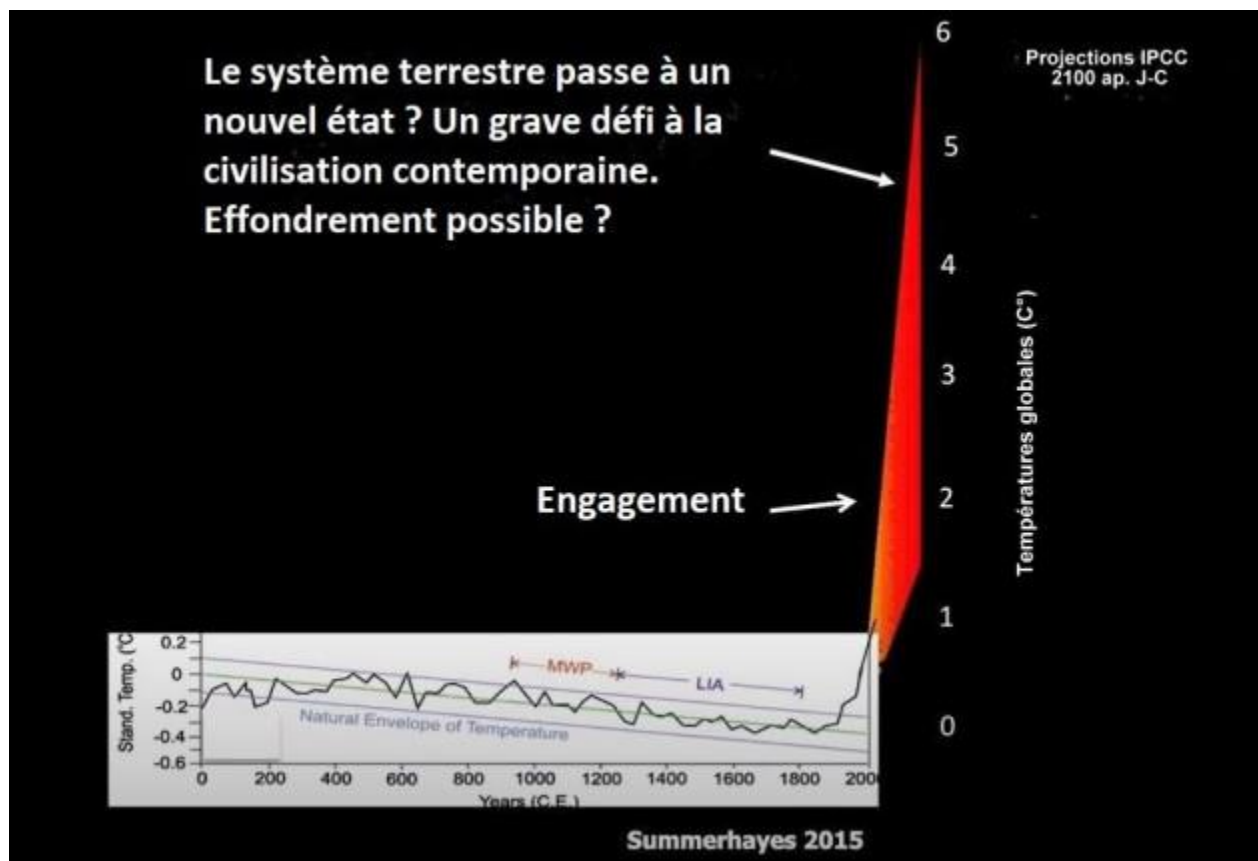
« Je pense que si nous parvenons tous à vivre une vie plus simple et sans doute plus satisfaisante, il serait encore possible, grâce à certaines avancées technologiques, d'avoir un avenir durable, mais il semble plus probable... que nous nous dirigeons vers une sorte d'effondrement mondial ou que nous soyons sur le point de basculer », a déclaré M. Turner à Voice of Action.

Turner a déclaré qu'il craignait que le grand public ne prenne pas le problème suffisamment au sérieux et n'exige des changements tant qu'il ne « perdra pas réellement son emploi ou sa vie ou verra ses enfants en souffrir directement ».

Les coûts potentiellement infinis du changement climatique

Le discours politique porte sur le retour à la croissance, soutenue par les combustibles fossiles subventionnés par les contribuables, mais les faits montrent que même si le gouvernement s'engageait en faveur des énergies renouvelables, la "croissance verte" [Greenwashing" ?] n'est tout simplement pas possible à l'échelle mondiale.

Un document de travail du FMI de 2019 note un accord croissant entre les économistes et les scientifiques « que le risque de catastrophe irréversible augmente, impliquant des coûts potentiellement infinis de changement climatique incontrôlé, y compris, dans l'extrême, l'extinction humaine ».



Diapositive de la récente présentation de Steffen montrant l'anomalie de température sur 2000 ans

Le *Breakthrough National Centre for Climate Restoration*, basé en Australie, n'a eu de cesse pendant des années de publier des rapports avertissant que la science montre que nous nous dirigeons vers un effondrement de la civilisation. Ils soulignent qu'il n'y a plus de budget carbone aujourd'hui pour une chance réaliste de rester en dessous de 2°C, donc il ne peut y avoir d'expansion des combustibles fossiles.

Les rapports *Breakthrough* ont critiqué la communauté scientifique — notamment le GIEC — pour avoir sous-estimé tous les risques du changement climatique, en particulier les points de basculement et le risque existentiel. Son dernier rapport, *Fatal Calculations*, reproche aux économistes de ne pas avoir suffisamment pris en compte les coûts de l'inaction dans leurs modèles, ce qui a été utilisé par les responsables politiques pour retarder l'action.

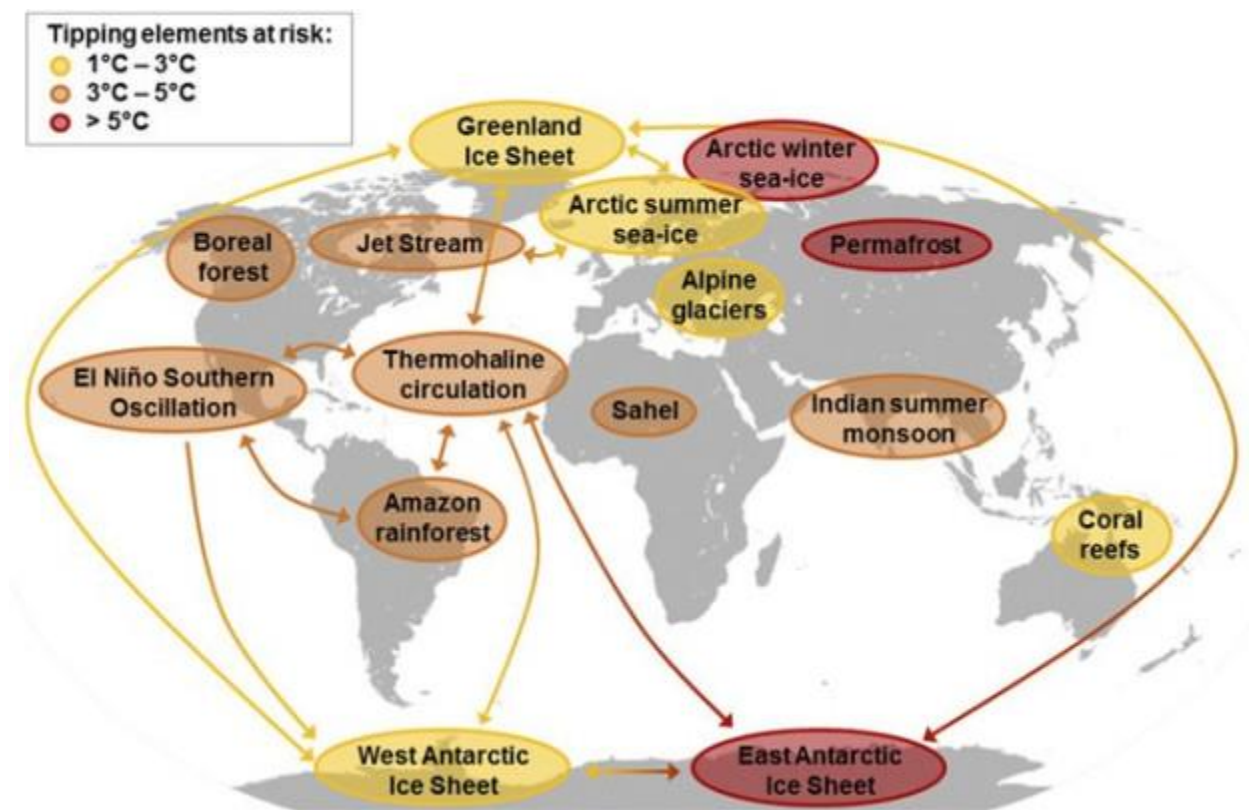
« Malgré l'escalade des catastrophes climatiques dans le monde, notamment nos feux de brousse, cette préoccupation concernant le coût de l'action — et le fait de fermer les yeux sur les dommages futurs — reste la pensée dominante dans les milieux politiques, économiques et financiers », selon le rapport Breakthrough.

« Parce que le changement climatique est désormais une menace existentielle pour la société humaine, la gestion des risques et le calcul des dommages potentiels futurs doivent accorder une attention disproportionnée aux possibilités extrêmes et haut de gamme, plutôt que de se concentrer sur les probabilités moyennes ».

Dans un document de travail publié en mai, intitulé « les leçons sur le climat de COVID-19 », *Breakthrough* établit des parallèles entre le changement climatique et le manque de préparation à la pandémie.

« Le monde est somnambule vers la catastrophe. Les institutions des Nations unies chargées de la science du climat et de l'élaboration des politiques ne sont pas adaptées à leur objectif et n'ont jamais examiné ou signalé les risques existentiels », peut-on lire dans ce document.

« Il n'existe pas de processus national ou mondial pour garantir que de telles évaluations des risques soient entreprises et soient efficaces. Le Forum économique mondial fait rapport une fois par an sur les risques mondiaux de haut niveau, notamment le dérèglement climatique, puis tout le monde recommence à ignorer les risques réels ».



Les points de basculement sont mal pris en compte dans les modèles de changement climatique

L'activité humaine provoque des hausses de température qui dépassent l'enveloppe de variabilité naturelle que la biosphère est censée supporter. Selon M. Steffen, nous n'avons observé une telle hausse de température qu'à deux reprises au cours des 100 derniers millions d'années, la première fois lorsque les dinosaures ont été exterminés il y a 65 millions d'années et la seconde fois lors d'une autre extinction massive il y a 56 millions d'années.

La dernière fois que les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ont atteint leur niveau actuel, c'était au début ou au milieu du Pliocène, il y a 3 à 4 millions d'années, lorsque les températures étaient supérieures d'environ 3 °C à celles de la fin du XIXe siècle et que le niveau de la mer était plus élevé d'environ 25 mètres.

Un gouvernement incapable de relever le défi

Malgré les récents feux de brousse qui ont brûlé 35 millions d'hectares, ayant causé 445 morts supplémentaires dues à la fumée et entraîné l'incinération d'un milliard d'animaux — doublant ainsi les émissions annuelles de CO2 de l'Australie — le gouvernement refuse de s'engager à atteindre des objectifs de réduction des émissions, même modestes, et préconise une “relance au gaz”.

Il est apparu cette semaine que le gouvernement a été averti de la probabilité de graves feux de brousse, mais qu'il n'a pas fait assez pour s'y préparer. Les chefs de pompiers ont également été bâillonnés pour avoir parlé du changement climatique.

La Grande Barrière de Corail a été frappée cette année par son troisième blanchissement massif en 5 ans.

Le gouvernement australien, redevable à l'industrie des combustibles fossiles et n'ayant pas de garde-fou en matière de corruption pour la contrôler, continue de résister aux pressions visant à accroître son engagement en faveur du changement climatique. L'Australie ne pourra même pas atteindre ses objectifs de Paris sans une faille comptable — des objectifs qui sont eux-mêmes insuffisants pour empêcher l'effondrement.

Ce n'est pas seulement le changement climatique qui nous conduit à l'effondrement, mais également le fait que la nature décline à l'échelle mondiale à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Environ un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, dont beaucoup d'ici quelques décennies. Comme le fait remarquer Steffen, la toile de la vie sur Terre se rétrécit [comme peau de chagrin] et s'effiloche de plus en plus.

Les humains dominent complètement la biosphère terrestre, représentant 32 % de toute la biomasse terrestre, suivis par environ 65 % des animaux domestiques, laissant moins de 3 % de la faune vertébrée.

Il y a également eu ce qu'on appelle “la grande accélération”, c'est-à-dire l'accélération de la croissance démographique et économique, qui entraîne une utilisation accélérée de ressources telles que l'eau et l'énergie.

Cela a également conduit à une croissance exponentielle des émissions de gaz à effet de serre, de l'acidification des océans, de l'appauvrissement de la couche d'ozone, des températures de surface, de la capture de poissons marins, de la dégradation de la biosphère terrestre, de la perte de forêts tropicales et des terres domestiquées.

De nombreux pays, dont certaines parties de l'Australie, manquent d'eau et doivent transporter par camion de l'eau en bouteille. On prévoit que 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions où l'eau est rare d'ici 2025.

Selon M. Steffen, il serait « trop tard » pour atteindre un taux d'émission net de zéro d'ici 2050, et la seule chose qui nous sauvera réside dans des solutions radicales s'engageant à :

- ♣ Pas de nouveaux développements de combustibles fossiles d'aucune sorte à partir de maintenant
- ♣ Une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et 100 % d'énergies renouvelables
- ♣ Atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2040

Selon M. Steffen, il est beaucoup, beaucoup moins cher de ne pas utiliser de combustibles fossiles au départ que d'essayer de capturer le CO₂ après coup, car on « combat la deuxième loi de la thermodynamique quand on essaie de récupérer le CO₂ ». [Cf. l'entropie]

Turner pense que la loi sur les sociétés [*Corporation Act*] devrait être réécrite « afin que les sociétés n'aient pas plus de droits légaux que les gens, et ne soient pas obligées de faire des bénéfices pour les actionnaires ».

« Nous sommes peut-être déjà partis »

Le professeur associé Anitra Nelson, membre principal honoraire du *Sustainable Society Institute* de l'université de Melbourne, plaide en faveur de politiques de “décroissance” qui permettraient de ramener la consommation et la production mondiales à des niveaux durables. Selon elle, nous consommons actuellement les ressources comme si nous disposions de quatre Terres et si nous ne changeons pas rapidement, nous serons confrontés à des conditions dans lesquelles nous ne pourrions pas survivre.



“L'heure de la décroissance” : Anitra Nelson

« Sur la trajectoire actuelle, nous sommes peut-être déjà partis, et si ce n'est pas le cas, à moins d'agir très rapidement et de manière très sérieuse, nous ne pourrions pas retrouver une sorte d'équilibre avec la nature », a déclaré Nelson à Voice of Action.

« Je pense en fait que nous connaissons déjà un effondrement et que la situation risque de s'aggraver de plus en plus rapidement au fur et à mesure que nous avancerons ».

Nelson a déclaré que nous devons changer radicalement notre façon de vivre sur cette planète et cela inclut des discussions sur le contrôle de la population (comme des restrictions sur le nombre d'enfants que les gens ont) et même des limites maximales de revenus.

D'après elle nous devons également nous débarrasser du capitalisme, car fondamentalement, ce système économique ne pourrait pas survivre sans croissance.

Au lieu d'avoir des entreprises en concurrence sur un marché mondial, nous devons « localiser les économies » de sorte que « les gens produisent essentiellement localement pour des besoins locaux et uniquement pour des besoins de base ». Cela impliquerait d'avoir des « communautés autonomes » avec « une démocratie directe et concrète » et une prise de décision par consensus.

Tim Buckley, directeur des études sur le financement de l'énergie à l'Institut d'économie et d'analyse financière de l'énergie (IEEFA), a déclaré à *Voice of Action* que notre modèle économique « devra changer ou s'effondrer » car « nous atteignons les limites de la croissance ». Les coûts sanitaires et sociaux sont de plus en plus évidents et « nous arrivons à un point où il est impossible de les éviter ».

« Je pense que le capitalisme mondial se rend compte que la nature parasitaire qui a émergé (où le 1% au sommet détient la grande majorité des richesses du monde), ne peut être maintenue que pendant un certain temps », a déclaré M. Buckley.

« S'ils tuent l'hôte (les 99 % de la population en bas de l'échelle), leur position en termes absolus est plus défavorable, même s'ils possèdent toutes les richesses, le gâteau total va se rétrécir, et ils seront les plus touchés. Afin de protéger leur position "d'élite", ils autoriseront des changements pour rendre le modèle plus durable, de sorte qu'ils puissent rester le 1% supérieur, mais en partageant un peu plus pour rendre le modèle plus durable ».

Buckley est plus optimiste que la plupart des gens, car il pense que les élites financières du monde vont réorganiser l'économie mondiale pour qu'elle devienne durable par auto-préservation.

« L'économie des énergies renouvelables rend cette démarche économiquement raisonnable. Il ne s'agit pas de sauver les pauvres du monde. Il s'agit d'une réalité économique : l'énergie solaire tue les investissements dans les centrales électriques au charbon. C'est la technologie et l'économie qui gagnent, pas l'environnementalisme ».

Le secteur pétrolier confronté à une baisse sans précédent des investissements

Par [Louisa Benchabane](#) 8 juin 2020 [Le Monde.fr](#)

Depuis le déclenchement de la crise liée au Covid-19 et à la chute des prix du pétrole, les majors taillent dans leurs dépenses.



Une plate-forme pétrolière off-shore, au large de la côte de Port-Gentil, au Gabon, en janvier 2017.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a secoué les marchés pétroliers et porté un coup durable aux majors. Avec un prix du Brent au plus bas depuis vingt ans, les revenus du secteur des hydrocarbures pourraient plonger de 40 % en 2020, par rapport à 2019, selon le cabinet Rystad Energy. A cela s'ajoute la chute de la demande, ce qui pousse les grandes entreprises à tailler dans leurs dépenses. Les investissements énergétiques pourraient ainsi diminuer de 25 % au premier semestre 2020, à 410 milliards de dollars, selon le cabinet Rystad Energy. Illustration avec Total, qui prévoit de réduire les siens de 25 % cette année.

Les majors coupent en premier dans les dépenses d'exploration, ces projets qui permettent de découvrir de nouveaux gisements. *« Elles devraient de nouveau baisser en 2020, à la fois en raison de la baisse des financements dédiés et de difficultés pratiques pour déplacer le personnel et l'équipement vers les zones souhaitées »*, signalait l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans une note publiée début mai.

Le recul des investissements aura de lourdes conséquences. A court terme, cela pénalise les Etats dont l'économie repose en grande partie sur les revenus liés aux hydrocarbures. Leurs budgets, bâtis sur les recettes liées aux nouveaux forages et à un prix du baril élevé, ont dû être réévalués en urgence. Le Gabon, par exemple, petit pays producteur d'Afrique centrale, voit s'éloigner les revenus que laissaient augurer les forages tout juste mis en production au large de ses côtes.

Capacités de stockage saturées

A plus long terme, la chute des investissements soulève des interrogations quant à la capacité des producteurs à alimenter le marché pour répondre à une demande en énergie toujours très importante. *« Si les investissements restent aux niveaux de 2020 pour les cinq prochaines années, cela réduirait le niveau de l'offre prévu initialement en 2025 de près de 9 millions de barils par jour »*, observe l'AIE. L'équilibre entre l'offre et la demande risquerait alors d'être perturbé, avec une production qui peinera à répondre au marché.

En attendant, la fermeture de puits de pétrole décidée par certains opérateurs au plus fort de la crise sanitaire en raison de capacités de stockage saturées pourrait aussi peser. Non seulement cette opération engendre une baisse de la productivité, mais il est aussi compliqué et coûteux de les redémarrer. Enfin, une fermeture définitive de certains champs anciens à faible productivité avec des coûts d'exploitation relativement élevés est probable.

Crise alimentaire mondiale : « Nous sommes au bord d'une pandémie de faim »



Un risque de pénurie alimentaire n'est, pour le moment, pas à craindre. Mais des dizaines de millions de personnes sont menacées de ne plus pouvoir manger à leur faim, du fait de l'absence de revenus, de protections sociales et de rupture des chaînes d'approvisionnement.

C'est une donnée qui résonne comme un terrible avertissement. Le nombre de personnes au bord de la famine pourrait doubler, de 135 millions en 2019 à 265 millions d'ici la fin de l'année 2020, a prévenu l'ONU dans un rapport publié fin avril [1]. « *Alors que nous affrontons une pandémie de Covid-19, nous sommes également au bord d'une pandémie de faim* », déclarait alors le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Les zones de conflits – dont le nord-est du Nigeria, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen – sont particulièrement sujettes à la famine, ainsi que l'Inde et plusieurs pays d'Afrique de l'Est (Soudan, Éthiopie, Somalie) confrontés au ravage de toutes les cultures par la pire invasion de criquets pèlerins depuis 25 ans. Début juin, des manifestations au Sénégal demandent la fin du couvre-feu instauré depuis bientôt trois mois pour raison sanitaire. « *Les habitants ont épuisé toutes les réserves* », analyse Mamadou Cissokho, figure emblématique du mouvement paysan africain, auprès de *Basta* !.

Les demandes d'aide alimentaire explosent

Avec le confinement et la perte de revenus, la classe moyenne urbaine, les travailleurs journaliers et ceux des secteurs informels et de services sont devenus soudainement vulnérables à la pauvreté et à la faim. « *Ce que révèle cette crise c'est un problème d'accessibilité. En leur demandant d'arrêter de travailler, plus de la moitié de la population marocaine s'est retrouvée dans une situation de précarité du jour au lendemain* », observe Najib Akesbi, enseignant-chercheur à l'Institut d'agronomie de Rabat, où le confinement débuté le 19 mars est prolongé au moins jusqu'au 10 juin. Les aides allouées dans les pays à faible protection sociale demeurent, quand elles ne sont pas inexistantes, largement insuffisantes pour subvenir aux besoins essentiels [2].

Cette inquiétude ne concerne pas uniquement les pays du Sud. Aux États-Unis, près d'un enfant sur cinq ne mange pas à sa faim depuis le début de la pandémie, selon le constat alarmant de la vénérable Brookings Institution [3]. L'arrêt de l'alimentation en milieu scolaire serait un facteur déterminant, le repas de la cantine constituant pour des millions d'enfants le principal et parfois unique apport calorique de la journée. En France, les longues files d'attente en Seine-Saint-Denis, lors de distributions de colis alimentaires, ont marqué les esprits. Le Secours populaire a vu les demandes d'aide alimentaire augmenter de 45 % depuis le mois de mars, par rapport à la même période l'année dernière, avec une [situation toujours très préoccupante pour les étudiants](#).



Des collectifs d'habitants se mobilisent à Marseille pour apporter une aide alimentaire aux familles précaires, en particulier dans les quartiers populaires. © Jean de Peña, mai 2020.

Faut-il redouter un scénario similaire à 2009 marqué par des émeutes de la faim ? À l'époque, un épisode El Niño – un courant chaud à l'ouest de l'Amérique latine qui perturbe le climat sur tout le globe – d'une intensité extrême avait sapé les récoltes. Une mauvaise production et des stocks insuffisants avaient alors entraîné une flambée des prix spectaculaire, s'ajoutant à la crise financière mondiale.

43 jours de stocks de céréales en Union européenne

« Il n'y a aucune crainte de pénurie à avoir », répète cependant Philippe Chalmin, professeur d'économie à Paris-Dauphine, invité par plusieurs médias depuis le début de la pandémie de Covid-19. Le monde n'a jamais autant produit, rassure-t-il [4]. Le Conseil international du grain anticipe ainsi une saison record pour 2020-2021 et des récoltes à hauteur de 2,22 milliards de tonnes de céréales.

« La production mondiale de céréales et les stocks alimentaires sont à un niveau excellent », confirme Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains (et ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation). Il redoute cependant que l'approvisionnement soit mis en danger à moyen terme. Les restrictions aux exportations, mises en œuvre par quelques pays comme la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan pour le blé, ou le Vietnam pour le riz, seraient inquiétantes si elles se prolongent.

L'Union européenne dispose par exemple d'un niveau de stock en céréales équivalent à 12 % de la consommation annuelle, soit 43 jours, contre 18 % pour la Russie, 23 % pour l'Inde, 25 % pour les États-Unis et 75 % pour la Chine (soit neuf mois de consommation) [5]. La principale menace vient plutôt de la demande selon Olivier De Schutter. La récession économique qui se profile va affecter en premier lieu les « 4 milliards d'individus sur la planète [qui] vivent sans aucun filet social ».

La dépendance du secteur agricole à une main d'œuvre précaire et mal payée

Si les écoles, restaurants, marchés rouvrent progressivement dans certains pays, les débouchés restent encore très partiels, entraînant des pertes et des gaspillages. Aux États-Unis, l'hyper-concentration du secteur de la viande bovine, contrôlé à 80 % par quatre multinationales, a montré sa vulnérabilité ([notre article](#)). Le Covid-19 a par ailleurs mis en lumière la dépendance du secteur agricole aux saisonniers migrants bloqués aux frontières. Le gouvernement français avait ainsi lancé, fin mars, un appel à candidatures pour pallier l'absence de cette main d'œuvre précarisée ([notre enquête](#)). Près de 300 000 candidatures ont été reçues, mais seulement 15 000

contrats ont été signés au 11 mai, en raison notamment de la pénibilité et des savoir-faire requis. De nombreux exploitants ont ainsi renoncé à récolter une partie de leur production.

La commissaire européenne aux Affaires intérieures, la suédoise Ylva Johansson a appelé à une levée d'ici fin juin de toutes les restrictions et contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne. Certains pays ont déjà assoupli les règles pour accueillir des travailleurs agricoles saisonniers, essentiellement venus d'Europe de l'Est. Une exploitation agricole britannique a même affrété un avion pour convoyer environ 180 Polonais en Angleterre, et ce « *en dehors de tous les canaux officiels* », selon l'ambassadeur de Pologne au Royaume-Uni [6]. Les frontières extérieures de l'UE restent en revanche fermées aux extracommunautaires pour une durée indéterminée. « *Les travailleuses marocaines parties dans le sud de l'Espagne juste avant le début de la pandémie et dont le contrat devait s'achever fin mai, sont bloquées là-bas car les frontières sont toujours fermées* », alerte Najib Akesbi.

Les accords de libre-échange : des « accords de pauvreté économique »

Comme le note Olivier De Schutter, « *nous avons un système qui a encouragé chaque région à se spécialiser pour satisfaire les besoins du marché mondial* ». L'Ukraine et la Russie fournissent le blé, le Vietnam, l'Inde et la Thaïlande produisent du riz pour l'Afrique de l'Ouest. « *Tout cela fonctionne bien... jusqu'au jour où les chaînes d'approvisionnement sont rompues pour des raisons climatiques, sanitaires, économiques ou encore géopolitiques. Et alors le système trahit au fond toute sa fragilité.* » En 2018 par exemple, les pays d'Afrique subsaharienne comme la Somalie et le Soudan du Sud ont importé plus de 40 millions de tonnes de céréales.

Au Maroc, 90 % de la consommation d'huile est importée. « *Notre pays reste champion des accords de libre-échange avec un volet agricole et alimentaire consistant. Rien n'indique que le gouvernement renonce au modèle agro-exportateur. Il mobilise de plus en plus de moyens pour exporter de plus en plus de produits pour le marché européen. En contrepartie, la dépendance alimentaire va crescendo* », déplore Najib Akesbi. Les fondamentaux ne changent pas, les gouvernements semblent coincés dans un système qu'ils ne maîtrisent pas, confirme Mamadou Cissokho. Les accords de partenariat économique sont à ses yeux des « *accords de pauvreté économique* ». Avec le réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest, il se bat pour des systèmes alimentaires dépendant des produits locaux pour faire vivre l'économie rurale. Reconquérir la souveraineté alimentaire afin que chaque pays puisse satisfaire davantage ses propres besoins est aussi une bataille menée en France. Un récit à lire très prochainement sur *Basta* !.

Imaginer l'économie de demain : la décroissance, par **Timothée Parrique**

BonPote.com juin 3, 2020



Alors que le déni du changement climatique semble petit à petit s'effacer, une autre notion semble provoquer les mêmes remous : la décroissance. C'est en m'intéressant au sujet qu'on m'a conseillé de lire un papier s'appelant '*The political economy of Degrowth*'. [Timothée Parrique](#), docteur en économie et spécialiste de la décroissance, y propose un nouveau projet de société. Il y analyse non seulement les limites de notre modèle actuel, mais fait ce qu'il y a de plus difficile à faire : proposer.

Le résumer en 5 min est absolument impossible (872 pages). C'est pour cela que j'ai souhaité m'entretenir avec lui, afin que tout le monde puisse dépasser les clichés entretenus sur la décroissance et comprenne exactement de quoi il s'agit.

Hello Timothée ! Ravi de pouvoir échanger avec toi, sur un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Avant de rentrer dans le vif du sujet, peux-tu te présenter et nous expliquer ton parcours : comment en vient-on à vouloir faire une thèse sur la décroissance ? Était-ce ton idée initiale ou tes recherches t'ont mené jusqu'à ce sujet ?

« Hej ! », comme disent les Suédois. J'ai un parcours académique assez classique. Je suis rentré à l'université pour étudier l'économie à l'automne 2007, au tout début de la crise financière. Au printemps 2010, alors que les organisations internationales commençaient à mettre en doute les finances publiques Grecques, je finissais ma licence à Versailles. J'ai enchaîné avec un master en économie de l'environnement dans la même université, avant de partir à Uppsala en Suède pour un deuxième master, cette fois plus centré sur l'économie écologique.

En 2014, j'ai participé à la [Degrowth Summer School](#) de l'Université de Barcelone et j'ai découvert la décroissance. Ce fut une belle découverte et je n'ai jamais réussi à arrêter d'y penser. J'ai trouvé le concept puissant mais beaucoup restait à faire ; l'idée était peu développée et mal expliquée, surtout sur l'aspect économique. C'est pour cela que j'ai décidé de passer mon doctorat à l'étudier. Quelques années plus tard, je publie [The Political Economy of Degrowth](#), le fruit de quatre années de réflexion sur le sujet.

Pour définir la décroissance, il faut d'abord comprendre ce qu'est la croissance économique ?

Quand on entend parler de *croissance économique*, on parle souvent d'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB). Le PIB, c'est un indicateur qui mesure la valeur de marché de tous les biens et services produits dans un pays – une sorte de calculatrice géante qui additionne toutes les transactions au sein d'une économie. Calculé plusieurs fois par an, cet indicateur est devenu le métronome de nos sociétés modernes ; un indicateur de succès que tous les pays au monde cherchent désespérément à augmenter.

Cette adoration que nous portons au PIB est un problème à bien des égards. Pour commencer, la calculatrice du PIB n'a qu'une seule touche : un +. Il n'y a donc pas de différence entre les activités désirables (installer des panneaux solaires, payer des médecins) et les activités néfastes (les coûts du nettoyage d'une marée noire, la vente d'antidépresseurs). Et puis certaines formes de richesse ne sont pas comptabilisées ; c'est le cas des activités non-matérielles comme s'occuper des enfants, l'autoproduction, ou le bénévolat. Si on voulait maximiser le PIB, il suffirait de se payer l'un l'autre pour garder nos enfants 24 heures sur 24 – c'est absurde, bien évidemment. Le PIB fait aussi abstraction de la nature : l'arbre n'a de valeur que quand il est coupé et la disparition des abeilles booste le PIB car il faut les remplacer par des travailleurs. Autre limite, le PIB ne nous dit rien sur les inégalités. Le PIB peut augmenter alors que la pauvreté s'aggrave si ce sont les hauts revenus qui s'enrichissent (c'est d'ailleurs le cas [en France depuis 2006](#)).

Pour résumer : le PIB nous dit à quelle vitesse roule l'économie mais pas où elle va. Le fétichisme du PIB, c'est de l'économie à la *Fast and Furious* – ça finit soit dans le mur (écologique), soit à la casse (sociale). Il existe aujourd'hui une panoplie d'indicateurs alternatifs (le premier PIB alternatif date de [1972](#)) mais nous ne les utilisons pas ou trop peu.

Je sais que tu es familier du [paradoxe de Jevons](#), puisqu'il fait partie selon toi des limites de la croissance. Peux-tu nous en dire un peu plus sur ces concepts de limites ?

La croissance économique est limitée par trois aspects. Commençons par la limite écologique. L'économie a une réalité biophysique qui fait que toute production demande des matériaux et de l'énergie. Une croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini car plus on produit, plus on extrait et plus on pollue. Certains parlent de « découplage » et de « croissance verte, » mais ce n'est qu'une [hypothèse théorique sans confirmation empirique](#) en dépit de plus de trois décennies d'expérimentation (d'où ma comparaison de la croissance verte avec le monstre du Loch Ness).

Le deuxième problème, c'est la « [stagnation séculaire](#). » Les économies dites « développées » ont vu leurs taux de croissance ralentir depuis plusieurs décennies. Certains économistes – j'en fait partie – pensent que ce ralentissement annonce la fin de la croissance économique, qui ne serait, au final, qu'un phénomène exceptionnel dans l'histoire des sociétés humaines. Après tout, les organismes vivants grossissent rarement pour toujours ; une économie, ce serait un peu pareil, la croissance économique ne serait qu'une étape dans le développement d'une société. S'entêter à vouloir croître sans limites, ce n'est pas du développement, c'est de la boulimie.

On pourrait penser que, même si la croissance engendre certains coûts sociaux et environnementaux, le jeu en vaut la chandelle. Problème : nous savons maintenant que la croissance ne réduit pas les inégalités ; le plus souvent, [elle les augmente](#). Non seulement la croissance peut détruire des emplois (robotisation), mais il est tout à fait possible de créer des emplois sans croissance, par exemple en [réduisant le temps de travail](#). La croissance fait-elle le bonheur ? Les études empiriques nous disent que oui, mais seulement jusqu'à un [certain seuil](#) – un seuil qu'un pays comme la France a largement dépassé. La croissance peut même se retourner contre le bien-être si elle engendre une [dissolution des relations sociales](#), à cause du workaholisme par exemple.

J'ai lu un excellent papier que tu as écrit avec Francois Briens, où tu 'débunk' (réfutes) la Croissance Verte. As-tu un message à adresser à nos amis de la croissance verte ?

Ma proposition est la suivante : la croissance verte est un pari dangereux. J'invite nos amis de la croissance verte à répondre aux 7 défis que je leur propose dans le rapport [Decoupling Debunked](#). Aujourd'hui, la charge de la preuve incombe à ceux qui pensent (contre la réalité empirique) que l'économie peut se détacher de l'écologie.

Ce qui m'inquiète, c'est qu'on mise notre futur sur le verdissement de la croissance sans jamais évoquer la possibilité de réduire directement la consommation – l'idée de la [sufficiency](#). C'est utopique dans le mauvais sens du terme. En début de pandémie, avons-nous cherché à *augmenter* les interactions physiques en espérant découpler les câlins du risque de contagion ? Non, nous avons fait le choix du confinement : réduire les interactions physiques autant que possible. Pourquoi agir différemment pour le changement climatique ? Disons-le clairement, nous avons besoin d'un *confinement climatique*, c'est-à-dire de réduire les activités polluantes autant que possible.



<https://mk0eeborgicuyptuf7e.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2019/07/Decoupling-Debunked.pdf>

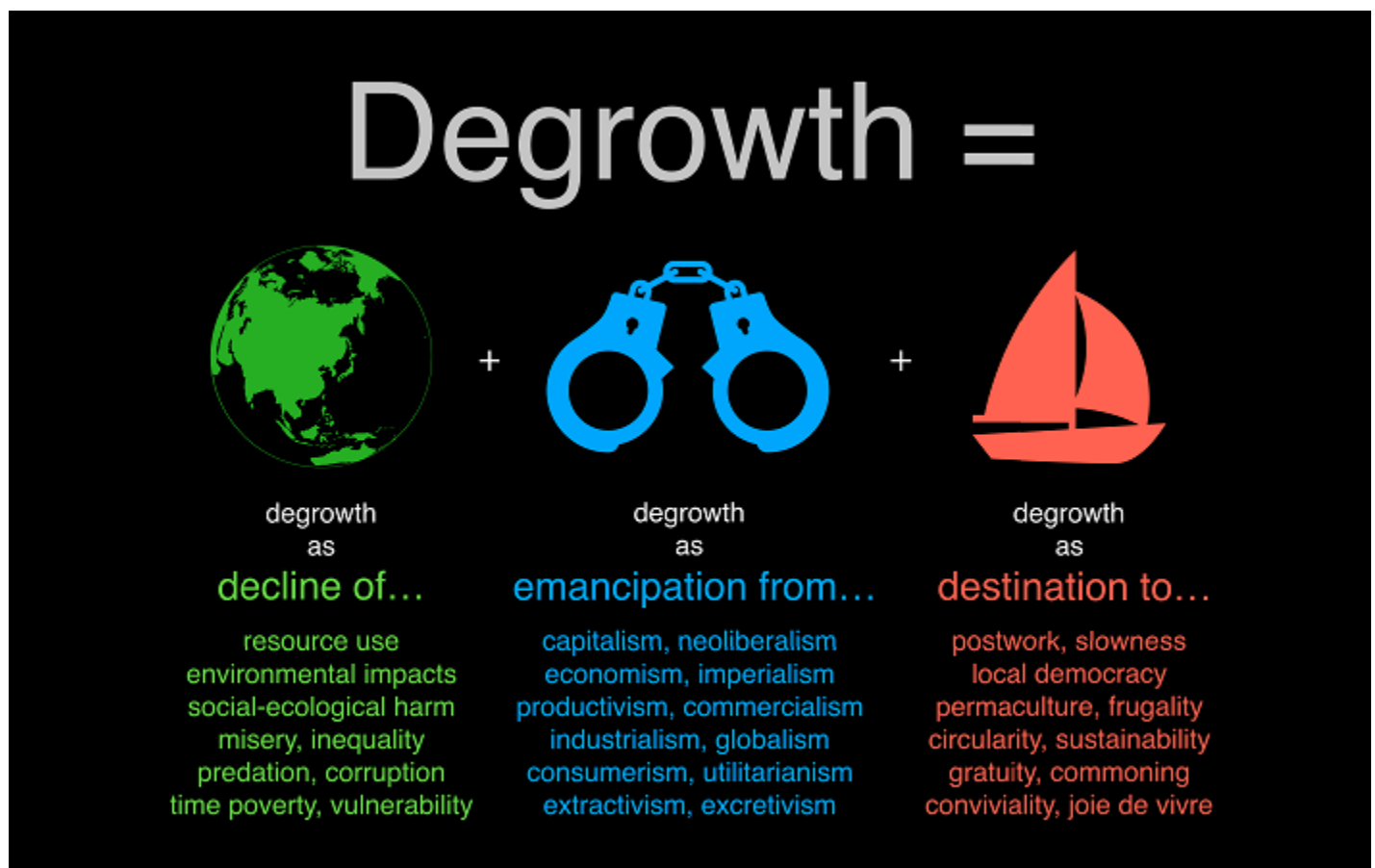
Rentrons dans le vif du sujet. Tu dis dans ta thèse qu'il y a 70 définitions différentes de la décroissance. Quelle est ta définition de la décroissance ?

Le concept a trois aspects distincts. Premièrement, la décroissance – comme le mot l'indique – veut dire réduire la production et la consommation pour limiter les dégâts sociaux et environnementaux. Plus précisément : c'est

un *ralentissement* et un *rétrécissement* de la vie économique au nom de la soutenabilité, de la justice sociale, et du bien-être.

Mais attention, la décroissance n'est pas une version miniaturisée de notre modèle économique actuel ; c'est un système économique alternatif. C'est son aspect révolutionnaire. Ici, on parle de *dé-croissance* dans le sens d'une *dé-croyance* : abandonner l'idéologie de la croissance et sa vision matérialiste du progrès, celle qui dit que *plus, c'est toujours mieux*. Comme le disent très bien les éditeurs de [Décroissance : Vocabulaire pour une nouvelle ère \(2015\)](#), l'objectif de la décroissance n'est pas de rétrécir un éléphant mais de transformer un éléphant en escargot (l'emblème du mouvement).

Le troisième aspect, c'est l'utopie (cette fois dans le bon sens du terme). La décroissance, ce n'est pas seulement une critique du capitalisme, du productivisme, de l'extractivisme, du consumérisme, du néolibéralisme, et j'en passe ; c'est un désir pour une société frugale, conviviale, plus juste, démocratique, et en harmonie avec la nature. Cette utopie, je préfère l'appeler *postcroissance* – l'idée d'une société où le bien-être ne dépend plus de la production matérielle.



La décroissance et ses 3 aspects fondamentaux

J'ai adoré ta description de l'idéologie et de l'utopie, en citant Matrix. Dans une thèse, il fallait oser ! Peux-tu nous expliquer les 2 concepts et le parallèle que tu en fais ?

Pilule bleue ou pilule rouge, demande Morpheus dans le film. La pilule bleue, c'est l'*idéologie* : le statu quo, le business as usual. Aujourd'hui en économie, c'est la croissance. La pilule rouge, c'est l'*utopie*, c'est-à-dire une contre-idéologie. La décroissance est une utopie parce qu'elle vient critiquer le postulat de la croissance ; et non seulement critiquer, mais aussi proposer une alternative. Pour moi, la croissance verte, ce serait l'équivalent d'améliorer le bien-être dans la matrice ; la décroissance, ce serait s'en échapper.

J'imagine que le sujet est plutôt récent, étant donné que nous sommes dans une logique de croissance depuis des décennies. Sauf erreur de ma part, le mot décroissance est même arrivé plutôt tard dans les sociétés anglo-saxonnes ?

Le mot « décroissance » a été utilisé en France dans les années 1970 (par exemple pour traduire le terme « decline » dans l'ouvrage de Nicholas Georgescu-Roegen [*The Entropy Law and the Economic Process*](#)), mais sans la signification que le terme a aujourd'hui. La décroissance telle qu'on l'entend aujourd'hui date de 2002 avec l'apparition du concept de « [décroissance soutenable et conviviale](#). » Le concept a ensuite voyagé en Italie, Espagne, Catalogne, Belgique, et au Québec avant d'être traduit en anglais (*degrowth*) en 2008 à la première conférence internationale sur le sujet. Plus d'une décennie plus tard, le concept se développe en Allemagne, en Suède, au Mexique, en Inde, aux États-Unis, et au Royaume-Uni, ainsi que dans bien d'autres pays (la [prochaine conférence internationale](#) sur la décroissance sera d'ailleurs à Manchester).

Tu dis que la croissance économique est un choix sociétal, et n'a rien d'un phénomène naturel. Peux-tu nous expliquer ce point ?

L'économie, c'est un peu comme les lego : tout ce qui a été construit peut être déconstruit et reconstruit. L'économie est fondamentalement politique (d'où le titre de la thèse : « L'Économie *Politique* de la Décroissance »), c'est une invention humaine composée d'institutions sociales, par exemple les marchés, l'Etat, la monnaie, qui ne sont que des contrats sociaux, rien de plus. Dès lors, cessons de croire que le capitalisme est l'horizon naturel de toutes les sociétés humaines. Arrêtons de parler de l'économie (au singulier) car les économies sont plurielles. Le dicton de Thatcher (*There Is No Alternative*) était faux dans les années 80 et il l'est encore plus aujourd'hui. Si je peux laisser un message aux nouvelles générations d'économistes, ce serait le suivant : l'économie, ce n'est pas seulement prédire le futur de l'économie, c'est aussi – et surtout – inventer l'économie du futur.

Après avoir déconstruit, nous allons maintenant évoquer la partie 'construction' de la décroissance. Selon toi, ce n'est pas seulement une critique, mais aussi une alternative complète à la société de croissance. Pour cela, il faut d'abord en poser les fondations théoriques. Peux-tu nous expliquer en quoi cela consiste ?

Pour commencer, je définis la décroissance en trois valeurs : l'*autonomie*, la *suffisance*, et le *care*. L'*autonomie* est un principe de liberté qui promeut la tempérance, l'autogestion, et la démocratie directe. La *suffisance* est un principe de justice distributive qui affirme que tous, aujourd'hui et demain, devraient posséder assez pour satisfaire leurs besoins, et que personne ne devrait posséder trop en vue des limites écologiques. Le *care* est un principe de non-exploitation et de non-violence qui promeut la solidarité envers les humains et les animaux. Cette triade de valeurs décroissantes, c'est ma tentative en tant que philosophe d'adapter la devise de la République française (*liberté, égalité, fraternité*) pour le 21^{ème} siècle.

AUTONOMY

A principle of **freedom** both at the individual level (existentialist self-institution) and at the collective level (directly democratic self-management).

SUFFICIENCY

A rule of distributive **justice** stating that everyone today and tomorrow should have enough to satisfy their fundamental needs and that no one should have too much in regards to planetary boundaries.

CARE

A principle of non-exploitation and non-violence that promotes **solidarity** towards humans and non-humans.

Les 3 valeurs de la décroissance

La deuxième étape, c'est d'imaginer à quoi ressemblerait une économie qui serait organisée autour de ces valeurs. Dans la thèse, j'avance 15 principes d'organisation économique. Par exemple, la *production socialement utile* dit que la production devrait être organisée autour de la satisfaction des besoins au lieu de la recherche du profit. Les *communs* proposent un mode d'allocation des richesses qui peut se substituer à l'échange de marché et à la redistribution étatique. La *simplicité volontaire* est une éthique de la consommation post-consumériste : apprendre à vivre mieux avec moins. La *liberté du travail* est la reconnaissance que certaines activités ont de la valeur même si elles ne donnent pas accès au salaire. La *gratuité* est l'idée que certains biens et services comme la santé, la culture, l'éducation, ou le transport de proximité devraient être libres d'accès et financés collectivement. Le défi est de développer ces principes et de les connecter pour former un système économique cohérent : c'est le défi que je me suis donné dans [*The Political Economy of Degrowth*](#).

1	RESOURCE SOVEREIGNTY Those making decisions about resource extraction should be the communities who are most directly impacted by these decisions, who are knowledgeable about ecosystems, and who assume the responsibility of stewards towards nature. <i>Be a steward of nature</i>	6	PROXIMITY The shorter the distance between producers and consumers the better. <i>Produce local, consume local</i>	11	GRATUITY The provision of goods, services, and amenities determinant for the satisfaction of needs should remain outside of the market domain and be organised politically. <i>Communities before commodities</i>
2	SUSTAINABILITY The economy's throughput should remain within the regenerative capacities of renewable natural resources, within the stocks of non-renewable resources that one has morally allowed oneself to consume, and within the assimilative capacities of nature. <i>Never determine supporting ecosystems</i>	7	CONVIVIAL TOOLS Technology should be fit for a purpose determined outside of itself. Technology should be democratically manageable, controllable, reversible, and easily intelligible. <i>Technology as a tool, not a master</i>	12	SHARING Any surplus should be treated with caution because it bears the possibility of inequality. When in doubt, liquidate the surplus in a way that benefits the worse off. <i>Sufficiency for all, excess for none</i>
3	CIRCULARITY The flow of energy and materials within the economy should remain as circular as possible with the goal of minimising the extraction of virgin resources and the excretion of un-recyclable and unassimilable waste. <i>Waste not, want not</i>	8	POSTWORK The ultimate purpose of economic organisation is to liberate time for non-economic purposes. The time and effort dedicated to activities of provision should be determined autonomously, constitute only a small part of social life, and take place in decent settings, both regarding the condition of work and its finality. <i>Work less, play more</i>	13	VOLUNTARY SIMPLICITY People should regain autonomy over their needs and wants and reflect on the consequences of their consumption. They should pursue non-materialistic sources of satisfaction and meaning and adapt their relation with possessions accordingly. <i>Outwardly simple, inwardly rich</i>
4	SOCIALLY USEFUL PRODUCTION Being only a means to an end, production should satisfy needs and contribute to well-being. <i>What is not needed should not be made</i>	9	VALUE PLURALISM The process of economic valuation should always be informed by social and moral values. What is considered "valuable" can vary in from one context to the next, with different values being fundamental incommensurable with each other. <i>Wealth is nothing but stories</i>	14	RELATIONAL GOODS People should consume with, and not against, each other. Consumption should focus on the ends (feelings, friendship, love, etc.) and not on the means (products). <i>Less stuff, more relationships</i>
5	COOPERATION All businesses should be centred around the pursuit of a social benefit (including ecological missions), be small enough as to allow a directly democratic governance, and take the form of a cooperative. <i>People and planet, not profit</i>	10	COMMONS Strategic resources should be managed as commons. <i>Decide together</i>	15	JOIE DE VIVRE There is no wealth but life (Ruskin). Economic organisation should be a means to guaranteeing joie de vivre and life should be lived by enjoying the abundance of nature and culture. <i>If I can't dance, I don't want to be part of your economy</i>

Les 15 principes de la décroissance

Dans la 3^{ème} partie de ta thèse, tu fais très certainement ce qu'il y a de plus difficile : tu proposes des solutions pour la transition. Il faudrait ainsi revoir 3 notions si chères à nos sociétés, que sont la propriété, le travail et l'argent ?

Oui, *the key, the clock, and the coin* ; la propriété, le travail, et la monnaie ; les trois institutions fondamentales de tout système économique. Dans l'idéal-type capitaliste, elles prennent la forme de la *propriété privée*, le *travail salarié*, et la *monnaie à usage général*. Une transition vers la décroissance changerait profondément chacune de ces institutions.

Sur l'aspect *propriété*, l'objectif est triple : (1) la *redistribution* des richesses (e.g. taxe sur la richesse, salaire maximum, revenu de base) ; (2) la *distribution* des richesses (e.g. en finir avec la recherche du profit et démocratiser la gouvernance d'entreprise) ; et (3) la *pré-distribution* des richesses (e.g. donner des droits constitutionnels aux écosystèmes, prévenir l'appropriation privée de ressources naturelles, et interdire ou limiter les activités polluantes).

La transformation du *travail* a aussi trois aspects. Il faudrait moins travailler pour réduire le chômage, les émissions, et pour libérer du temps libre. Moins, mais aussi *mieux*. Nous devons nous assurer que le travail participe au bien commun, que les tâches ingrates soient équitablement réparties, que le travail ne dégrade jamais la dignité des travailleurs, qu'il soit rémunéré de façon juste, et qu'il soit démocratiquement organisé. Le troisième aspect est le plus important : nous devons changer notre [vision du travail](#). Parce que certaines activités humaines sont créatrices de valeur même si cette valeur n'est pas monétaire, le travail ne devrait pas être défini seulement par le salaire. Évaluons l'utilité du travail de manière concrète en termes de satisfaction des besoins.

Enfin, parlons d'argent, ou plutôt, de *monnaie*. Nous ne pouvons pas avoir une économie plurielle et diversifiée avec une seule monnaie. Pour construire une Économie Sociale et Solidaire résiliente, nous avons besoin de sortir de l'hégémonie monétaire actuelle pour voir fleurir un écosystème de [monnaies alternatives](#). Ensuite, nous ne pouvons pas faire confiance aux banques commerciales pour gérer un service public primordial : le crédit. Le crédit est une institution politique qui devrait s'organiser autour de la satisfaction des besoins et non pas la recherche des profits. Enfin, la finance. La taille et la vitesse des marchés financiers devraient être proportionnelles à celles de l'économie réelle (elle-même proportionnelle à son environnement biophysique). Ce n'est pas le cas aujourd'hui – il faut donc ralentir et rétrécir le monde de la finance.

 PROPERTY	1. Sharing possessions 2. Democratic ownership of business 3. Stewardship of nature	1. to reduce income disparities 2. to reduce wealth disparities 3. to share objects 4. to ensure universal provision 5. to de-privatise profits 6. for cooperatives 7. for smaller companies 8. for limiting extraction 9. for limiting excretion
 WORK	4. Work time reduction 5. Decent work 6. Postwork	10. to share employment 11. to reduce throughput 12. to liberate time 13. for socially useful and eco. sust. work 14. to redistribute undesirable jobs 15. for health, safety, and dignity 16. for fair wages and security 17. for autonomy 18. to emancipate from the work ethic 19. for concrete work 20. for a qualitative conception of time 21. for a right to be lazy 22. for a post-professional ethos
 MONEY	7. Monetary diversity 8. Sovereign banking 9. Slow finance	23. for value sovereignty 24. for responsible consumption 25. for (re)localisation 26. for demonetisation 27. to tame the monetary growth imperative 28. for an equal access to money 29. for democratic investment 30. to de-financialise 31. for ethical finance

Les trois institutions fondamentales de tout système économique, à revoir dans une économie décroissante

J'ai une question que tu as déjà dû entendre, et qui revient très souvent lorsque je parle de décroissance : comment finance-t-on l'Etat providence dans une économie en décroissance ? 'Avec moins d'impôts, tu vas les payer comment les profs ?!'

C'est une question urgente et compliquée. En effet, aujourd'hui, 90% du budget provient de la taxation d'activités de marché, par exemple la TVA ou l'impôt sur le revenu. Mais commençons par considérer que la croissance économique pourrait être une charge pour l'État. À quoi bon subventionner les énergies fossiles si les coûts en termes de santé et de sécurité sur le long terme dépassent les bénéfices en termes de revenus à court terme ? La logique de la sécurité sociale est de protéger les individus contre les risques. Plus il y a de risques et plus la sécurité sociale coûtera « cher. » La prévention coûte moins cher que le soin, que ce soit en termes de santé, de société, et d'environnement.

Il faut aussi parler de la monnaie. Aujourd'hui, l'État emprunte sur les marchés parce qu'il ne peut pas créer sa propre monnaie ; cela engendre des coûts qui rendent la croissance nécessaire pour payer les intérêts de sa dette (en [macroéconomie écologique](#), on appelle ça un *impératif de croissance*). Ce système n'est pas adapté pour assurer le bon fonctionnement d'une économie stationnaire, et des changements structurels seraient nécessaires pour que l'État puisse accompagner la transition au lieu de résister (e.g. une réforme de monnaie souveraine comme le propose l'organisation [Positive Money](#)).

Le troisième chantier, plus sur le long terme, est une réforme en profondeur de la façon dont l'État providence est financé. Dans une économie partiellement démonétisée, la redistribution étatique se ferait différemment. Pourquoi ne pas imaginer de [payer ses impôts en monnaie-temps](#) ? Ce serait une façon de ne pas discriminer les activités économiques en fonction de leur capacité à rapporter de l'argent. N'oublions pas que la monnaie n'est qu'une forme intermédiaire de richesse ; derrière la monnaie, il y a forcément de l'énergie, des matériaux, et du temps de travail. L'économie monétaire peut très bien se contracter (par exemple le dégonflement des marchés financiers et des bulles immobilières) sans affecter ces trois ressources fondamentales.

Prends le [fureai kippu](#), par exemple. C'est une monnaie alternative qui existe au Japon depuis les années 1990 et qui permet d'échanger des heures de service à une personne âgée ou handicapée. Les jeunes donnent des heures pour prendre soin de leurs aînés et pourront ensuite bénéficier du même service quand ils en auront besoin. C'est un système résilient car, quoi qu'il advienne, la quantité de temps disponible (24 heures par jour) ne changera pas et personne ne se retrouvera du jour au lendemain dans le besoin. Le pari de la décroissance, c'est qu'une économie partiellement démarchandisée et décentralisée, plus petite et plus lente serait *plus* performante pour satisfaire les besoins.

Passons maintenant aux questions qui sortent un peu du cadre. Le chapitre 7 de ta thèse est très intéressant car il répond à toutes les controverses que peut amener la décroissance. Tu réponds aux stéréotypes, aux technocrates qui pensent que la décroissance serait la mort de l'innovation. Peux-tu nous en dire plus ?

Ah oui, les controverses ! Au fil de mes lectures, j'ai compilé une liste d'insultes contre les décroissants. Je t'en donne quelques-unes : « des objectifs dignes de la Corée du Nord, » « de l'autoflagellation économique, » « *The Hunger Games* appliqué à la vie réelle, » « un discours toxique, » « des obsédés de l'effondrement, » « une apologie de la pauvreté, » et bien sûr, le bon vieux « défenseurs de la lampe à huile » et de la « vie des cavernes. » C'est précisément parce que la décroissance est controversée qu'elle permet de créer de nouvelles discussions. Et puis cette résistance acharnée contre le concept n'est pas bénigne : détester la *décroissance* fait ressortir une certaine dévotion pour la *croissance*. Un slogan de mai 68 disait, « on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance » – malheureusement si, et là est bien le problème.

Les gens qui fustigent la décroissance pour son caractère soi-disant « anti-innovation » ne font pas la différence entre l'*innovation* et le *progrès*. Une innovation n'est pas forcément un progrès – pensons aux armes biologiques ou aux techniques de spam sur Internet. Une innovation, c'est une nouvelle réponse à un problème. Mais le problème de quelqu'un peut être la solution de quelqu'un d'autre. Par exemple, les innovations en terme d'optimisation fiscale sont une solution pour les entreprises qui paient moins de taxe, mais un problème pour l'État qui en reçoit donc moins.

Et puis l'innovation ne prend pas tout le temps la forme d'un produit à vendre. L'innovation sociale, par exemple, participe au progrès si elle permet de réduire la pauvreté, l'exclusion, et la pollution. Les monnaies locales, les réseaux de partage d'objets, les coopératives, et bien d'autres, voilà le genre d'innovations que promeut la décroissance. Malheureusement, celles-ci ne sont pas considérées comme telles par un système capitaliste qui définit l'innovation comme ce qui permet de faciliter la production monétaire.

Si l'innovation est la capacité à résoudre des problèmes, pas d'inquiétude : il y aura toujours des problèmes et il y aura toujours des gens qui essayeront de les résoudre. La décroissance, c'est se concentrer sur des problèmes qu'on veut résoudre (e.g. comment organiser la mobilité active) et pas les problèmes du capitalisme (e.g. comment repérer de nouveaux gisements de pétrole en Arctique). Mais l'un n'est pas forcément plus innovant que l'autre.

Tu dis que tout progrès n'est pas forcément désirable. Je crois que cela rejoint la pensée

d'Etienne Klein sur le sujet. Tu sais que cela ne va pas faire plaisir à Laurent Alexandre ?

J'aime beaucoup *La conversation scientifique* d'Etienne Klein, à qui je fais passer mes amitiés. Me rappelant une de ses discussions avec Michaël Foessel ([*Doit-on réveiller l'idée de progrès ?*](#), 2016), je pense que nous serions d'accord sur plus d'un point en ce qui concerne l'amalgame entre innovation et progrès.

Ah ! Le transhumanisme... Le transhumanisme est la représentation parfaite de l'idéologie de la croissance. C'est un désir de puissance et un déni des limites – c'est vouloir toujours plus et toujours mieux. (Pour aller plus loin sur le sujet, je recommande un bel ouvrage d'Oliver Rey, [*Leurre et malheur du transhumanisme*](#), 2018) Quand j'y pense, la croissance verte est en fait l'équivalent économique du transhumanisme : une tentative d'échapper à la réalité biophysique. Cette approche est aujourd'hui ferveusement défendue par des courants comme l'[*écomodernisme*](#) et [*Fully Automated Luxury Communism*](#). La décroissance va à l'encontre de ces approches car elle prône l'autolimitation et le refus de la puissance – le livre [*Limits*](#) (2019) de Giorgos Kallis en donne le plus bel exemple.

Je sais que tu suis de très près les travaux sur la collapsologie. Comment expliques-tu que le mot collapsologie ait littéralement explosé dans la presse depuis 5 ans, y compris récemment à la télé, alors que la décroissance peine à exister ? Comment se fait-il que l'effondrement soit plus 'sexy' que la 'décroissance' ?

L'effondrement a un côté tragique très Hollywood. Le film des collapsologues, c'est [*Le Jour d'Après*](#) (2004), ça en jette. Nous les décroissants, notre film préféré c'est [*L'An 01*](#) (1973) : un film amateur en noir et blanc où des gens décident de se mettre à discuter pour réorganiser la société... C'est pas le même trip. Plus sérieusement : je ne sais pas pourquoi la collapsologie est devenue si populaire. L'ouvrage de Pablo Servigne et Raphaël Stevens ([*Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*](#), 2015) est captivant certes, mais la plupart des idées étaient déjà là chez les décroissants. Pour moi, la collapsologie et la décroissance ont beaucoup en commun – elles sont plus alliées que concurrentes.

La décroissance a-t-elle besoin d'une fenêtre d'Overton ? Le fameux principe où une idée jusque-là alors impensable devient avec le temps inévitable ? Hayek disait qu'il fallait une génération ou plus pour qu'une idée s'impose. Sachant que le mot *degrowth* est arrivé chez les anglo saxons en 2008, tu crois que le moment est enfin arrivé ?

Le sablier climatique s'écoule et le temps presse. J'aime beaucoup cette phrase de l'économiste Américain Milton Friedman: « *Only a crisis – actual or perceived – produces real change. When that crisis occurs, the actions that are taken depend on the ideas that are lying around. That, I believe, is our basic function : to develop alternatives to existing policies, to keep them alive and available until the politically impossible becomes the politically inevitable.* » Plus on s'enfonce dans la crise, plus la décroissance avance dans le débat public – mais elle avance à tous petits pas. Peut-être que la pandémie va changer la donne, la résurgence du concept dans les médias en est peut-être un signe.

Tu dis en Prologue de ta thèse 'imaginez un monde où tout est arrêté et où l'on doit repartir de 0. Tu as forcément fait le parallèle avec le virus depuis ?

Oui, une bien malheureuse coïncidence. Dans ma thèse, j'envisageais un freinage contrôlé, planifié, serein, et démocratique – pas un arrêt total de l'économie dans la panique. Mais la situation est là, et il faut maintenant faire du mieux avec les moyens du bord. L'opportunité, c'est de pouvoir regarder l'économie de l'extérieur. Pour la première fois dans l'histoire récente du capitalisme, le jeu s'arrête, et nous nous retrouvons face à cette question : voulons-nous continuer à jouer ? Et si oui, avec quelles règles ? Un plan de relance, oui, mais relancer *quelle* économie ? Une économie fossile et financière, sûrement pas ; une Économie Sociale et

Solidaire, d'accord. Peut-être que cette crise nous fera réaliser que nous pouvons changer les règles du jeu – du moins, je l'espère.

Tu me disais que la décroissance était apparue dans 70 articles depuis mars. Est-ce une vraie évolution, ou un feu de paille ? Les critiques sont-elles toujours les mêmes ou tu as remarqué un changement ?

J'en suis maintenant à presque 100 articles ! Malheureusement, ceux qui critiquent la décroissance lisent peu la littérature sur le sujet. Le fossé est grand entre le camp du pour et celui du contre, et le combat à armes inégales. Les partisans de la décroissance publient entre eux, dans des revues spécialisées à audience limitée, alors que les détracteurs ont accès aux journaux populaires, ils peuvent sans trop d'effort (leurs articles sont d'ailleurs toujours très courts) balayer l'idée même d'un revers de la main. « Utopiste, » « Luddites », « Malthusiens, » « Néandertaliens », les insultes fusent mais l'analyse est fragile.

Je peux compter sur les doigts de la main les critiques sérieuses – il n'y en a pas beaucoup. Et pourtant, il y a des choses à critiquer au sujet de la décroissance, et certains décroissants – j'en fait partie – ne mettent pas de gants ! Mais cela demande du temps ; il faut lire, écouter, et comprendre avant de pouvoir critiquer.

Je sais que tu t'intéresses également à la finance puisque tu parles de slow finance dans ta thèse, et d'éthique. C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur, puisque c'est mon combat quotidien. En revanche, as-tu déjà mis les pieds dans une salle de marchés, et as-tu déjà parlé de décroissance avec des personnes travaillant en Front Office ?

Jamais, malheureusement. Mais j'accepte l'invitation avec plaisir.

On va organiser cela ! Sais-tu ce qu'il pourrait se passer pour le pricing des produits financiers dans un monde en décroissance ? Alors que tous les actifs financiers reposent sur une croissance (le fameux G !). Comment vois-tu les marchés financiers dans un monde en décroissance ?

Plus petits, plus lents, et moins complexes. Les marchés financiers existent pour gérer le risque (au moins en théorie) et, en effet, difficile de faire sans eux dans une économie capitaliste globalisée. Mais une fois la production relocalisée, la consommation essentialisée, la monnaie démocratisée, et les inégalités réduites – la finance pourra enfin reprendre la petite place qu'elle mérite, en tant que mécanisme d'assurance contre les risques.

Un % de chance qu'on vive une décroissance choisie, plutôt qu'une décroissance subie, dans les 10 ans ?

Ah ! Les économistes et les prédictions... Soyons modestes : personne ne sait. Dans un beau texte de 1930 ([*Economic Possibilities for our Grandchildren*](#)), l'économiste britannique John Maynard Keynes nous dit que d'ici 2030, les sociétés humaines auront résolu leur « problèmes économique fondamental, » celui de la rareté. Keynes se retournerait dans sa tombe s'il voyait à quel point nous en sommes loin. Certes les niveaux de vie ont explosé en un siècle, du moins ici en France, mais l'amour de l'argent (que Keynes considérait comme une « morbidité répugnante ») est plus fort que jamais. C'est ce que j'appelle l'idéologie de la croissance.

Aura-t-on bientôt la chance de lire le contenu de ta thèse sur la décroissance dans un

livre ? Pour les amoureux du papier !

Oui, je suis en train de condenser le contenu de la thèse en un livre grand public, plus court... Il y a déjà beaucoup de livres sur la décroissance en français, mais aucun que je trouve entièrement satisfaisant. J'espère écrire ce qui deviendra le classique de la décroissance. D'ailleurs, je n'ai pas encore trouvé d'éditeur – à bon entendeur !

Souhaites-tu aborder un dernier point que nous n'avons pas abordé ? Tu as carte blanche !

La décroissance est un mouvement florissant et une idée qui bouge. Sa force, c'est qu'elle rassemble un écosystème d'idées, par exemple la philosophie Amérindienne du [*buen vivir*](#), l'[Économie du Bien Commun](#), l'[éco-socialisme](#), les [commons](#), l'économie [perma-circulaire](#), l'[Économie Sociale et Solidaire](#), l'[économie stationnaire](#), le mouvement des [Villes en Transition](#), et bien d'autres. Le but n'est pas de choisir *un concept pour les gouverner tous* mais plutôt de rassembler une large palette de couleurs qui nous permette de peindre de nombreux futurs désirables.

La croissance verte et le développement durable n'existent pas

BonPote.com [novembre 30, 2019](#)



Hier, black Friday. En prenant le métro, j'ai eu le plaisir d'apprendre que cela serait presque suicidaire de passer à côté de l'épilateur électrique à -50% sur Amazon. Au travail, je me fais agresser pré-café par les écrans de la cafétéria qui m'apprennent que mon entreprise s'engage à sauver la planète, à coup de sourires et de labels. 'Misons sur la Croissance verte'. 'Pensons développement durable'. Overdose. Article. Propos 1 : la Croissance verte et le développement durable, cela n'existe pas.

La croissance verte ?

Restons volontairement simples dans l'explication. Wiki nous dit '*La **croissance économique** désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une longue période. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit*

intérieur brut (PIB). Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB'.

Le problème, c'est que le calcul de la Croissance actuelle oublie une donnée fondamentale. Nous souhaitons et vivons sur un modèle de **croissance matérielle illimitée, sur une planète limitée**. En d'autres termes, nous basons notre production de biens et services sur des énergies (fossiles) limitées. C'est physique. Plus de Croissance = plus de flux de transformation = plus d'externalités négatives, comme la pollution. Donc Croissance verte = mythomanie aiguë x Balkany x Benalla en slip.

Nos quatre derniers présidents ont pourtant tous eu pour objectif d'aller chercher la Croissance. Tous, sans exception. Et ont fait campagne dessus.



'Oh Maman, j'ai parlé de la Croissance, combien dans les sondages combiennnn ?'

Nous avons porté la croissance démographique, la consommation alimentaire, la production énergétique et la consommation de biens matériels à des niveaux qui ne sont pas soutenables.

La croissance apparaît très clairement comme une vision abstraite et stupide de l'avenir. Imposée dans tous les secteurs de l'action politique, comme s'il n'existait pas de vision ou solution alternative. Quid du développement durable ?

Le développement 'durable' ???

De son côté, le développement durable est un **équilibre parfait entre les ressources naturelles, et leurs utilisations**.

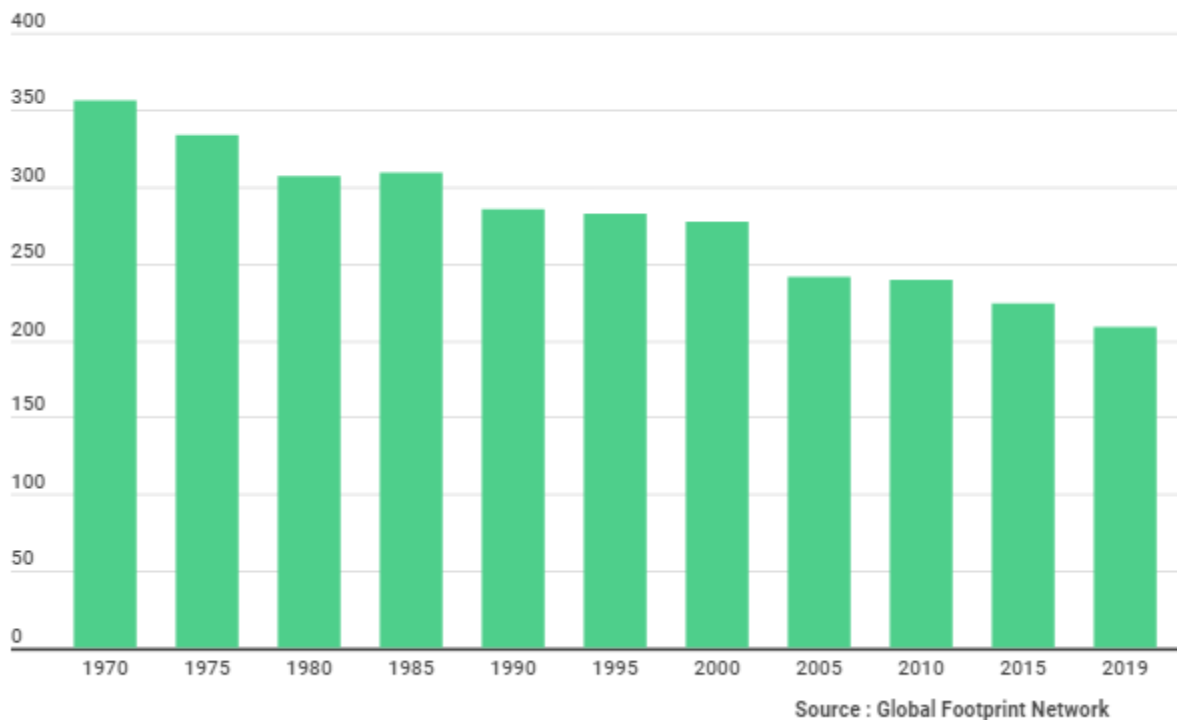
Exemple très simple : les zones de pêche en Méditerranée. Si la demande de poisson augmente, dans un cycle économique normal, la production augmentera. Cela conduira à une surpêche. Au bout d'un certain temps, la ressource halieutique s'effondrera, même à un taux de reproduction normal. Les poissons disparaîtront.

Au contraire, une gestion durable de la pêche prend en compte la ressource halieutique, le taux annuel de reproduction et l'état général de l'éco-système.

A court terme, c'est une baisse de la production, mais cette production sera durable dans le temps.

Maintenant, la réalité : la notion de développement durable est évoquée par les médias/politiques/entreprises depuis 1970. Voici le résultat :

Chaque année, la date du "Dépassement" arrive plus tôt



Chaque année, la date du dépassement est avancée les enfants ! ‘ouaiiiisssssssssssss’ . En 2019, Noël, c’était le 29 juillet : data à laquelle la Terre a épuisé toutes ses ressources naturelles de l’année.

Conclusion : la notion de développement durable était encore ‘acceptable en 1970. Aujourd’hui, ce n’est plus le cas. **Ce n’est pas le concept que je remets en question**, c’est son application, le concret. Nous aimerions pourtant tous y croire ! Mais quand nous regardons les chiffres, rien n’est fait pour qu’il soit effectif, ce *développement durable*.

The limits to Growth : le rapport Meadows

J’ai deux très grandes inquiétudes quand j’évoque le rapport Meadows. La première, c’est que 90%+ de mon entourage n’en a jamais entendu parlé. La 2ème, c’est qu’en 15 ans d’Economie (études+travail), il n’a jamais été évoqué. Pourtant, ce rapport est la meilleure analyse financière jamais faite depuis que l’économie est une *science* (avis que partage [Gaël Giraud](#) au passage).

En une phrase, **le rapport Meadows est une mise en garde d’une croissance illimitée avec des ressources limitées**. Fruit d’une collaboration de 18 mois entre des chercheurs du MIT , cette étude publiée en 1972 analyse les conséquences de la croissance sur notre système économique et social planétaire. Ils sont arrivés à 5 conclusions fondamentales :

1. Au vu des tendances actuelles, les limites physiques à la croissance seront atteintes au cours de la vie de nos enfants.
2. Si nous ignorons ces limites et que nous poursuivons une croissance fondée sur des politiques à court terme, nous atteindrons un point de non-retour qui conduira à un effondrement.
3. Il existe une alternative viable à ce scénario, si la croissance démographique et la production de marchandises entrent en équilibre avec nos ressources limitées.
4. Cet équilibre pourra être atteint dans les 50 à 100 années à venir, si nous procédons de manière méthodique.

5. Chaque année perdue dans la mise en oeuvre d'une nouvelle politique rendra la transition nécessaire beaucoup plus difficile et diminuera nos chances de la réaliser.

Un rapport optimiste...

En 1972, Meadows s'était demandé comment organiser une société capable d'offrir une existence équitable et paisible aux habitants de la planète.

The limits to growth présente 12 scénarios possibles, qui vont de l'effondrement à l'équilibre. Chaque scénario dépend des décisions de l'homme.

Le problème, c'est que la classe politique (pour ceux qui le connaissent...) a attendu 40 ans pour prendre Meadows au sérieux. A l'époque, le rapport était optimiste, car nous avions le temps devant nous pour changer les choses.

Aujourd'hui, et ce sont ses mots, ce n'est plus possible. Nous devons rentrer dans une période de **'résilience'**. Réjouissant.

PS : Bravo à Dennis Meadows d'avoir mis sa femme en avant, qui a au moins autant contribué que lui à ce rapport. Le rapport en PDF est [ici](#).

Greenwashing et bullsh*t général

Impossible de ne pas évoquer la méthode la plus en vogue en 2019 sur [LinkedIn](#) : le Greenwashing ! Joli procédé marketing qui permet de se donner une image de responsabilité écologique, évidemment trompeuse. Ainsi, ce sont des millions investis par Total dans le lobbying pour nous faire croire qu'ils vont sauver la planète. Des millions investis par Monsanto qui nous 'aident à mieux consommer'. La suite logique, c'est Emmanuel Macron qui nous fait croire que l'environnement c'est SONNNNNNNNN COMBAT, en ratifiant le CETA pendant l'été avec sa majorité (détail du vote, [ici](#)).

Emmanuel Macron, "champion of the earth" selon l'ONU

AH oui, maintenant que vous le dites ...

Ah il en faut du courage. Vous imaginez la tête de la personne quand elle a rédigé la [charte éthique du lobbying chez Total](#) ? *'Il ne faut jamais prendre des gens pour des cons, mais il ne faut pas oublier qu'ils le sont'*.

Pour la version longue : https://www.youtube.com/watch?v=HgKXN_Uw2ME

L'Etat n'est certainement pas en reste, avec son émission verte en 2017 : la belle OAT VERTE ! C'est vrai que j'ai tout de suite changé d'avis en lisant [le document de l'AFT](#), où j'ai appris que *'La France est l'un des pays les plus ambitieux en termes de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement'*.

Depuis je dors beaucoup mieux et ai toute confiance envers le monde financier et nos politiques.

Le mot de la fin

Si vous aviez encore des doutes, j'espère que ce n'est plus le cas : la croissance verte est un mensonge, un oxymore. La prochaine fois que vous entendrez un politique l'évoquer, vous saurez que c'est soit un menteur, soit un incompetent. [Parfois même les deux](#).

Le sujet était ici de démontrer que les notions de Croissance verte et de développement durable sont du Greenwashing : elles n'existent pas. Bien sûr, tout effort vers le développement durable est louable. Mais je ne

supporte plus les mensonges à répétitions, le déni et l'égoïsme général quant à la gravité de la situation. Enfin, les intellectuels qui persistent à dire que *c'est la technologie qui va nous sauver....* Je m'excuse, vous aviez raison. La preuve en image :

De la réalité virtuelle pour doper la production de lait des vaches russes

Une ferme près de Moscou expérimente sérieusement l'immersion des animaux dans un environnement simulé de pâturages.



La taille des casques de réalité virtuelle (VR) a été adaptée pour tenir sur la tête des vaches. DR/ministère de l'Agriculture russe

Rassurez-vous, nos politiques ont vraiment pris les choses en main fin 2015 avec la COP 21, et des engagements forts !!!! Pour 2050. Sans aucun contrôle ni étape intermédiaire. **Si vous aviez 30 ans pour sauver la planète, vous prendriez des mesures fortes et impopulaires au risque de ne pas vous faire réélire, ou vous attendriez tranquillement la 29ème année ?**

Vous êtes ce que vous lisez : Comment gérer votre chambre d'écho personnelle
Ugo Bardi Lundi 8 juin 2020

M. Trump a souvent été accusé de "mentir" dans ses nombreux discours et tweets. Il est certain qu'une grande partie de ce qu'il dit peut être considéré comme "contraire aux faits". Mais le président ment-il vraiment ou dit-il simplement ce qu'il pense être la vérité ? Les mensonges d'un homme sont la vérité d'un autre homme. Et le problème est que les gens ont tendance à voir le monde en fonction de la chambre d'écho différente dans laquelle ils vivent. Chacun cherche des faits qui soutiennent ses opinions. Nous devons absolument prendre le contrôle du flux d'informations que nous recevons et je pense que nous pouvons le faire. Laissez-moi vous montrer comment j'essaie de le faire en divulguant ma bulle d'informations personnelles.

Il n'y a pas longtemps, j'ai trébuché dans un commentaire sur "Quora" pour la question suivante : "Pourquoi certaines personnes nient-elles le changement climatique ? En voici une version abrégée :

Les niveaux de CO2 de 400 ppm étant dangereusement élevés ne sont pas acceptés par les scientifiques que je trouve crédibles. Il n'y a pas d'augmentation significative de la mer. La température n'a même pas changé de 1 degré C. au cours du siècle dernier. Le changement climatique n'a pas augmenté les ouragans ni leur intensité. Je pourrais y repenser si le niveau des mers changeait de manière incontestablement mesurable, ou si la température augmentait pendant une décennie.

Maintenant, si vous êtes un lecteur moyen de "L'héritage de Cassandra", vous conviendrez avec moi que chaque affirmation de ce paragraphe est fausse dans le sens où elle est "contraire aux faits". Mais je suis sûr que l'auteur de ce paragraphe est une bonne personne. Il a signé avec son nom complet et j'ai pu voir son profil. Il se définit lui-même comme un "infirmier professionnel à la retraite" et je pense que s'il était un de mes voisins, nous pourrions être de bons amis (à condition d'éviter de discuter de la science du climat !). Il croit vraiment en ce qu'il dit et il pense que sa vision du monde est la bonne.

Qu'est-ce qui ne va pas ici ? Comment se fait-il que la "Vérité" soit si différente selon le point de vue ? Le problème est que nous vivons tous dans une "bulle d'information" ou "chambre d'écho" où les points de vue sont partagés avec les autres membres de la même bulle/chambre. Et si tout le monde pense que quelque chose est vrai, alors il est très difficile pour une seule personne de nier cette chose - même d'imaginer qu'elle puisse être complètement fausse.

Il faut donc absolument que nous prenions le contrôle des informations que nous recevons. Nous devons sélectionner des sources fiables et équilibrer les voix que nous entendons de manière à voir les choses sous différents angles. Sinon, nous sommes la proie facile des plus simples tours de propagande, continuellement utilisés contre nous. Des trucs stupides, mais qui fonctionnent. Et elles fonctionnent très bien.

Si quelqu'un d'autre contrôle ce que nous savons, alors il peut contrôler ce que nous pensons. Et ils le font tout le temps. Pouvons-nous éviter cela ? Je pense que oui, mais il faut du travail

Tout d'abord, voyons quelles sont les sources d'information dont nous disposons. Je les ai listées dans un ordre qui - selon mon opinion - va de très mauvais à bon.

- Les grands médias (MSM)
- Les médias vidéo tels que YouTube
- Les médias sociaux comme Twitter ou Facebook
- Groupes de discussion
- La littérature scientifique
- Moteurs de recherche
- Blogs

L'échelle est déterminée par plus qu'un seul facteur : quel type de contrôle vous pouvez avoir sur la source d'information et quelle est l'efficacité de la source pour renvoyer des informations significatives et véridiques. Nous pourrions discuter de ces sources une par une, mais vous savez mieux que moi comment elles peuvent toutes être sous le contrôle des forces du mal. Si Google ne veut pas que vous voyiez un certain type d'informations, il n'est pas obligé de les censurer. Ils peuvent simplement la rendre invisible pour leur moteur de recherche. C'est simple et clair. Il en va de même pour Facebook, Twitter, YouTube, etc.

Je pense donc que les blogs sont de loin la meilleure source d'information pour des personnes comme vous et moi. Bien sûr, vous savez que les blogs sont quelque peu démodés dans un monde où l'on échange rapidement des informations et où votre capacité d'attention ne peut pas digérer plus d'un ou deux paragraphes. Les blogs sont censés être dépassés, et leurs longs textes sont statiques et ne tiennent pas dans les écrans étroits des téléphones portables. Plus personne n'a le temps de s'occuper de blogs.

Mais les blogs sont spéciaux pour plusieurs raisons, notamment le fait que dans la plupart des cas, ils sont encore tenus par des particuliers. Cela signifie qu'au-delà de l'écran, il y a un être humain que vous pouvez apprendre à connaître suffisamment bien pour lui faire confiance (ou vous méfier). Ouvrir une page de blog, c'est comme rencontrer un vieil ami : vous connaissez ses défauts et ses vertus, vous savez à quoi vous attendre de lui. Et votre ami le sait : il ne vous trompera pas sans savoir que cela reviendrait à rompre le lien de confiance développé au fil des années d'amitié.

Les blogs ont également l'avantage de fournir des informations importantes. Ils exigent un certain degré d'attention et d'engagement de la part de l'auteur et du lecteur. Le même type d'engagement que vous jugeriez approprié lors d'une rencontre avec un vieil ami. Cela signifie qu'un blog ne vous bombardera pas de tonnes d'informations superficielles qui vont et viennent sans laisser de traces, comme le fait Twitter.

Ensuite, dans certaines limites, les blogs ont l'avantage de fournir une information permanente. Le nombre d'articles dans un blog est limité et, normalement, vous pouvez retracer d'anciens articles, ce que vous pouvez difficilement faire avec Facebook. Fouiller dans les anciens billets d'un blog, c'est comme discuter avec un vieil ami, quand il peut arriver qu'il vous raconte une histoire du bon vieux temps, ou de son enfance.

Bien sûr, vous savez quel est le problème avec les blogs : vous devez les rechercher activement, contrairement aux médias sociaux classiques. Cela signifie qu'il faut faire un certain effort pour garder une trace des blogs que vous aimez. Là encore, c'est comme si l'on maintenait une bonne amitié : cela demande un certain effort.

Mais il existe un moyen de transformer les blogs en quelque chose qui vous vient automatiquement à l'esprit, un peu comme le fait Facebook. Cela s'appelle "Feed Reader". C'est une application très simple, mais je suis toujours surpris de constater que peu de gens l'utilisent. Mais avec un lecteur de flux, vous pouvez garder une trace de tous les blogs qui vous intéressent. Vous ouvrez votre lecteur et vous êtes là : devant une liste que vous pouvez personnaliser à volonté et que, contrairement aux médias sociaux typiques (Facebook et autres), vous contrôlez totalement. Vous décidez de ce que vous voulez voir et vous ne manquez pas un seul post, à moins que vous ne le vouliez.

J'ai commencé à utiliser un lecteur de flux il y a des années avec "Google Reader", c'était une application très simple et agréable qui fonctionnait à merveille jusqu'à ce que Google décide de la pousser sous le train de la balle. Je pense que ce n'est pas par hasard qu'ils l'ont fait. Ils sont avides de contrôle et ils ont compris que les blogs ne peuvent pas être contrôlés avec la même facilité qu'avec les autres médias sociaux. Et donc, Google Reader a disparu, mais peu importe : il y a beaucoup plus de lecteurs de flux. Vous pouvez en trouver une liste sur ce lien. J'en utilise un appelé "The Old Reader" qui ressemble beaucoup à l'ancien Google Reader.

Alors, que pouvez-vous faire avec l'un de ces lecteurs ? Une mauvaise idée serait de vous construire une "bulle d'information" bien serrée où vous ne serez jamais dérangé par des gens qui ne pensent pas exactement comme vous. C'est peut-être un risque mais, dans mon cas, j'ai fait ce que j'ai pu pour éviter ce piège et j'ai essayé d'utiliser l'application du lecteur pour rassembler des informations provenant de sources très diverses.

Cela a-t-il fonctionné ? Je n'en suis pas sûr, mais je vous laisse décider en vous montrant ma bulle d'informations personnelles telle qu'elle est aujourd'hui.

Décroissance de la logistique commerciale

Michel Sourrouille 9 juin 2020 / Par [biosphere](#)

Toi qui me lis, tu es sans doute esclave d'une logistique. « Nos modes de consommation repose sur l'approvisionnement en continu de points de vente ou de livraison à partir de grandes plates-formes logistiques, en clair de vulgaires entrepôts. Que ce soit pas le biais des supermarchés, des magasins de prêt à porter, ou avec le e-commerce, la très grande majorité de ce que nous consommons transitent par ces plate-formes. Le confinement sanitaire a démontré que nous avons absolument besoin des entrepôts puisque nos modes de vie sont dépendants de ces circuits logistiques. La circulation, et non plus tellement la production, est devenue un élément central des économies libérales. Un quart des ouvriers travaille dans la logistique contre seulement 15 % autrefois. Les salariés ne disent pas les robots nous remplacent, mais nous ne sommes que des robots. On a besoin des cargos et des conteneurs, des ports et des aéroports, des camions et des avions, des routes et autoroutes. Plusieurs éléments expliquent cette nouvelle structuration. D'abord la phase de délocalisation des activités manufacturières ; on produit dans les pays à bas coût, on les consomme chez nous. De plus, depuis le début des années 1980, les multinationales ont découpé leurs activités par externalisation. Un smartphone transite par des dizaines de sites industriels avant d'arriver sur un point de vente ou directement à domicile. Le hors-sol à bas prix devient possible, le local est décrédibilisé. Sortir de ce système est un chantier monumental. En effet la dépendance des consommateurs s'est accru pendant la période de pandémie, le e-commerce, les livraisons à domicile, ou l'usage des drives ont gagné en légitimité en se portant garant d'une continuité d'approvisionnement. Pourtant cette structure logistique consomme des quantités phénoménales d'énergies fossiles et rejettent massivement du CO2 par le biais des transports multimodaux. » (propos de David Gaborieau, sociologue des « usines à colis », interrogé par le mensuel La Décroissance, juin 2020)

Pourtant l'avenir est clair, **sans énergie fossile il n'y a plus de logistique possible.** Citons **James Howard Kunstler** : « D'abord l'essence devint rare et chère, et maintenant il n'y en a plus. L'âge de l'automobile est terminé. L'électricité aussi. Aucun ordinateur ne fonctionne. Les grandes entreprises n'existent plus. L'argent papier ne vaut plus rien. Des villes ont été détruites. Il n'y a plus de gouvernement... »

Pour en savoir plus grâce à notre blog biosphere :

11 mai 2020, [post-Covid, l'espoir ténu de l'autosuffisance](#)

19 avril, [post-covid, pour une écologie de rupture](#)

COMBIEN DE TEMPS CELA PEUT DURER ???

9 Juin 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- 1^{er} groupe : 5 à 6 actifs sur 10 produisent des biens réels

Dans ce groupe, nous trouvons la Chine (5), la Turquie (5) et l'Inde (6-7)

- 2^e groupe : 3 actifs sur 10 produisent des biens réels

Dans ce groupe, nous trouvons l'Allemagne, la Russie, le Japon, la Corée et, surprise, l'Italie (en raison de son réseau de PME)

- 3^e groupe : 2 actifs sur 10 produisent des biens réels

Dans ce groupe, nous trouvons les Etats-Unis, la France, l'Espagne, le Royaume Uni, la Suède, le Canada ou l'Australie...

Plus nombreux sont ceux qui vivent du travail des « productifs », plus la société est complexe... et plus la société est proche de son effondrement. Il se pourrait, l'avenir nous le dira rapidement, qu'en dessous de 3 « productifs » sur 10, une société ne soit plus viable.

Voilà, tout est dit. ça, c'est le réel.

Pour la fanfreluche, on peut voir un ex-président des USA, métis, qui fait des conférences à 200 000 \$ le 1/4 d'heures, 15 personnes tuées (généralement issues des "minorités") dans les troubles qui ont suivies, mais finalement, les médias s'en foutent totalement...C'était pas pour la "bonne cause".

Le résultat ? C'est que les "trous à merde", genre Chicago et Baltimore, grand abattoirs, où naissent, grandissent et sont abattues les dites "minorités", vont être encore plus nombreuses. Mais ça, le politiquement correct s'en fout, le parti démocrate s'en fout aussi, le fric du trafic de drogue, de Chicago ou de Baltimore, lui arrive directement.

NB la règle d'or, l'argent des trafics arrive toujours dans les allées du pouvoir. Sinon, il n'y aurait pas de trafic...

PÉTROLE "AU PLUS HAUT", AVIATION "AU PLUS BAS"...

Donc, on nous chante que tout baigne (sans doute dans l'huile ?), que les cours se redressent. Ouai, 40 \$ c'est mieux que - 40 \$, mais quand même... C'est encore loin du compte et du début de l'année (60). Le seul heureux de l'histoire, c'est le gouvernement mexicain qui avait assuré sa production, justement, à ce prix là.

Question emmerdements, LE fil rouge des 15 dernières années, ressurgit : le nucléaire. La bouse, tout le monde aura compris, l'EPR, celui finlandais, fait encore des siennes. Un défaut majeur de construction... Non ??? Pas possible. 15 ans pour se planter monstrueusement ???

La production d'avions civils va plonger de moitié dans le monde en 2020. D'abord pour Boeing, et ses 737 max, invendables, mais aussi pour les autres de sa gamme... Total, on va bientôt assister à des spectacles d'aéroports où les avions pouvant encore voler ne pourront même plus atterrir, le tarmac étant remplis de coucous cloués au sol.

L'effondrement de l'investissement dans le domaine de l'énergie va donc se continuer, et on assiste à ce que disait Orlov, la fin des nouveaux projets d'investissements, ou plutôt, leur retombée à un niveau si bas, que la production globale ne pourra que baisser, à l'exception du renouvelable.

Là, le baromètre, le montant des investissements, n'est pas bon. En effet, les prix du renouvelable sont dans une spirale de baisse marquée.

En Europe, avec l'effondrement de l'économie, le "nimby", devrait logiquement avoir du plomb dans l'aile.

Le plus important est ici :

"Prenant l'exemple d'Air France, quatre enseignants-chercheurs montrent, dans une tribune au « Monde », qu'il faut passer d'une gestion du maintien de l'existant à celle de la suppression pure et simple des activités que condamnent les catastrophes à venir.

"Faut-il sauver Air France ? Maudit soit celui qui répondra : « Oui, sans hésiter. » Un expert du marketing ou un syndicaliste militant se rejoindront pour expliquer à quel point Air France est plus qu'une simple entreprise ; c'est un symbole, un mythe, un patrimoine, un fleuron, une fierté, à tel point que la foison de qualificatifs susciterait immédiatement une curiosité anthropologique qui s'attacherait à décoder ce que cet attachement si particulier et si puissant à cette entité nous dit de la cosmologie des Français.

Maudit soit aussi celui qui répondra trop hâtivement : « Non, Air France est incompatible avec les enjeux écologiques », ignorant justement tous les peuples, les collectifs, les affects qui nous attachent à cette entité si dense."

Politiquement, on va soutenir, en [élaguant progressivement](#).

[Airbus](#) demande des "primes à la casse", pour ses trucs inutiles, et le torchon brûle avec sa clientèle.

ET LE PETIT COMMERCE ALORS ???

Comme dirait [Bodie Broadus](#).

Bon, d'accord, c'est très politiquement incorrect de parler de l'insertion économique très réussie de la "communauté" "noire" aux USA.

Parce qu'ils sont vraiment très bien intégrés. Ils ont réussi une OPA, nette et sans bavure sur le commerce de détail et de demi-gros de la drogue. Trouver le ghetto, c'est trouver de la dope. Bon, pour ce qui est du partage des bénéfices, c'est pas tellement ça.

C'est comme le Mexique, élève "modèle", jusqu'à peu, pour l'économie néo-libérale : industrie pétrolière en dégringolade, agriculture, plus ou moins supprimée, (- 5 millions d'emplois), 2 millions d'emplois industriels biens payés perdus, contre 2 millions d'emplois de merde à la frontière, et un million d'emplois très bien payés. L'emploi très bien payé qui fait des jaloux, c'est celui de sicario. Et le sicario, il en fait vivre du monde. Bon, il y a beaucoup d'accidents du travail, mais toujours de l'emploi pour celui qui sait faire preuve de compétence et de fidélité surtout (impératif).

Donc, à Baltimore, par exemple, pas de problèmes d'emplois. Il suffit de traverser la rue, comme aurait dit je sais plus qui. Bon, il faut être de la bonne couleur, c'est impératif aussi, et faire preuve de fidélité, c'est tout aussi impératif.

Après, on peut avoir une bonne vie, pas très longue, mais bonne, et apprécier les performances du système de santé US. John Hopkins est très fort pour traiter les blessures de guerre.

Bon, il y a des contre-parties. 18 ans d'espérance de vie pour le jeune noir. 2000 fois plus de chance d'être assassiné par ses "frères" que les blancs... Bodie Broadus, dégommé à l'âge de 26 ans, avait donc l'expérience et la sagesse du vieillard...

Quand au racisme présumé des uns, il ne faut jamais oublier, non plus, [celui des autres](#)... Ni la partialité [des médias](#)...

[52 % des meurtres](#) commis aux USA le sont par des noirs. Il y a des statistiques ethniques là-bas. "Whites have not been educated to regard violence against themselves as racism or as something specifically to do with being white".

Pour ce qui est du "racisme", Paul Craig Roberts [revient dessus](#)...

SYNDROME DÉTROIT ET TROU À MERDE...

Donc, s'il y a bien une chose de sûr, [c'est que Detroit](#), pardon, Toulouse, va rester Toulouse, pardon, Detroit, et un infâme trou à merde, une fois que Aircar aura fini de se casser la gueule.

Mais bon, il n'y aura peut être pas un exode aussi massif qu'à Detroit. En effet, il y avait un quelque part où aller. Ici, il y en aura bien quelques uns, mais évidemment, les remplisseurs de tableau excell, la plus grande profession en occident sera difficilement reconvertible.

"La conséquence inévitable sera la dépréciation de ses monnaies et le tarissement d'un commerce fondé sur l'échange de biens réels contre du vent. Une époque est en train de se terminer." Le transport aérien, le tourisme, c'était aussi transporter du vent. Ou des outres gonflées d'importance ???

On passe aussi directement, de l'arrogance, au trou à merde. Et comme je l'ai dit, l'activité informelle, le trafic de drogue, souvent, garde un certain dynamisme à une région, comme Chicago, Baltimore, mais c'est aussi parce que la valeur de la monnaie locale est surestimée. Le cartel de Sinaloa sera durement touché par la dislocation des USA.

[Les franciliens](#) veulent se barrer de leur propre trou à merde ? Oui. A 54 % contre 38 % avant. Avé le confinement, ils ont eu la joie de tous les inconvénients de la grande ville et aucun de ses avantages... Et la joie de découvrir, pour certains, que deux heures dans les trans-porcs en commun, c'était pas forcément nécessaire...

[La BCE](#), elle, en plus des obligations des états et des entreprises, va soviétiser totalement l'économie, en faisant comme le japon : le rachat de 50 % de l'indice Nikkei. Quand je vous avais dit que l'Union soviétique avait de l'avenir...

[Le Moujik](#), lui, est prié de dépenser ses roubles. Sinon, on le forcera, à acheter, par exemple, le portrait de Macron. J'ai juste, là ???

[En Italie](#), on va même plus loin. On veut la revitalisation rurale, ou révolution nationale à la sauce Vichy. On filera des terres aux familles nombreuses, enfin, celles de 3 enfants...

PELE MELE DU 08/06/2020

[Panique en Allemagne](#), les Zusa, enfin, Trump, vont retirer 9 500 hommes d'Allemagne. Les effectifs vont fondre de 34 500 à 25 000 hommes, ce qui veut dire que la présence s'évapore. Mentalement, cela occasionne un grand stress à la classe politique...

[BP va virer ses branlecouilleurs](#) -nombreux- bien payés. Si l'on ne garde que les vraiment utiles, il va y avoir des places de bureaux vides, des parkings disponibles, et des restaurants ruinés...

[Compagnies aériennes](#) : la prochaine mission, même si vous ne l'acceptez pas, c'est de survivre à leur endettement...

[En France](#), l'activité ne redécolle pas dans la ville la poubelle du monde.

"Un Noir, un [Africain-Américain](#), David J. Harris, Jr., écrivant sur son compte Tweeter : « *Des Américains blancs à genou devant les Noirs ??? Je suis désolé, cela est écœurant !* » et puis parlant, parlant haut et fort, jusqu'aux larmes."

Désastre dans [l'immobilier commercial](#). Les occupants ne peuvent plus payer, et il n'y a plus de demandes...

"[Fuck the police](#)", suivi de "call the police"... Faudrait savoir... Bandes de couilles molles. Et résumé de ce qui va arriver... D'abord, on chie dessus, et puis après "loi et ordre"...

[Le coronavirus](#) a fait perdre 25 milliards à l'industrie des énergies fossiles... Et pourrait déclencher la spirale de la mort, notamment du charbon ? Moi, qui, naïvement, croyait que, DEJA, cette industrie était dans une spirale de la dite mort... Pour le pétrole, c'est pas mieux...

[Les États-Unis](#) ont consommé plus d'énergies renouvelables que de charbon en 2019 selon les dernières données de l'Energy Information Administration (EIA) Ce n'était plus arrivé depuis 134 ans.

SECTION ÉCONOMIE



tsunami de... Lire la suite

Etats-Unis: Un Tsunami de défauts de paiement et d'expulsions se profile à l'horizon ! Une Gigantesque Crise Financière bien Pire que 2008 arrive...

Publié le 8 juin 2020 à 14:11:53 / 15 commentaires / 4 354 vues

Alors même que les marchés boursiers américains se redressent et que les gens anticipent une reprise en V à mesure que les économies s'ouvrent, un



D comme Dette: peut-on augmenter la dette indéfiniment et impunément ?

Publié le 9 juin 2020 à 13:30:20 / 0 commentaire / 176 vues

C'est le mot clé de ces dernières années et à fortiori de ces derniers mois : la dette serait-elle le remède à tous nos maux ? Au regard de la valse des milliards à... Lire la suite

Coronavirus: une récession sans précédent en vue pour l'UE

Le 09 Juin 2020 à 13:00:33 / 2 commentaires / 267 vues



« C'est un choc sans précédent ». Les mots sont forts, mais réalistes. Tous les indicateurs sont au rouge. La Commission européenne prédit mercredi 6 mai une chute record du PIB de la zone euro.



Charles Sannat: « Le FMI annonce le Grand Reset ! » – Le Vrai JT de L'ECO au 08 Juin 2020

Publié le 9 juin 2020 à 12:30:06 / 1 commentaire / 524 vues

Ce JT du Grenier est consacré aux dernières déclarations de la directrice générale du FMI et ce n'est pas rien ce qu'a dit la patronne du FMI le 3 juin... Lire la suite



Peter Schiff: « Tout Retour en Arrière pour la Fed est désormais Mission Impossible ! »

Publié le 8 juin 2020 à 22:31:11 / 1 commentaire / 425 vues

Les marchés ont été agréablement surpris vendredi dernier après un rapport sur l'emploi bien meilleur que prévu, qui a stimulé l'optimisme d'une... Lire la suite



Une récession mondiale « historique », ça ressemble à quoi ?

Publié le 9 juin 2020 à 11:00:50 / 0 commentaire / 474 vues

La récession est désormais entamée, et ce ne sera pas facile. A quelle sauce allons-nous être mangés ? Panorama mondial de l'économie post-Covid 19. Le doute n'est... Lire la suite



Peter Schiff: « Toutes les conditions sont désormais réunies pour assister à l'effondrement du dollar ! »

Publié le 9 juin 2020 à 10:02:31 / 1 commentaire / 458 vues

Peter Schiff: « Lorsque la crise du Covid-19 avait commencé, il y avait eu une forte augmentation de la demande de dollars américains. La Fed était ravie de satisfaire... Lire la suite



Covid-19: les prix de l'immobilier vont-ils baisser ou carrément s'effondrer ?

Publié le 9 juin 2020 à 09:00:49 / 1 commentaire / 611 vues

Comment la pandémie impacte-t-elle les attentes immobilières des français ? Vont-ils reporter leur projet ? A quelle rythme les transactions vont-elles reprendre ? La... Lire la suite



Le Dow descendra-t-il à 1000 ou seulement à 10 000 ?

Publié le 9 juin 2020 à 08:00:56 / 7 commentaires / 466 vues

Jusqu'où ira ce marché baissier ? En 1929-1932, le Dow Jones a chuté de 90% alors que la situation économique mondiale était loin d'être aussi mauvaise... Lire la suite



Les marchés américains prêts à s'effondrer

Publié le 9 juin 2020 à 06:00:45 / 4 commentaires / 777 vues

Comme le montre le graphique ci-dessous, l'indicateur de momentum présente une divergence avec le prix. Les quatre derniers plus hauts sommets de l'indice... Lire la suite



Le géant pétrolier BP annonce 10.000 suppressions d'emplois dans le monde, «la plupart d'ici la fin de cette année», a annoncé le PDG

Publié le 8 juin 2020 à 23:42:23 / 1 commentaire / 312 vues

«Nous allons maintenant entamer un processus qui va voir près de 10.000 personnes quitter BP – la plupart d'ici la fin de cette année», a annoncé le

PDG.... Lire la suite

Crise mondiale : la convergence de Marx, Kafka, Orwell et Huxley

Charles Hugh Smith Lundi 8 juin 2020



La crise mondiale n'est pas seulement économique ; elle est le résultat de profondes tendances financières, sociologiques et politiques décrites par Marx, Kafka, Orwell et Huxley.

La crise mondiale qui se déroule est mieux comprise comme la convergence des dynamiques décrites par Marx, Kafka, Orwell et Huxley. Commençons par Franz Kafka, l'écrivain (1883-1924) qui a le mieux rendu compte des injustices systémiques des institutions bureaucratiques tout-puissantes : l'aliénation vécue par le malheureux citoyen empêtré dans la toile bureaucratique, les persécutions insensées des innocents par les petits fonctionnaires et l'absurdité intrinsèque de l'État centralisé, qui s'exprime le mieux dans cette phrase : "Nous attendons des erreurs, pas la justice".

Si ce n'est pas le résumé le plus perspicace du moment actuel de l'histoire, alors qu'est-ce que c'est ? Avocat de formation et de pratique, Kafka a compris que plus l'institution et sa bureaucratie sont puissantes et bien enracinées, plus les dommages collatéraux pleuvent sur les innocents, et plus la perversion de la justice est extrême.

Nous vivons un cauchemar kafkaïen où la suspicion seule justifie que le gouvernement vole ses citoyens, et où un crime sans rapport (la possession d'attirail de drogue) sert à justifier le vol de l'État.

Comme dans un cauchemar kafkaïen, l'État est au-dessus des lois lorsqu'il a besoin d'une excuse pour voler votre voiture ou de l'argent. Il n'y a pas de crime, pas d'arrestation, pas de procédure régulière - juste l'État qui vous menace de vous taire et d'être heureux qu'il ne vous prenne pas tout ce que vous possédez.

Toutes ces formes de confiscation civile sont bien documentées. Si certains prétendent que les pires abus ont été rectifiés, c'est loin d'être évident. Ce qui est évident, c'est depuis combien de temps ce genre de pillage légalisé existe.

Pris : Dans le cadre de la confiscation civile, les Américains qui ont été inculpés de méfaits (TMt) peuvent être dépouillés de leur argent, de leur voiture et même de leur maison. C'est tout ce que nous â€™re perdons ? (2013)

Arrêter et saisir (six parties) (2013)

Lorsque l'État vole notre argent ou notre voiture sur un simple soupçon, vous n'avez d'autre recours que des actions en justice extrêmement coûteuses et longues. Vous n'avez donc plus assez d'argent pour prouver votre innocence maintenant que nous avons déclaré votre voiture et votre argent coupable ?

Pas de chance, bucko-- soyez heureux de vivre dans une fausse démocratie avec un faux État de droit, un faux système judiciaire, et un gouvernement avec le droit officiellement sanctionné de voler votre argent et vos biens sans aucune procédure légale ou judiciaire--le pillage légalisé.

Ils n'ont pas besoin de vous torturer pour obtenir des aveux, comme le NKVD/KGB l'a fait dans l'ancienne Union soviétique, parce que votre argent et votre voiture sont déjà coupables.

C'est là qu'Orwell entre dans la convergence, car l'État masque son démembrement et sa prise de pouvoir par des détournements délicieusement orwelliens tels que "le Parti du peuple", "le socialisme démocratique", etc. Orwell a compris que l'impératif ontologique de l'État est l'expansion, au point qu'il contrôle chaque niveau de la communauté, des marchés et de la société. Une fois que l'État échappe au contrôle des citoyens, il est libre de les exploiter dans une prédation parasitaire qui est à l'image du capital monopolistique. Car qu'est-ce que l'État sinon un monopole de la force, de la coercition, de la manipulation des données et de la réglementation des monopoles privés ?

Qu'est-ce que la bureaucratie européenne à Bruxelles si ce n'est la perfection d'un État apatride ? Comme Kafka l'a deviné, la bureaucratie centralisée a la capacité de faire de l'obscurantisme orwellien (qui a lu ces projets de loi de 1 300 pages du Congrès, à part ceux qui jouent le système pour leur intérêt privé ?) et de l'avarice et de l'injustice systémiques.

La convergence se résume à ceci : il serait impossible de piller autant de richesses si l'État n'existait pas pour faire respecter les "règles" de la prédation parasitaire.

Aldous Huxley prévoyait un État central qui persuaderait son peuple d'"aimer sa servitude" par la propagande, la drogue, le divertissement et la surabondance d'informations. Selon lui, l'énergie nécessaire pour forcer le respect des règles dépassait le "coût" de la persuasion, et c'est pourquoi les pouvoirs en place opteraient pour le pouvoir de suggestion.

Il l'a souligné dans une lettre à George Orwell :

"Ma propre conviction est que l'oligarchie au pouvoir trouvera des moyens moins pénibles et moins coûteux de gouverner et de satisfaire sa soif de pouvoir, et ces moyens ressembleront à ceux que j'ai décrits dans Brave New World.

Au cours de la prochaine génération, je crois que les dirigeants du monde découvriront que le conditionnement des enfants et la narco-hypnose sont plus efficaces, en tant qu'instruments de gouvernement,

que les clubs et les prisons, et que la soif de pouvoir peut être satisfaite aussi complètement en suggérant aux gens d'aimer leur servitude qu'en les fouettant et en les poussant à obéir".

Aussi prescient qu'il fût, Huxley n'aurait pas pu prévoir la puissance de la téléphonie mobile, des jeux et de l'hypnose ou de l'addiction des médias sociaux comme mécanisme de conditionnement de la passivité et de l'auto-absorption. Nous commençons seulement à comprendre les immenses pouvoirs de dépendance/conditionnement de la téléphonie mobile et des médias sociaux 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Que dirions-nous d'une drogue qui pousserait les gens à renoncer au sexe pour consulter leur page Facebook ? Que dirions-nous d'une drogue qui pousse les jeunes hommes à rester collés à un ordinateur pendant plus de 40 heures d'affilée, une obsession si aiguë que certains en meurent ? Nous dirions que cette drogue est bien trop puissante et dangereuse pour être largement disponible, alors que la téléphonie mobile, les jeux et les médias sociaux sont maintenant omniprésents.

La servitude se présente sous de nombreuses formes et gradations. Compter sur la Réserve fédérale pour soutenir constamment nos fonds de pension et nos fonds communs de placement de peur que la réalité ne les fasse s'effondrer est une forme de servitude ; nous finissons par vénérer la Fed comme notre sauveur financier omnipotent.

On oublie que la Fed n'est pas élue et qu'elle est imperméable à la démocratie ou à la volonté du peuple ; tout ce qui compte, c'est que nous aimons notre servitude envers elle.

L'État central a le pouvoir, par le biais de largages d'argent par hélicoptère à des particuliers et de renflouements d'entreprises, d'acheter la complicité. Comme l'esprit humain se rebelle contre l'hypocrisie et le manque de sincérité - nous pouvons tous repérer un faux - nous nous persuadons inconsciemment de la justesse et de l'inévitabilité de la servitude et de l'égoïsme.

Et c'est ainsi que nous en venons à aimer notre servitude ; nous nous persuadons qu'elle est acceptable et normale plutôt que dérangée et destructrice.

J'ai traité ces sujets en profondeur dans mes livres *Résistance, Révolution, Libération : Un modèle de changement positif et de survie+* : structurer la prospérité pour soi-même et pour la nation.

Enfin et surtout, nous en venons à Marx. Comme l'explique Marx, la dynamique du capitalisme monopolistique d'État conduit à la domination complète du capital sur le travail sur les "marchés" financiers et politiques, car la richesse achète une influence politique qui protège et renforce ensuite la domination du capital.

Marx a également vu que le capital financier encouragerait inévitablement la surcapacité, privant le capital industriel de son pouvoir de fixer les prix et de ses profits. Une fois qu'il y a plus de biens et de services que le travail peut se permettre d'acheter avec ses revenus, la financiarisation survient pour fournir des crédits au travail afin d'acheter le surplus de production du capital et de créer des gains financiers avec la spéculation à effet de levier et les bulles d'actifs.

Mais comme les revenus du travail stagnent ou diminuent, la financiarisation a une finalité. Le capital ne peut plus générer aucun gain, sauf si les banques centrales acceptent d'acheter les actifs absurde-ment surévalués du capital. Bien que les acteurs se disent que cet arrangement est temporaire, la dynamique décrite par Marx est fondamentale et inexorable : la folie des banques centrales qui créent de la monnaie de toutes pièces pour acheter des actifs follement surévalués est la crise finale du capitalisme tardif car il n'y a pas d'autre issue à l'effondrement.

Après avoir dépouillé le travail de ses revenus et de son pouvoir politique et avoir tiré le moindre profit de la surcapacité (c'est-à-dire de la mondialisation) et de la financiarisation, le capital est maintenant complètement dépendant de banques centrales qui crachent de l'argent et achètent leur capital fantôme avec de la monnaie nouvellement imprimée, une dynamique qui finira par déclencher un effondrement du pouvoir d'achat du capital fantôme des banques centrales (c'est-à-dire des monnaies fiduciaires).

Lorsqu'il n'y a aucune incitation à investir dans des actifs productifs du monde réel et aucune incitation à écrémer les profits en faisant tourner la Réserve fédérale en première ligne, le capitalisme est mort. Pour paraphraser Wallerstein, "le capitalisme n'est plus attrayant pour les capitalistes".

Nous pouvons le constater par nous-mêmes dans le monde réel : si les "énergies renouvelables" étaient aussi rentables que certains le prétendent, les capitaux privés se seraient précipités pour financer chaque projet afin de maximiser leurs gains à partir de cette nouvelle source d'immenses profits. Mais comme l'a expliqué Art Berman dans *Why the Renewable Rocket Has Failed To Launch*, cela n'a pas été le cas. Au contraire, l'"énergie verte" reste dépendante des subventions gouvernementales sous une forme ou une autre. Si l'hydroélectricité est retirée des "renouvelables", toutes les autres énergies renouvelables (solaire, éolienne, etc.) ne fournissent que 4 % de la consommation énergétique mondiale totale.

La stagnation du Japon illustre l'analyse de Marx : La banque centrale du Japon a créé des billions de yens à partir de rien pendant 30 ans et a utilisé ce capital fantôme pour acheter les actifs surévalués de la classe politiquement dominante du capitalisme d'État japonais, une politique qui a conduit à la stagnation séculaire et au déclin social. Sans l'expansion ponctuelle de la Chine, l'économie japonaise serait tombée dans l'oubli du capital fantôme il y a plusieurs décennies.

Kafka, Orwell, Huxley et Marx l'ont appelé ainsi, et nous vivons la dernière étape du système cruel et insoutenable qu'ils ont décrit. Désolé, mais investir votre capital fantôme dans des actions FANG, Tik-Tok et des jeux de réalité virtuelle ne sauvera pas le capital fantôme d'un oubli bien mérité.

US – Un Titanic économique, les riches et les très riches aux canots !

L'économie américaine est en baisse de 50% ... Où sont les programmes d'emploi dont elle a besoin ?

Par [Moon of Alabama](#) – Le 3 juin 2020

Les États-Unis ont une économie basée sur les services [hors de prix, NdT].

Environ 70% de son produit intérieur brut est généré par la consommation individuelle. Les mesures d'urgence prises pour ralentir la pandémie de Covid-19 ont réduit la consommation de façon considérable. Le modèle *GDPNow* de la *Federal Reserve Bank d'Atlanta* montre la [crise](#) :

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est un indicateur clé de l'activité économique, mais l'estimation officielle est publiée avec retard. Notre modèle de prévision *GDPNow* fournit une

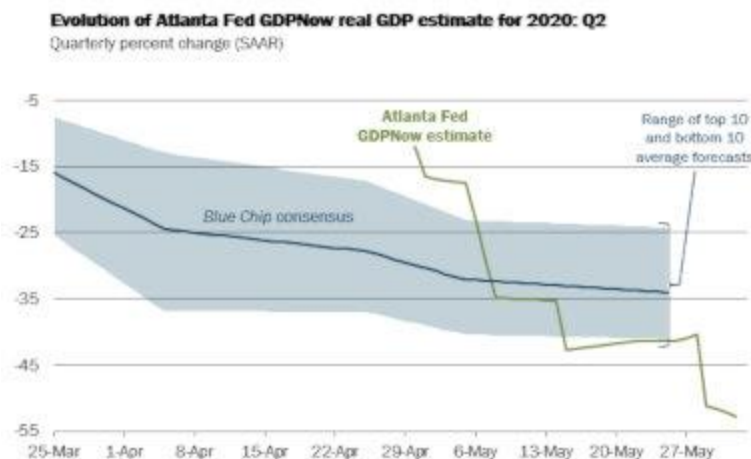
"prévision actuelle" de l'estimation officielle avant sa publication en estimant la croissance du PIB en utilisant une méthodologie similaire à celle utilisée par le Bureau américain d'analyse économique.

...

Dernière estimation: -52,8% au 1^{er} juin 2020

L'estimation du modèle *GDPNow* pour la croissance du PIB réel (taux annuel désaisonnalisé) au deuxième trimestre 2020 est de -52,8% au 1^{er} juin, contre -51,2% le 29 mai.

Estimation par la Fed d'Atlanta du PIB réel pour le second trimestre 2020



Source : [GDPnow](#) via The Big Picture

Le modèle *GDPnow* donne un instantané du PIB un jour donné. Ce n'est pas le PIB de l'année qui, lui, va baisser beaucoup moins, mais juste un instantané.

Avec le relâchement des restrictions, le PIB augmentera certainement à nouveau. Mais une coupe de cheveux manquée en raison du confinement n'entraînera pas deux coupes de cheveux. Les repas non consommés dans un restaurant au cours des deux derniers mois ne seront pas compensés par des repas supplémentaires après la réouverture. Les pertes sont irrattrapables.

Avec la fin du verrouillage, la moitié des 40 millions de chômeurs actuels retrouvera probablement son emploi. Les emplois des 20 millions restants ne reviendront pas avant longtemps. Les secteurs du voyage et de l'hébergement seront les plus touchés. Les gens qui ne gagnent pas d'argent ne peuvent pas dépenser.

Les chômeurs et l'économie ne seront pas impressionnés par les rodomontades actuelles de Trump sur la « *La loi et l'ordre* » ou par sa complaisance avec les évangélistes.

Si Trump est aussi intelligent qu'il le prétend, il demandera au Congrès une énorme somme d'argent pour des programmes d'infrastructure au cours des trois prochaines années. Cet argent devrait être partagé entre des projets aux niveaux national, étatique et local. Il existe de nombreux ponts, routes et voies ferrées qui nécessitent des réparations ou des remplacements.

Mais Trump n'est pas aussi intelligent qu'il le prétend et les gens autour de lui, ainsi que Trump lui-même, sont issus de l'économie **FIRE** – *Finance, Insurance, Real Estate* – les secteurs de la finance, des assurances et de

l'immobilier. Ces personnes ne reconnaissent pas la valeur de l'économie réelle où de véritables choses sont fabriquées et utilisées.

Note du Saker Francophone

Il semblerait que l'histoire du naufrage du Titanic se répète. Les canots de sauvetage pour la première classe, les autres verrouillés à fond de cale.

Mais finalement tout le monde périra.

Le marché boursier, sur lequel Trump est focalisé, a longtemps cessé d'être le reflet de l'économie réelle. Le relancer encore et encore, comme le font la Fed et le Trésor, pourrait bien enrichir [temporairement, NdT] les amis de Trump, mais cela ne fera rien pour les électeurs dont il a besoin pour être réélu.

Ne comprend-il pas cela ?

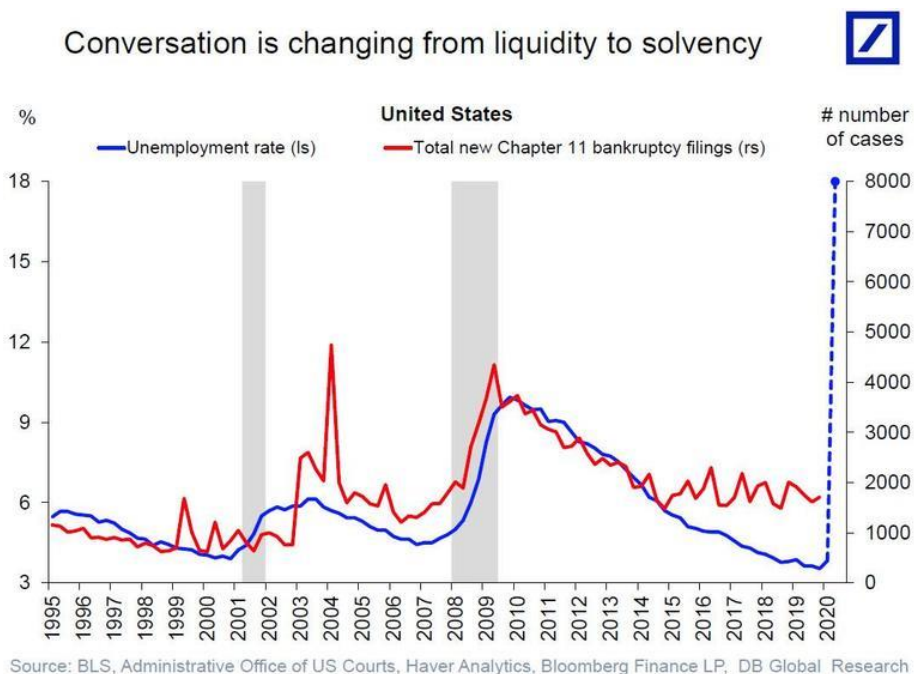
Et pourquoi, au fait, les Démocrates ne sont-ils pas sur le front pour exiger la création de nouveaux emplois ? Ils semblent avoir totalement disparu de la scène.

Dis Pépé, c'est comment après ? Tais-toi et lis cette histoire ...

Début du tsunami de faillites : des milliers d'avis de défaut « submergent les centres commerciaux »

Par Tyler Durden – Le 23 mai 2020 – Source [ZeroHedge](#)

Il y a deux semaines, en montrant la corrélation étrange entre les défauts de paiement et les taux de chômage, nous avons prédit que le nombre de faillites au titre du chapitre 11 qui est sur le point d'inonder les États-Unis ne serait rien de moins que biblique.



Le sujet est le passage de la liquidité à l'insolvabilité

Tout ce qui manquait était un catalyseur ... et selon *Bloomberg*, ce catalyseur est arrivé au cours de la semaine dernière, alors que les propriétaires des commerces de détail ont envoyé des milliers d'avis de défaut aux locataires, qui à leur tour ont connu un assèchement de la chalandise, des ventes et des flux de trésorerie dus à la pandémie de Covid-19, et sont tout simplement incapables de payer leurs loyers.

Selon *Bloomberg*, les restaurants, les grands magasins, les marchands de vêtements et les chaînes spécialisées ont reçu des avis de leurs bailleurs – dont certains sont restés jusqu'à trois mois sans recevoir de loyer.

« *Les mises en demeures par les propriétaires s'amoncellent* », a déclaré Andy Graiser, coprésident de la société immobilière commerciale *A&G Real Estate Partners*. « *Cela crée une véritable peur sur le marché.* »

La pression des avis de défaut, et les actions qui s'ensuivent, telles que la fermeture de magasins ou la résiliation de baux, ont été citées dans les faillites de *Modell's Sporting Goods* and *Stage Stores Inc.* De nombreuses chaînes ont cessé de payer leur loyer après que la pandémie a fermé la plupart des magasins américains, pariant qu'ils pouvaient s'en tirer avec un peu de trésorerie, avant que les propriétaires ne réclament leur dû.

Les enjeux sont énormes et les propriétaires souffrent également. On estime à 7,4 milliards de dollars les loyers impayés d'avril, soit environ 45% de ce qui est dû, selon une analyse récente de *CoStar Group*, qui a également constaté que seulement un quart des loyers attendus avaient été reçus par les propriétaires.



Pourcentage des loyers payés par catégorie de commerce

« *Si les propriétaires ne mettent pas une pause à leurs procédures de recouvrement, vous allez voir plus de faillites.* »

La question est alors de savoir qui va renflouer les propriétaires et si les créanciers seront tout aussi généreux en acceptant d'arrêter les poursuites.

Cela dit, la réception d'un avis de défaut ne signifie pas nécessairement qu'un détaillant sera mis dehors de sitôt, d'autant plus que personne ne fait la queue pour l'immobilier : certains propriétaires envoient simplement des lettres pour préserver leurs droits légaux tout en discutant de la situation avec les locataires, et pour assurer leur place en tant que créancier privilégié une fois que le tsunami de faillite commencera pour de bon.

L'une de ces sociétés, *Simon Property Group Inc.*, affirme être en négociations actives avec les commerçants de ses centres commerciaux et tenir compte de la situation financière de leurs locataires. « *L'essentiel, c'est que nous avons un contrat et nous nous attendons à être payés* », a déclaré le PDG David Simon lors de la présentation des résultats le 11 mai.

« *Les propriétaires ont un contrat légal* », a déclaré Vince Tibone, analyste principal chez *Green Street Advisors*. « *Cependant, d'un point de vue pratique, beaucoup de ces détaillants sont au bord de la faillite et ne peuvent tout simplement pas payer pour le moment.* »

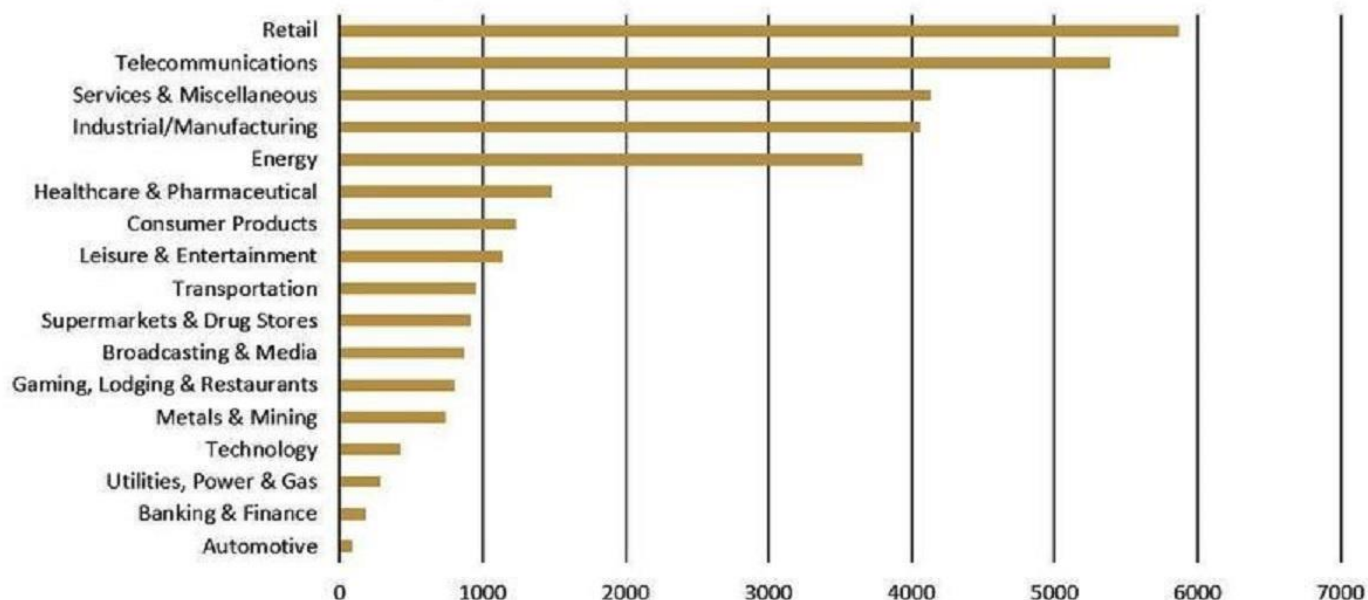
Cependant, comme indiqué ci-dessus, les propriétaires sont bien sûr toujours bloqués avec leurs propres factures – y compris les échéances de dettes bancaires. Jeudi, nous avons [signalé](#) que les centres commerciaux américains traversaient une crise qui a commencé en janvier alors que les magasins vacants atteignaient un niveau record.



Taux de vacance dans les centres commerciaux des US

Vendredi dernier, nous avons [signalé](#) que les détaillants américains étaient à l'origine de la plupart des défauts de paiement au cours des deux derniers mois, car ils ont été contraints de fermer temporairement des magasins en réponse à la pandémie de Covid-19.

U.S. Leveraged loan default value this year (in \$ millions)



Source: Fitch U.S. Leveraged Loan Default Index

Les détaillants *Neiman Marcus Group*, *J.Crew* et *J.C. Penney* ont déjà déposé un dossier de mise en faillite (Chapter 11) aux États-Unis ce mois-ci. **Mais la véritable vague de faillite n'attendait que la fin de la période de grâce non déclarée, liée à la Covid-19, pour que les notifications de défaut commencent à proliférer.**

Les lettres ont commencé à arriver en mars et début avril, « *mais le taux de ces avis a sensiblement augmenté fin avril et début mai* », a déclaré *Stage Stores*. Certains propriétaires ont commencé à bloquer l'entreprise « *et ont menacé d'expulser les débiteurs et de disposer de l'inventaire en magasin* ». La société a également déclaré que « *répondre et gérer ces avis de défaut et les litiges connexes en dehors du chapitre 11 aurait été une tâche monumentale difficile.* »

"Ce n'est pas comme s'il y avait beaucoup d'investisseurs qui chercheraient à acheter des détaillants dans le cadre du chapitre 11", a déclaré Grasier, ajoutant que "les propriétaires et les détaillants doivent vraiment se réunir et réaliser que c'est une douleur partagée."

Certains propriétaires le comprennent, selon Tom Mullaney, directeur général de la restructuration de la firme de services immobiliers *Jones Lang LaSalle*. Les détaillants qu'il représente reçoivent des lettres de défaut compatissantes et sympathiques, d'autres propriétaires prennent un ton plus combatif.

Ce qui est le plus intéressant, c'est l'action, ou l'absence de celle-ci, des propriétaires par la suite, a déclaré Mullaney. « *Dans de nombreux cas, les lettres qui sont envoyées ne font pas l'objet d'une poursuite* », a-t-il déclaré. Les propriétaires préservent simplement leurs droits légaux, ou peut-être qu'ils n'ont tout simplement pas les fonds nécessaires pour payer les avocats ?

D'autres, quant à eux, se contentent de prendre la loi au pied de la lettre : certains propriétaires ont perdu patience et ont bloqué les clients de Mullaney. « *L'environnement devient assez capricieux et émotionnel des deux côtés de la table* », a-t-il déclaré. « ***La seule chose pire que d'être un détaillant en ce moment est d'être un propriétaire de commerce de détail.*** »

Alors que la bourse s'emballe, les chiffres indiquent que l'économie réelle est en plein crash historique

par Michael Snyder le 8 juin 2020



Avez-vous observé la folie qui se déroule à Wall Street ? Même si nous sommes au milieu de la pire pandémie mondiale depuis 100 ans, et même si les émeutiers et les pillards ont transformé nos grandes villes en zones de guerre, les cours des actions ont augmenté jour après jour. En fait, le Nasdaq a fermé lundi à un niveau record. Parfois, les gens me demandent d'expliquer cela de manière rationnelle, et je ne peux pas, parce que la Réserve fédérale a transformé nos "marchés financiers" en une moquerie totale à ce stade. L'économie réelle s'effondre littéralement tout autour de nous, mais grâce à l'intervention de la Réserve fédérale, les investisseurs en actions se portent bien. C'était absolument dégoûtant à regarder, et si Adam Smith pouvait voir ce qui se passe, il se retournerait dans sa tombe. Malheureusement, grâce à notre système d'éducation en déclin rapide, la plupart des Américains ne savent même plus qui est Adam Smith.

Je ne me souviens pas d'une autre époque de l'histoire moderne des États-Unis où les cours des actions ont grimpé en flèche alors que l'économie américaine plongeait dans une récession. Ce dont nous avons été témoins est vraiment extrêmement bizarre, et il sera fascinant de voir combien de temps cela peut durer.

Pendant ce temps, l'économie réelle est un véritable gâchis. Lundi, le National Bureau of Economic Research a enfin pris le temps de nous faire savoir qu'une récession avait officiellement commencé...

C'est officiel : Les États-Unis sont en récession.

Le Bureau national de la recherche économique a déclaré lundi que l'économie américaine a atteint un pic en février, mettant fin à la plus longue expansion de l'histoire des États-Unis, qui a duré 128 mois, soit environ 10½ ans.

En vérité, l'annonce codifie la douloureuse évidence. Les États ont commencé à fermer des entreprises non essentielles à la mi-mars pour contenir la propagation du coronavirus, interrompant environ 30 % de l'activité économique et mettant des dizaines de millions d'Américains au chômage.

Et dans d'autres nouvelles, le ciel est bleu et la lune n'est pas faite de fromage.

Quiconque possède la moitié d'un cerveau peut voir que l'économie s'effondre. Par exemple, nous venons d'apprendre que les commandes des usines américaines ont baissé de 22,3 % en avril par rapport à l'année précédente...

Après s'être effondrées à un niveau record de 10,4 % en mars, les commandes d'usines en avril devaient s'accélérer encore davantage, et c'est ce qui s'est produit. Cependant, la chute de 13,0 % en avril a été légèrement meilleure que la baisse de 13,4 % prévue... mais elle reste la pire de l'histoire américaine.

D'une année sur l'autre, les commandes d'usines se sont effondrées de 22,3 % - le pire depuis le sommet de la crise financière.

Bien sûr, il n'est pas si difficile de trouver un chiffre encore pire que cela.

Il suffit de regarder les ventes de camions lourds. Le mois dernier, elles ont chuté de 37 % par rapport au même mois en 2019...

Les trois derniers mois ont été catastrophiques pour certains segments du secteur du transport routier, après une période déjà difficile qui a débuté fin 2018. En mai, les commandes de camions de classe 8 - les poids lourds qui transportent une grande partie de l'économie basée sur les marchandises aux États-Unis - ont chuté de 37 % par rapport aux faibles niveaux de mai de l'année précédente, et de 81 % par rapport à mai il y a deux ans, pour atteindre 6 600 commandes, selon les estimations de FTR Transportation Intelligence aujourd'hui.

Pour ne pas être en reste, le nombre de faillites d'entreprises a grimpé de 48 % le mois dernier par rapport à la même période de l'année précédente...

Les faillites d'entreprises ont atteint un niveau record en mai lorsque la pandémie de coronavirus a frappé l'économie américaine, poussant le nombre de dépôts de bilan à des niveaux enregistrés dans le sillage de la récession de 2007-2009.

Les tribunaux américains ont enregistré le mois dernier 722 dépôts d'entreprises au niveau national pour une protection au titre du chapitre 11, soit une augmentation annuelle de 48 %, selon les chiffres de la société de services juridiques Epiq Global.

Mais chaque fois que nous recevons un autre chiffre économique horrible, le marché boursier monte encore plus haut.

Plus les nouvelles sont mauvaises, plus les investisseurs semblent apprécier la situation. Semaine après semaine, nous avons vu un nombre sans précédent d'Américains demander des allocations de chômage et, à ce jour, plus de 42 millions d'Américains ont perdu leur emploi depuis le début de cette pandémie.

Et pourtant, les investisseurs continuent de considérer ces pertes d'emploi comme des signes qu'ils devraient acheter encore plus d'actions.

Peut-être quelqu'un devrait-il répandre la rumeur qu'un astéroïde tueur de planète est sur le point de nous frapper, car cela ferait probablement saliver les investisseurs.

Bien sûr, la plupart des Américains ordinaires ne vivent pas dans un monde imaginaire alimenté par la Fed, et ce nouveau ralentissement économique frappe la plupart d'entre eux très durement.

En fait, on rapporte qu'environ un tiers des Américains "montrent maintenant des signes d'anxiété clinique et de dépression"...

Dans le sillage de la pandémie COVID-19 et du crash économique qui en a résulté, qui a déclenché un chômage de type dépression avec 40 millions de demandes initiales déposées en dix semaines, un tiers des Américains montrent maintenant des signes d'anxiété clinique et de dépression, selon de nouvelles données recueillies par le Bureau du recensement. Il s'agit là, de loin, du signe le plus complet et le plus troublant à ce jour du tribut psychologique infligé aux Américains en raison des mois d'enfermement.

Le Bureau du recensement a contacté un million de ménages entre le 7 et le 12 mai, et environ 42 000 ont répondu, a déclaré le Washington Post. L'enquête a duré environ 20 minutes et, au fond, plusieurs questions ont été posées aux répondants sur la dépression et l'anxiété. Les personnes qui ont répondu ont donné un aperçu, tardif mais très clair, de l'état mental des gens à la fin du confinement, où de nombreuses personnes étaient soumises à l'isolement, à la peur des virus et au chômage généralisé.

C'est le chiffre le plus alarmant que je vous ai communiqué jusqu'à présent dans cet article, mais je suis sur le point de vous communiquer des chiffres encore plus alarmants.

Ces derniers jours, nous avons vu des émeutiers détruire de grandes parties de nos grandes villes dans toute l'Amérique. Mais lorsqu'on les interroge sur les "protestations violentes", un pourcentage surprenant d'Américains les soutiennent en fait...

Une large majorité d'Américains déclarent que les manifestations pacifiques qui ont lieu dans tout le pays après les violences policières contre les Afro-Américains sont justifiées (84 % le disent), et environ un quart (27 %) déclarent que les manifestations violentes en réponse à la police qui a blessé ou tué des Afro-Américains sont justifiées. Ces deux chiffres sont plus élevés que lors de l'augmentation des manifestations similaires à l'automne 2016. Ensuite, 67 % des personnes interrogées ont estimé que les manifestations pacifiques étaient justifiées, tandis que 14 % ont estimé que les manifestations violentes l'étaient.

Il n'y a pas beaucoup de différence raciale ou partisane sur la question de savoir si les protestations pacifiques sont justifiées aujourd'hui, mais les écarts sont plus importants en ce qui concerne les protestations violentes. Parmi les démocrates, 42 % considèrent que les protestations violentes sont justifiées en réponse aux violences policières contre les Afro-Américains, alors que seulement 9 % des républicains sont d'accord.

Oui, vous avez bien lu cette dernière phrase.

42 %.

Malheureusement, la douleur économique est bien plus grande et cela ne fera qu'alimenter encore plus d'émeutes, de pillages et de violence.

Ce n'est certainement pas "la meilleure des époques", quoi qu'en pensent les investisseurs boursiers.

Nous sommes entrés dans un nouveau chapitre profondément troublant de l'histoire américaine, et la vie dans ce pays ne sera plus jamais la même.

Les marchés américains prêts à s'effondrer

Le 09 Juin 2020 à 06:00:45 / 4 commentaires / 778 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



Comme le montre le graphique ci-dessous, l'indicateur de momentum présente une divergence avec le prix. Les quatre derniers plus hauts sommets de l'indice S&P depuis janvier 2018 ont été accompagnés d'un sommet plus bas à chaque fois.

Ceci est extrêmement baissier et s'est produit aux sommets de 1999 et 2006 avec des chutes importantes par la suite.



Etats-Unis: Un Tsunami de défauts de paiement et d'expulsions se profile à l'horizon ! Une Gigantesque Crise Financière bien Pire que 2008 arrive...

Source: schiffgold Le 08 Juin 2020



Alors même que [les marchés boursiers américains se](#) redressent et que les gens anticipent une reprise en V à mesure que les économies s'ouvrent, un tsunami de défauts de paiement et d'expulsions se profile à l'horizon.

Le récit dominant est que même si les fermetures liées à l'épidémie de coronavirus ont secoué l'économie, ce n'est pas une crise financière comme nous l'avons vu en 2008. En avril dernier, [Peter Schiff avait déclaré que nous nous dirigeons clairement vers une crise financière](#) et qu'elle sera pire que 2008.

Peter Schiff: *« De toute évidence, si les gens ne gagnent pas autant d'argent que lorsqu'ils travaillaient, en particulier pour ceux qui étaient dans les petites entreprises, ils ne remboursent pas leurs prêts. Donc, les banques ne reçoivent pas d'intérêts. Elles ne sont confrontées qu'à des défauts de paiement... Lorsque vous avez une bulle de crédit, lorsque l'économie est bâtie et repose sur une montagne d'endettement, et puis que quelque chose arrive à ébranler les fondations, alors là, vous avez un gros problème. »*

Jusqu'à présent, l'intervention du gouvernement et la clémence des prêteurs ont repoussé l'inévitable. Mais concernant les débiteurs en difficulté, c'est reculer pour mieux sauter.

Selon les derniers chiffres disponibles de TransUnion, environ 3 millions de prêts automobiles et 15 millions de comptes de cartes de crédit se retrouvent actuellement dans une sorte de programme permettant aux gens de repousser leurs échéances ou d'effectuer des paiements partiels, et [NPR soutient que](#) ce nombre est probablement sous-estimé. Pendant ce temps, les propriétaires ont d'énormes difficultés à régler leurs versements hypothécaires. Selon la société d'analyse Black Knight, 4,75 millions de propriétaires ont conclu des plans d'abstention. Cela représente environ 9% de l'ensemble des hypothèques.

Les banques et les sociétés de cartes de crédit ne pourront pas éternellement laisser les gens sans rembourser ce qu'ils leur doivent. Certains petits prêteurs souffrent déjà. Le président de l'American Financial Services Association, Bill Himpler, a déclaré à NPR que les sociétés de financement ont besoin d'un «mécanisme gouvernemental» afin de pouvoir emprunter de l'argent elles-mêmes.

Bill Himpler: *« Si nous ne pouvons pas maintenir nos établissements debout parce que les choses sont à l'arrêt, ce n'est bon pour personne. Ce n'est pas bon pour le client; ce n'est pas bon pour l'entreprise; ce n'est pas bon pour l'économie. »*

Effectivement, lorsque les prêteurs doivent emprunter, cela peut poser problème.

Juillet sera un mois clé. C'est à ce moment que les prestations de chômage renforcées prendront fin et que cela pourrait faire basculer la situation actuelle vers une énorme crise financière. Parmi les 40 millions d'Américains et plus qui ont perdu leur emploi au cours des deux derniers mois, beaucoup d'entre eux n'arrivent à payer leurs factures uniquement que grâce aux mesures d'allocations chômage exceptionnelles du gouvernement. Un fervent défenseur des logements à prix abordables a déclaré à NPR que la fin de ces mesures d'aides exceptionnelles pourrait mettre des milliers de personnes à la rue.

« Lorsque l'assurance chômage de 600 \$ par semaine expirera fin juillet, la plupart des gens s'attendent à être expulsés. Les expulsions vont probablement atteindre des sommets. »

[La dette des consommateurs augmentait déjà avant la pandémie](#) et les décideurs politiques comptent sur encore plus de dettes pour accélérer la reprise. En outre, les Américains [stimulaient artificiellement l'économie avec de l'argent emprunté](#) juste avant cet épisode de coronavirus. Fin 2019, la dette totale des consommateurs s'élevait à 19,3% du PIB américain. C'était le niveau le plus élevé jamais atteint. Même avant cette épidémie de COVID-19, nous nous demandions déjà combien de temps l'emprunt pouvait continuer et nous avertissions que lorsqu'il s'arrêterait, la croissance économique s'arrêterait probablement avec elle. Désormais, les pouvoirs en place dépendent d'emprunts supplémentaires pour sauver l'économie. Les gens ne

peuvent qu'emprunter autant. Les cartes de crédit ont une limite. Et beaucoup de gens ne peuvent même pas payer la dette qu'ils ont déjà.

Comme l'a expliqué Peter Schiff, malgré le discours général, une énorme crise financière se profile

Peter Schiff: *« Si vous mettez à l'arrêt l'économie, comment toutes ces personnes endettées paient-elles leurs emprunts? Et si la dette n'est pas remboursée, alors par définition, vous obtenez une crise financière. C'est la raison pour laquelle la crise immobilière de juillet 2007 s'était transformée en crise financière. Ce n'était pas parce que les prix de l'immobilier ont baissé. C'était plutôt la conséquence de cette baisse des prix qui faisait que les prêts garantis par des actifs immobiliers ne seraient récupérés. Et c'est alors que les banques avaient dû procéder à des saisies, mais le collatéral n'était plus là pour rendre les banques solvables. La même chose se produit maintenant. Les banques sont encore plus exposées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 2008. C'est une crise encore plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2008 car nous avons beaucoup plus de dettes. Nous avons beaucoup plus d'emprunteurs qui sont en difficulté. »*

Peter a également souligné que la réponse de la Fed indique que la crise financière est pire que celle de 2008.

Peter Schiff: *« La Fed reproduit les mêmes erreurs que lors de la dernière crise financière, et à plus grand échelle encore et bien plus tôt. Donc en résumé, elle reproduit les mêmes erreurs mais seulement elle doit en faire davantage pour maintenir le système voué à s'effondrer. La Fed doit aller encore plus loin dans le délire, et qu'est ce que cela signifie ? Cela nous indique tout simplement qu'il s'agit d'une crise financière comme la dernière fois, sauf qu'elle sera bien plus grave encore. Ce sera une crise financière bien pire. »*

La grande majorité des gens pensent que nous aurons une reprise rapide une fois que les gouvernements rouvriront leurs économies. Mais cela semble être un vœu pieux étant donné les niveaux d'endettement. Il pourrait y avoir beaucoup de souffrance à venir.

Peter Schiff: « Tout Retour en Arrière pour la Fed est désormais Mission Impossible ! »

Source: [schiffgold](#) Le 08 Juin 2020



Les marchés ont été agréablement surpris vendredi dernier après un rapport sur l'emploi bien meilleur que prévu, qui a stimulé l'optimisme d'une reprise rapide en forme de V tandis que l'économie rouvre. Mais dans son podcast de vendredi, Peter Schiff a douché les espoirs concernant cette fameuse reprise. Il a expliqué qu'étant donné l'énorme quantité d'argent que la Réserve fédérale et le gouvernement américain ont injecté dans l'économie, il sera impossible de revenir en arrière.

Le rapport sur le chômage publié vendredi par le département du Travail a été une véritable surprise. Les analystes s'attendaient à une énorme perte d'emplois en mai. Au lieu de cela, l'économie en a créé un peu plus de 2,5 millions. Le taux de chômage est passé de 14,7% à 13,3%.

Nous savons qu'il y a eu un nombre important de licenciements en mai. Les nouvelles demandes d'allocations chômage s'élèvent en moyenne à environ 2 millions par semaine. Mais apparemment, une grande partie des 20 millions de personnes qui ont perdu leur emploi en avril ont été réembauchées en mai.

Comment pouvons-nous donner un sens à ces chiffres ?

Peter a expliqué qu'il pense qu'une grande partie des réembauches a été encouragée par des programmes gouvernementaux.

Peter Schiff: *« N'oubliez pas que l'une des raisons est que le gouvernement paie les entreprises soit pour ne pas licencier les gens en premier lieu, soit pour les réembaucher. N'oubliez pas non plus que lorsque vous avez contracté un prêt, le PPP – programme de protection des chèques de paie – c'est une subvention si vous ne licenciez personne. Et si vous licenciez des gens, tant que vous les réembauchez, vous n'avez pas à rembourser le prêt. Donc, il y avait probablement beaucoup de pression sur beaucoup d'entreprises pour réembaucher des personnes dont elles n'avaient probablement même pas besoin. Mais s'ils ne les réembauchent pas, ils devront rembourser ce fameux prêt PPP, donc ils les ont quand même réembauchés. »*

Si tout ceci est avéré, alors beaucoup de gens qui ont été réembauchés pourraient bien se faire renvoyer rapidement.

Peter Schiff: *« Vous n'avez pas à conserver ces personnes éternellement afin de ne pas rembourser le prêt. Il suffit de les rebaucher suffisamment longtemps pour être sûr à ne pas avoir à rembourser de prêt. Et rappelez-vous, il y a beaucoup d'autres entreprises, comme les compagnies aériennes, par exemple, qui dans le cadre d'un renflouement ont obtenu beaucoup d'argent à condition de ne pas licencier. Eh bien, il y a une date où maintenant ils peuvent commencer à licencier. Donc, je pense que nous avons beaucoup d'incitations artificielles ou d'interférences sur le marché de l'emploi. »*

En plus de cela, le gouvernement dépense beaucoup d'argent qu'il n'a pas. Les déficits explosent. La Réserve fédérale imprime des milliers de milliards de dollars. Et tout ça pour garder les gens occupés.

Peter Schiff: *« Quelle serait l'ampleur de ces chiffres du chômage sans ces déficits massifs et tout cet argent qui ne fait que retarder d'innombrables licenciements qui finiront par arriver de toute façon ? En fait, cela pourrait avoir l'effet inverse de celui escompté en exacerbant le nombre de licenciements parce que nous pourrions affaiblir financièrement beaucoup de ces entreprises avec ces incitations qui ont été mises en place. »*

Peter a expliqué de façon ironique, que même avec ce très surprenant rapport sur l'emploi, le président Trump appelle à davantage de stimuli.

Peter Schiff: *« Si l'économie est si forte, pourquoi devons-nous la stimuler encore davantage ? »*

Ce rapport sur le chômage a fait monter les marchés boursiers américains et l'[or](#) a chuté alors que les investisseurs sont devenus encore plus optimistes quant à la reprise dite en forme de V. Mais Peter soulève une question importante pour ceux qui croient que le pire est derrière nous et que l'économie est sur le point de repartir

Peter Schiff: *« Comment la Fed va-t-elle faire pour retirer toute cette liquidité ? Toute cette énorme liquidité que la Fed a mis dans l'économie. Elle a créé tout cet argent sur la base d'un ralentissement plus que significatif – une récession / dépression plus profonde qu'on ne le pense et durable dans le temps. Et à des fins préventives, ils ont simplement retiré l'évier de la cuisine tant ils impriment d'argent. Et ils ont imprimé tout cet argent, et ont acheté toutes ces obligations, et toutes ces obligations d'entreprises qu'ils possèdent maintenant, mais que se passerait-il s'ils paniquaient ? Et si maintenant tout allait bien ? Comment la Fed va-t-elle*

pourvoir faire pour retirer toute cette énorme quantité de liquidités ? C'est mission impossible ! Comment vont-ils faire pour revenir en arrière et commencer à vendre toutes les obligations qu'ils ont achetées ? Comment vont-ils augmenter les taux d'intérêt alors que toute cette hausse supposée repose à 100% sur tout cet argent qu'ils ont imprimé ? »

Si la récession est terminée, même les keynésiens doivent concéder que l'inflation est une menace. Si les prix commencent à augmenter, la Fed va-t-elle simplement laisser ce phénomène se produire ?

Peter Schiff: « *Qu'advient-il de la prétendue reprise si les taux d'intérêt et les prix à la consommation se mettent à augmenter ? Donc, tout ceci est impossible. Croire que nous allons avoir une reprise aussi rapidement est inimaginable compte tenu de ce que cela occasionnerait et de ce que cela obligerait la Réserve fédérale à faire, à savoir que cette reprise se poursuive. »*

Il est important de se rappeler que l'économie n'allait pas bien déjà avant le COVID-19. La Fed était déjà engagée dans une baisse des taux et d'impression monétaire(QE). Le gouvernement fédéral était déjà bien parti pour creuser un déficit de 1 000 milliards de dollars.

Peter Schiff: « *Cette récession avait déjà commencé de manière fracassante, mais elle n'est pas terminée. Nous connaissons actuellement un petit regain d'optimisme. Mais ne vous bercez pas d'illusions quant à une reprise imminente. Les dommages économiques existaient déjà bien avant le COVID-19 et désormais ils sont encore plus importants. »*

Le Dow descendra-t-il à 1000 ou seulement à 10 000 ?

Source: or.fr Le 09 Juin 2020



Jusqu'où ira ce marché baissier ? En 1929-1932, le Dow Jones a chuté de 90% alors que la situation économique mondiale était loin d'être aussi mauvaise qu'aujourd'hui. Dans un premier temps, le marché est susceptible de trouver un support dans la zone des 8 000 à 10 000, mais il atteindra probablement un jour la

fourchette entre 600 et 1 000. Cette dernière a été une zone de consolidation pendant 17 ans, de 1965 à 1982.

DOW JONES 1927 - 2019



Une baisse du Dow Jones à partir de son niveau actuel de 27,000 vers le deuxième support représenterait une chute de 97%. Cela semble inimaginable aujourd'hui, mais ce n'est pas très différent de la chute de 90% entre 1929 et 1932.

Je vais donc être clair. D'après mon analyse du marché boursier américain, **nous assisterons à un renversement majeur de la tendance à long terme dès août 2019 et au plus tard au cours des trois prochains mois**. L'inversion pourrait commencer progressivement, mais elle se transformera très vite en krach.

Pourrais-je me tromper ? Oui, bien sûr. Je me suis déjà trompé dans le passé, car j'avais sous-estimé la capacité des banques centrales à retarder l'échéance avec l'expansion irresponsable du crédit. Mais tout ce qu'elles ont obtenu, c'est une bulle plus grosse qui, lorsqu'elle éclatera, créera une implosion beaucoup plus grave des marchés, du système financier ainsi que de l'économie mondiale.

Je ne suis normalement pas un joueur, même si j'ai [récemment accepté un pari](#) de quelqu'un qui était convaincu que l'or ne casserait pas la ligne Maginot à 1,350 \$. Malheureusement, celui qui m'a défié s'est finalement retiré.

Néanmoins, **je dirais qu'il y a 95% de chances que les marchés boursiers s'effondrent cet automne et que l'or et l'argent atteignent des niveaux nettement plus élevés.**

Peter Schiff: « Toutes les conditions sont désormais réunies pour assister à l'effondrement du dollar ! »

Le 09 Juin 2020 à 10:02:31 / 1 commentaire / 459 vues

👍 4 👎 0 ⓘ Noter



Peter Schiff: « Lorsque la crise du Covid-19 avait commencé, il y avait eu une forte augmentation de la demande de dollars américains. La Fed était ravie de satisfaire à cette très forte demande en imprimant des milliers de milliards de dollars pour que le gouvernement américain les dépense. Il y a maintenant une surabondance de dollars américains dont personne n'a besoin ou ne veut. Toutes les conditions sont désormais réunies pour assister à l'effondrement du dollar ! »

D comme Dette: peut-on augmenter la dette indéfiniment et impunément ?

Le 09 Juin 2020 à 13:30:20 / 0 commentaire / 177 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



C'est le mot clé de ces dernières années et à fortiori de ces derniers mois : la dette serait-elle le remède à tous nos maux ? Au regard de la valse des milliards à laquelle se livrent les États à travers le monde, la question devient brûlante. Et ce, d'autant que les banques centrales achètent massivement cette dette publique. Quel est le montant de la dette mondiale ? Est-ce un puit sans fond ? Quelle est la condition sine qua non qui permet de rendre la dette soutenable ?

Quelles sont les perspectives pour la France et le monde ? Autant de questions et bien d'autres auxquelles vous trouverez les réponses dans cette chronique...

« Le FMI vient d'annoncer le grand Reset ! »

par [Charles Sannat](#) | 9 Juin 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Sentez-vous le vent du changement ?

Il se lève déjà.

Certains l'attendent. D'autres le trouvent mauvais.

Tous, nous le subirons.

Ce vent porte un nom. « The Great Reset », ou la grande réinitialisation. La grande remise à zéro.

Du FMI au Forum économique de Davos, le sujet est lancé, officiellement.

De quoi s'agit-il exactement ?

Personne n'en sait rien en réalité, car c'est un sujet aussi secret... que public !

Nous parlons du grand reset parce que le sujet, comme vous allez le voir, est évoqué le plus sérieusement du monde. Mais ce qu'il signifie réellement, ce qu'il va impliquer dans nos vies, personne ne le sait, et c'est d'ailleurs ce qui peut inquiéter, car l'absence de transparence peut signifier que certains souhaiteraient cacher au plus grand nombre la réalité des projets funestes qu'ils nourriraient pour les peuples.

Le Grand Reset est le sujet de la vidéo et du JT de la semaine. Vous pouvez la visionner ici.

Traduction du discours de Kristalina Georgieva directrice générale du FMI prononcé le 3 juin 2020

La grande réinitialisation

Je remercie Son Altesse Royale le Prince de Galles et le professeur Schwab de nous avoir réunis.

Le moment est venu de réfléchir à ce que l'histoire dirait de cette crise. Et le moment est venu pour nous tous de définir notre propre rôle.

Les historiens vont-ils regarder en arrière et dire que c'était le moment d'un grand revirement ? Aujourd'hui, nous voyons des signes très inquiétants.

Cent soixante-dix pays vont terminer cette année avec une économie plus petite qu’au début de l’année, et nous prévoyons déjà qu’il y aura plus de dettes, plus de déficits et plus de chômage. Et il y a un risque très élevé d’accroissement des inégalités et de la pauvreté.

Si nous n’agissons pas.

Alors, que faudrait-il aux historiens pour considérer cette crise comme le moment d’un grand retour en arrière ?

Du point de vue du FMI, nous avons assisté à une injection massive de mesures de relance budgétaire pour aider les pays à faire face à cette crise et à passer à la vitesse supérieure pour que la croissance revienne. Il est d’une importance capitale que cette croissance conduise à un monde plus vert, plus intelligent et plus juste à l’avenir.

Il est possible d’y parvenir. À condition de se concentrer sur les éléments clés d’une reprise – et d’agir maintenant. Nous n’avons pas besoin d’attendre.

Au FMI, nous voyons des opportunités formidables.

Tout d’abord, permettez-moi de parler de la croissance verte.

Les gouvernements peuvent mettre en place des investissements publics – et des incitations aux investissements privés – qui soutiennent une croissance à faible intensité de carbone et à l’épreuve du climat.

Bon nombre de ces investissements peuvent déboucher sur une reprise riche en emplois – pensez à la plantation de mangroves, à la restauration des terres, au reboisement ou à l’isolation des bâtiments. Pensez aux secteurs clés pour la réduction de l’intensité de carbone dans lesquels le secteur public et le secteur privé peuvent investir.

Je tiens particulièrement à profiter de la faiblesse des prix du pétrole que nous connaissons aujourd’hui, pour éliminer les subventions néfastes et introduire un prix du carbone qui inciterait les investissements futurs.

Deuxièmement, permettez-moi de parler d’une croissance plus intelligente. Nous savons que l’économie numérique est la grande gagnante de cette crise. Mais nous ne devons pas laisser la fracture numérique se creuser de telle sorte que certains pays et certaines communautés prennent encore plus de retard. Cela apporterait plus de douleur que de gain à l’avenir.

Il est donc essentiel que des institutions comme le FMI soutiennent les investissements qui réduiront la fracture numérique – en partenariat avec la Banque mondiale et d’autres.

Nous devons également réfléchir soigneusement à la manière de faire en sorte que le bond de croissance et de rentabilité du secteur numérique se traduise par des avantages partagés par l’ensemble de nos sociétés.

Et cela m’amène à mon troisième point – la croissance.

Nous savons que, si elle est laissée à elle-même, cette pandémie va aggraver les inégalités. C’est ce qui s’est produit lors de précédentes pandémies.

Nous pouvons éviter cela si nous nous concentrons sur l’investissement dans les personnes – dans le tissu social de nos sociétés, dans l’accès aux opportunités, dans l’éducation pour tous et dans l’expansion des programmes sociaux afin de prendre soin des personnes les plus vulnérables. Nous pourrions alors avoir un monde meilleur pour tous.

Je voudrais conclure par un exemple du passé. William Beveridge, en pleine Seconde Guerre mondiale, a présenté son célèbre rapport en 1942, dans lequel il prévoyait comment le Royaume-Uni devait s'attaquer à ce qu'il appelait les « cinq maux géants ». Ce fameux rapport « Beveridge Report » a permis d'améliorer le pays après la guerre, notamment par la création du National Health Service qui sauve aujourd'hui tant de vies au Royaume-Uni.

Et mon institution, le FMI, a également été créée à cette époque, lors de la conférence de Bretton Woods.

Le moment est donc venu de passer à l'action et d'utiliser toutes les forces dont nous disposons pour tourner la page. Dans le cas du FMI, nous avons une capacité financière d'un billion de dollars et un engagement considérable sur le plan politique.

C'est le moment de décider que l'histoire considérera cela comme la grande réinitialisation, et non comme le grand retournement.

Et je tiens à dire haut et fort que le meilleur mémorial que nous puissions construire pour ceux qui ont perdu la vie dans la pandémie est de construire un monde plus vert, plus intelligent et plus juste.

Je vous remercie.

Une croissance plus verte, plus intelligente, et plus juste...

Je ne suis pas convaincu que le FMI comme institution soit le mieux placé pour parler de justice sociale et cela provoque en moi toujours un grand sentiment de gêne (et je reste pudique) car le FMI après chaque plan d'ajustement structurel violent imposé dans un pays, explique qu'effectivement, l'application de son plan a eu des effets sociaux très négatifs mais qu'ils ne pouvaient pas savoir... puis la semaine d'après ils recommencent la même politique ailleurs.

La potion amère du FMI est largement connue.

La croissance plus verte, cache évidemment le véritable sujet à savoir la nécessité de changer de modèle économique et de cesser de le baser sur la consommation de masse nécessitant une production de masse. La connaissance elle, comme l'intelligence peuvent croître indéfiniment. L'immatériel n'est pas limité contrairement au matériel.

Il faut donc cesser de faire croître la demande de biens matériels pour faire croître sans limite la connaissance et le savoir.

Et au passage, il faudra gérer la transition énergétique d'une économie profondément carbonée à une économie verte.

Vaste programme.

Davos 2021.... consacré à la Grande Réinitialisation ! « Un sommet unique pour débiter 2021 » !

Médias | Actualités

La "Grande Réinitialisation" : un sommet unique pour débuter 2021

Publié
03 juin 2020

2020

Partager



- La "Grande Réinitialisation" ("Great Reset") sera le thème d'un sommet unique qui aura lieu en janvier 2021, et qui sera convoqué par le Forum Économique Mondial.
- La "Grande Réinitialisation" est un engagement à construire conjointement et de manière urgente les bases de notre système économique et social pour un avenir plus juste, plus durable et plus résistant.
- Elle exige un nouveau contrat social centré sur la dignité humaine et la justice sociale, et dans lequel le développement économique n'empiète pas sur le progrès de la société.
- La crise sanitaire mondiale a mis à nu des ruptures de longue date dans nos économies et nos sociétés, et a créé une crise sociale qui nécessite de toute urgence la création d'emplois décents et significatifs.
- Le sommet se tiendra à la fois en présentiel et virtuellement, et mettra en relation les principaux dirigeants gouvernementaux et les chefs d'entreprises à Davos avec un réseau mondial de participants présent dans 400 villes du monde entier pour un dialogue tourné vers l'avenir et animé par la jeune génération.

Comme vous pouvez le voir sur cette copie d'écran, le FMI et le Forum économique de Davos marchent main dans la main, puisque l'annonce évoquée dans le dernier point du paragraphe ci-dessous que je reproduis était justement le discours de la Directrice Générale du FMI du 3 juin 2020.

- La « Grande Réinitialisation » (« Great Reset ») sera le thème d'un sommet unique qui aura lieu en janvier 2021, et qui sera convoqué par le Forum Économique Mondial.
- La « Grande Réinitialisation » est un engagement à construire conjointement et de manière urgente les bases de notre système économique et social pour un avenir plus juste, plus durable et plus résistant.
- Elle exige un nouveau contrat social centré sur la dignité humaine et la justice sociale, et dans lequel le développement économique n'empiète pas sur le progrès de la société.
- La crise sanitaire mondiale a mis à nu des ruptures de longue date dans nos économies et nos sociétés, et a créé une crise sociale qui nécessite de toute urgence la création d'emplois décents et significatifs.
- Le sommet se tiendra à la fois en présentiel et virtuellement, et mettra en relation les principaux dirigeants gouvernementaux et les chefs d'entreprises à Davos avec un réseau mondial de participants présents dans 400 villes du monde entier pour un dialogue tourné vers l'avenir et animé par la jeune génération.
- L'annonce de la « Grande Réinitialisation » sera faite par SAR le Prince de Galles et Klaus Schwab lors d'une réunion virtuelle aujourd'hui à 14h30, heure d'été d'Europe centrale, et peut être suivie ici.

Source site du [World Economic Forum ici](https://www.weforum.org/fr)

Le programme est donc clair.

Nous allons vers une remise à zéro de notre système.

Cela sera douloureux, inutile de vous le dire.

Nous en reparlerons longuement, et notamment parce que je vous proposerai bien évidemment que l'on réfléchisse ensemble aux conséquences et aux effets de cette grande réinitialisation et aux contours que l'on pourrait tenter de lui dessiner, avec un objectif, savoir à quelle sauce nous serons mangés !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Et si la BCE achetait directement des actions ? Le premier ballon d'essai de la BCE !!

Ca c'est une sacrée déclaration, et quand je vous dis que nous vivons une époque formidable, je crois que ma façon de l'exprimer reste très en-dessous de la réalité des faits...

« On ne peut pas exclure que la BCE achète un jour des actions, dit Holzmann »

Mais qui est Holzmann me direz-vous à juste titre ?

Et bien il n'est rien d'autre que le Gouverneur de la Banque centrale d'Autriche et donc, à ce titre, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Dit autrement, il siège à la BCE !

A la question de savoir si la BCE pourrait un jour élargir ses rachats de titres aux actions, et ne plus seulement les limiter aux obligations souveraines ou d'entreprises il a répondu: *« Il ne faut jamais dire jamais. Si la nécessité est là, cette discussion devra assurément avoir lieu. Mais actuellement cette discussion n'existe pas ».*

C'est évidemment la première fois qu'un gouverneur de la zone euro est aussi clair dans son refus de rejeter l'idée même de racheter des actions !

Au Japon, la banque centrale la BoJ détient pas loin de 50 % des entreprises du Nikkei, soit l'une des nationalisations totales de l'économie la plus délirante qui soit !

Charles SANNAT

Crise. Toulouse face à la peur du « syndrome Détroit »

Du côté de Toulouse, l'angoisse monte, il faut dire que la crise économique y est très sévère. Plus d'une année d'un mouvement des gilets jaunes très dur dans la région, une grève SNCF qui le fut également et désormais la crise du SRAS- Cov-2 qui touche de plein fouet la filière aéronautique qui est au centre du modèle économique de la ville de Toulouse qui, du coup, redoute le « syndrome Détroit ».

Le « syndrome Détroit » c'est en référence à l'ancienne capitale américaine de l'automobile en déclin depuis les années 1970... et qui est désormais en 2020 plus que l'ombre d'elle-même avec des friches industrielles, des milliers de maisons laissées tout simplement à l'abandon faute de population, car la population est partie vers d'autres cieux où l'emploi se portait mieux.

« Ce secteur représente 110 000 emplois dans la région, la sous-traitance à elle-seule, 86 000 emplois et les achats d'Airbus auprès des entreprises locales, 5 milliards d'euros. Quand Airbus tousse, tout le monde est malade », résume Alain Di Crescenzo, président de la Chambre de commerce et d'industrie Occitanie ».

« Nos prévisions portent sur une baisse des achats de l'avionneur de 50 % en 2020, d'un tiers en 2021 et de 25 % l'année suivante. Si on réduit l'activité de 50 %, c'est autant d'emplois qui se trouvent menacés, soit 40 000 emplois directs et autant d'emplois indirects », s'inquiète le président de la CCI régionale ».

Et de rajouter très inquiet qu'aujourd'hui « *la filière aéronautique est sous perfusion mais quand les charges vont réapparaître, qu'il faudra rembourser les prêts garantis par l'Etat et arrêter le chômage partiel, c'est là que tout va commencer et que le syndrome Détroit pourrait se déclencher. Si on ne fait rien, on pourrait tuer la première filière aéronautique européenne* ».

Le grand Reset dont je vais vous parler de plus en plus dans les mois qui viennent, c'est le redimensionnement de grand nombre de capacités pour aller vers autre chose.

Airbus en particulier et la filière aéronautique en générale ne disparaîtra pas, car nous aurons toujours besoin d'avions, simplement, il se pourrait que nous en ayons durablement besoin de moins, de beaucoup moins, et que cet ajustement va nécessiter de redimensionner spécifiquement cette industrie.

Ce sera donc très douloureux pour le marché de l'emploi toulousain et pour l'immobilier local qui sera frappé de plein fouet.

Charles SANNAT

Entre l'État et le marché, leurs cœurs balancent

François Leclerc 9 juin 2020 Décodages.com

Parmi les sujets de préoccupation, l'endettement des entreprises a pris le pas sur celui des États. Le fonds d'investissement géant Fidelity Investments a sonné l'alarme, ceux-ci n'allant pas être selon lui en mesure de recapitaliser les entreprises comme nécessaire, faisant face à un problème de solvabilité et non pas de liquidité. Ce n'est pas une nuance mais exprime leur sous-capitalisation ! Or, en dépit de leur bonne fortune et de leur gigantisme qui tient lieu d'amortisseur, ces fonds n'en ont pas les moyens vu l'ampleur des besoins !

« Le marché » s'avouant dépassé, la main va donc devoir être passée aux États, ce qui conforte la position de ceux qui réclament des prises de participation, certes minoritaires et sans droit de vote est-il vite précisé, ou qui annonce des restructurations en série. À défaut d'injection de capitaux, il ne faut cependant pas s'attendre à une relance des investissements, et seule la consommation devra y pourvoir. Ce qui renvoie au financement public d'un chômage destiné à s'accroître. De tous côtés, l'État va être mis à contribution, n'en déplaît à ceux qui, mordicus, voient en lui un obstacle à réduire et sont pris à contrepied.

Changement de période ! L'inflation n'est plus l'ennemi public n°1, remplacée par la récession, mais toutes les conséquences n'en sont pas tirées. Les idéologues sont sur la défensive, les pragmatiques prennent le dessus avec en tête une seule idée, durer pour tenir, car dans le court terme ils sont sans solution toute faite. Telle va être la mesure de leur savoir-faire.

Les négociations à propos du plan de relance de la Commission en sont le reflet. La maturité des titres obligataires que la Commission va émettre est un des paramètres qui fait débat. Le clan des « frugaux » est sans surprise restrictif, y voyant un moyen d'alourdir la peine. Les intentions de la Commission étaient clairement en faveur d'un transfert financier en faveur des pays les plus susceptibles de déclencher une nouvelle crise au sein de la zone euro, à tel point que la répartition des subventions était sur la place publique avant que la formule permettant de les établir ne soit divulguée. C'est dorénavant chose faite et suscite un fort mécontentement chez les perdants qui élargissent le front du refus des « frugaux ». Les paramètres de l'équation vont faire l'objet de négociations acharnées et les conditionnalités menacent de réapparaître afin de corriger le tir. Les partisans de la rétention ne désarment pas.

Au sein du club restreint des « pays développés », le moral n'est pas au plus haut. L'Allemagne enregistre la plus forte chute de sa production industrielle des trente dernières années, et le Japon n'échappera pas à sa pire

récession depuis les années 50. Les stars ne tiennent plus le haut de l'affiche. Chacune réagit à sa manière, l'Allemagne en puisant principalement dans ses réserves pour dégager 130 milliards d'euros, le Japon en poursuivant la monétisation déjà bien avancée de sa dette publique. Le gouvernement français, n'ayant pas les moyens de l'une ou l'autre de ses solutions, garantit les prêts bancaires aux entreprises. 500.000 d'entre elles bénéficient déjà du dispositif, l'encours allant atteindre 100 milliards d'euros très prochainement. À chacun selon ses moyens, mais les réveils risquent d'être pâteux !

Le pragmatisme n'est pas davantage une solution.



Boeing et les compagnies aériennes continuent de doper Wall Street

rédigé par [Philippe Béchade](#) 9 juin 2020

Wall Street est de nouveau dopé par un rattrapage qui prend des proportions aussi dantesques qu'historiques sur les valeurs massacrées -souvent pour des motifs imparables- et qui apparaissent soutenues par la FED ou des aides gouvernementales.

Ainsi American Airlines qui s'était envolé de +77% la semaine dernière grimpe de +6% supplémentaires, et son fournisseur Boeing poursuit son rally avec un stupéfiant +13% après +70% en 1 mois et un cours multiplié par 2,5 depuis le récent plancher des 89\$.

Cette hausse stellaire de Boeing permet au Dow Jones d'aligner une 9ème séance de hausse consécutive.

Stanley Druckenmiller, la légende de Wall Street, humilié par la FED

rédigé par [Philippe Béchade](#) 8 juin 2020

Que penser de la hausse des marchés depuis la mi-mai ?

Stanley Druckenmiller -un stratège et un gérant devenu une véritable légende de Wall Street- qui était interviewé ce matin sur CNBC, a déclaré que la performance stratosphérique du marché au cours des trois dernières semaines l'avait «humilié».

Sa performance n'est que de +3% depuis les planchers de la mi-mars alors que la reprise du marché dépasse +40% sur le S&P 500 ou le Nasdaq-100.

Il avoue avoir sous-estimé le pouvoir de la FED, ou plus précisément, il n'avait pas anticipé que "la FED franchirait autant de lignes rouges", notamment en termes de périmètre de son intervention (QE "no limit, sans horizon de temps) ni qu'elle ramasserait des centaines de milliards de dettes d'entreprises (ce qui est contraire à ses statuts) et encore moins des émissions "high yield" (ce qui est encore plus contraire à ses statuts) ce qui a littéralement déclenché un enthousiasme débridé des investisseurs.

Ce qu'il dit en creux, c'est qu'il n'a pas osé parier que la FED tricherait autant avec ses propres règles et manipulerait à ce point les marchés.

Il n'est pas le seul dans ce cas: s'il avait été un "suiveur", ou gérant d'un fonds indiciel, tout cela ne lui serait pas arrivé !

La FED vient peut-être d'enterrer définitivement la gestion discrétionnaire et "raisonnée": le raisonnement et l'extrapolation des données macro-économiques actuelles est le pire ennemi de la performance depuis 2 mois.

Destin de la monnaie papier : quand Natixis hésite entre « Goldilocks » et le « projet Zimbabwe »

Par [Nicolas Perrin](#) - 8 juin 2020

Faut-il se soucier des dettes publiques ? [Non, répond le Dr Patrick \(Artus\)](#), et ce pour 3 raisons. Tout d'abord, il est très probable que les banques centrales ne réduiront jamais la taille de leur bilan, ce qui annihile *de facto* les titres de dettes qu'elles détiennent. Ensuite, le secteur privé et son excédent d'épargne seront toujours là pour acheter le reliquat de dette publique. Enfin, si les banques centrales venaient à se rebeller en faisant valoir leur « [indépendance](#) », il suffirait alors aux gouvernements de profiter des taux extrêmement bas pour émettre de la dette à maturité très longue, et ce à très faible coût.

Rappelons les conséquences de ce raisonnement : les gouvernements peuvent s'en donner à cœur joie niveau politique budgétaire, puisqu'il ne sera jamais nécessaire de rembourser la dette publique. Bienvenue au Japon, ou à La la land – c'est comme vous préférez.



Flash Economie

25 mai 2020 - 633

Il ne sera jamais nécessaire de réduire l'endettement public

On a quand même du mal à suivre Natixis puisque voilà ce que [titrait](#) la banque une semaine seulement avant de nous exposer ce scénario...



Flash Economie

18 mai 2020 - 604

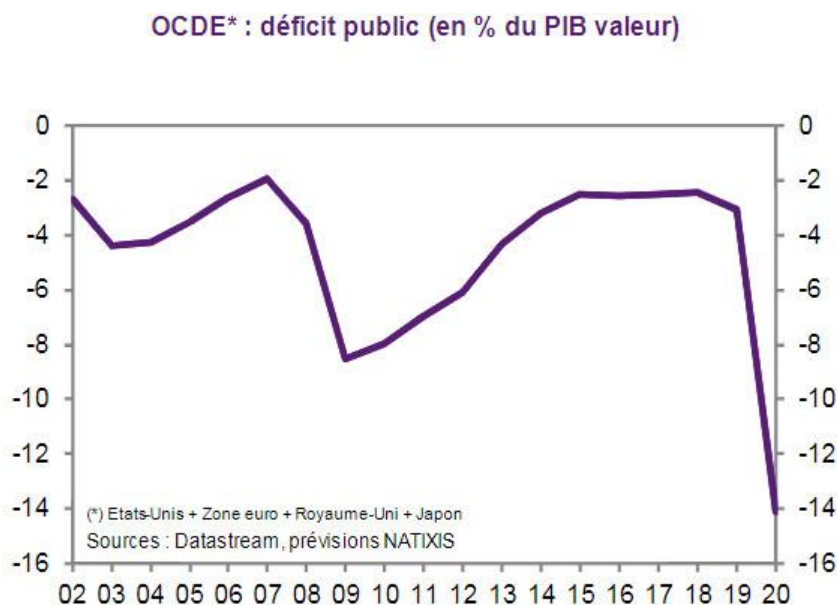
Les différentes étapes de la fuite devant la monnaie : le pire reste à venir

Quand Mister Artus envisage la destruction des monnaies papier

Et là, Mister Artus nous propose un discours assez différent de celui du Dr Patrick, lequel scénario n'a à ma connaissance pas été relayé dans les médias grand public, à l'inverse du scénario Goldilocks.

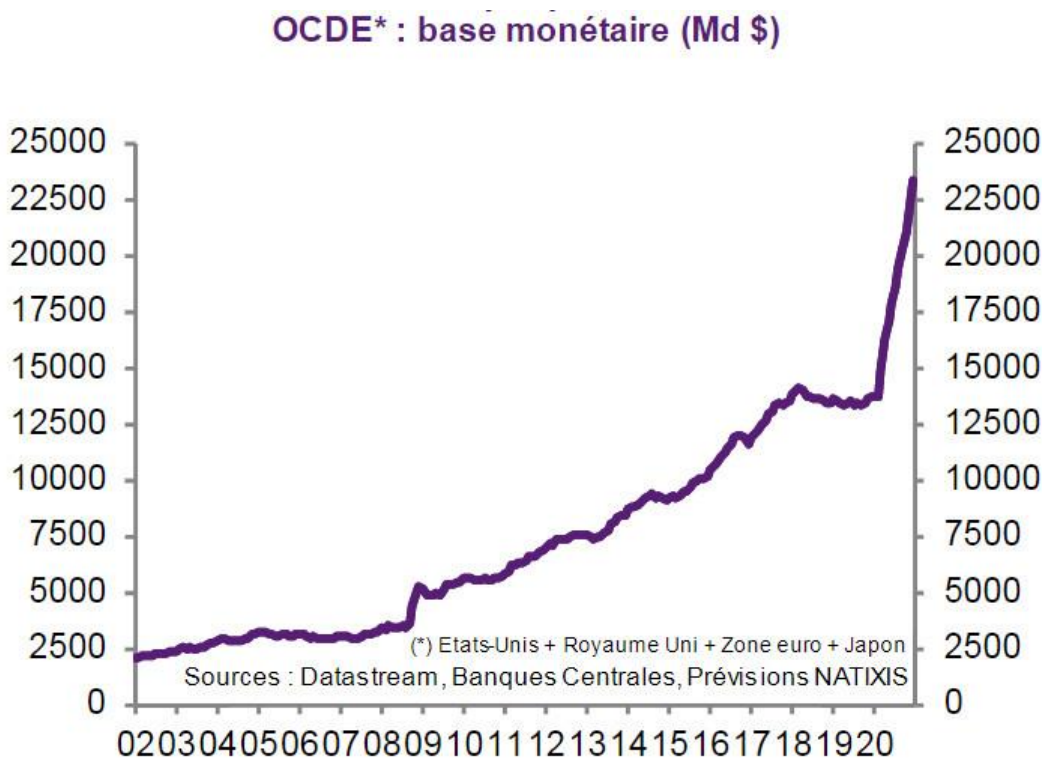
Le chef économiste de Natixis part du constat selon lequel les banques centrales des pays de l'OCDE ont fait un choix décisif en 2020 : plutôt que de défendre [leur « indépendance » vis-à-vis des gouvernements](#), elles ont décidé de plonger tête baissée dans la monétisation des dettes publiques.

Et pour cause, il fallait bien que quelqu'un se charge d'acheter les wagons de titres de dettes produits par nos gouvernements...



... sans quoi l'explosion des taux d'intérêts à long terme et des dettes publiques étaient assurée.

Natixis estime que la création monétaire, c'est-à-dire l'augmentation de la base monétaire, va se chiffrer à la bagatelle de 70% pour la seule année 2020.



Et là, je me permets de citer Mister Artus : « ***Cette énorme création monétaire va conduire à une perte de confiance dans la monnaie, à une défiance des agents économiques privés vis-à-vis de la valeur de la monnaie, et à la fuite devant la monnaie*** ».

En fait, le tsunami monétaire a même déjà commencé, en tout cas au regard de l'une des fonctions de la monnaie, explique Patrick Artus.

Cela fait 20 ans qu'il y a déjà fuite devant la monnaie en tant que réserve de valeur

Rappelons tout d'abord que la monnaie a trois fonctions :

- Instrument de mesure des valeurs ;
- Instrument d'échange ;
- Instrument de réserve de valeur dans le temps.

Or, explique Patrick Artus, « ***Le premier effet de l'excès de création monétaire et de la fuite devant la monnaie est [...] de faire apparaître des bulles sur les prix des actifs*** ». Je ne vous fais pas un dessin, nous avons déjà parlé en détails de [l'Everything Bubble](#), la grande bulle qui touche tous les actifs financiers.

Et le chef économiste de Natixis de faire un constat et de se risquer à un pronostic en écrivant que c'est « *ce qu'on a déjà vu de 2002 à 2008 puis après la crise des subprimes et ce qui sera encore plus violent après la crise du Covid.* »

En somme, cela fait près de 20 ans que la fuite devant les monnaies étatiques en tant qu'instrument de réserve de valeur dans le temps a commencé. Les épargnants se débarrassent massivement de leur trésorerie pour acheter tous types d'actifs, en particulier financiers et immobiliers.

Quand Mister Artus évoque une fuite devant la monnaie comme instrument d'échange, préalable à « l'explosion du Système Monétaire International » et au « remplacement des monnaies officielles publiques des Etats par des monnaies privées »

A quand la deuxième étape de la fuite devant la monnaie ? Voilà la question que tout le monde se pose.

Comme le rappelle Mister Artus, la fuite devant la monnaie de transaction se produit lorsque « *chaque agent économique [essaye] de se « débarrasser » de la monnaie en achetant des biens et services.* » En somme, les épargnants se mettent à considérer qu'il vaut mieux détenir n'importe quoi plutôt que de la monnaie étatique.

Nous n'en sommes pas encore là puisqu'aucun [sursaut d'inflation](#) n'a pour le moment été constaté sur les biens et les services – en tout cas au sein des pays de l'OCDE.

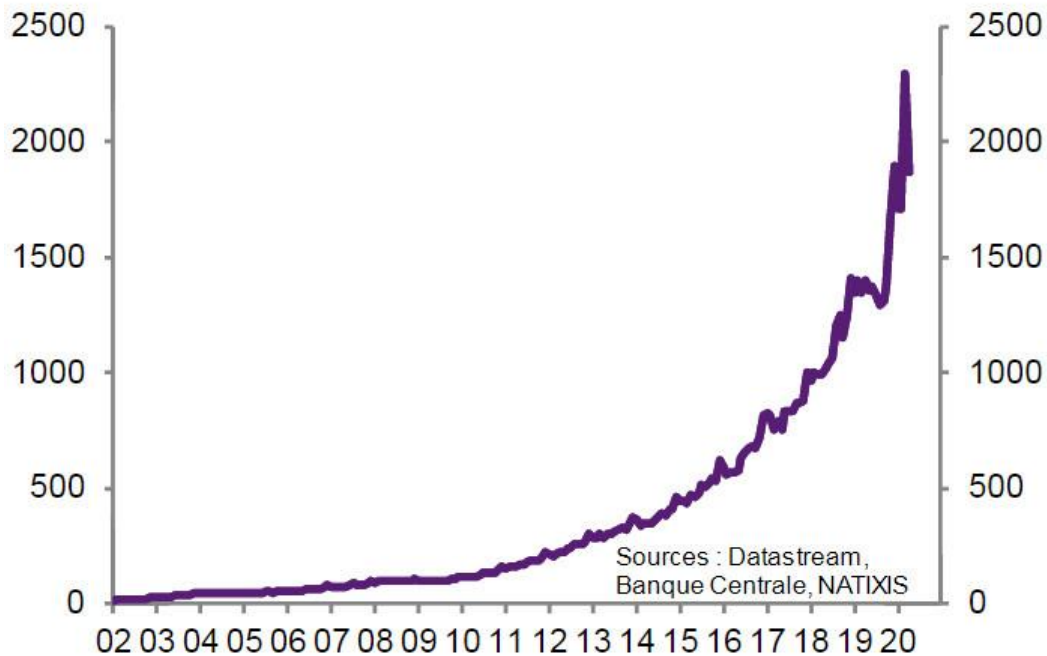
Qu'est-ce qui déclenchera ce grand basculement ? Le chef économiste de Natixis ne donne pas de réponse précise. Et pour cause, on quitte ici le monde des équations fumeuses de nos grands planificateurs monétaires pour rejoindre celui de la psychologie des foules. Mister Artus n'évoque donc qu'un « ***sentiment de perte de valeur de la monnaie [qui] conduira les agents économiques à rechercher une autre monnaie de transaction que les monnaies officielles dévalorisées.*** »

Mais pourquoi cela n'est-il pas déjà le cas, alors que tous les pays de l'OCDE mènent déjà des politiques très expansionnistes ? Et bien tout simplement parce ces politiques ne sont pas encore suffisamment expansionnistes et que, par conséquent, leurs effets parviennent encore à se neutraliser. « *Tous les pays de l'OCDE mènent la même politique monétaire très expansionniste : il n'y a donc aucune raison de passer d'une devise de l'OCDE*

à une autre, et d'ailleurs les taux de change entre ces devises sont très stables dans la période récente », explique Patrick Artus.

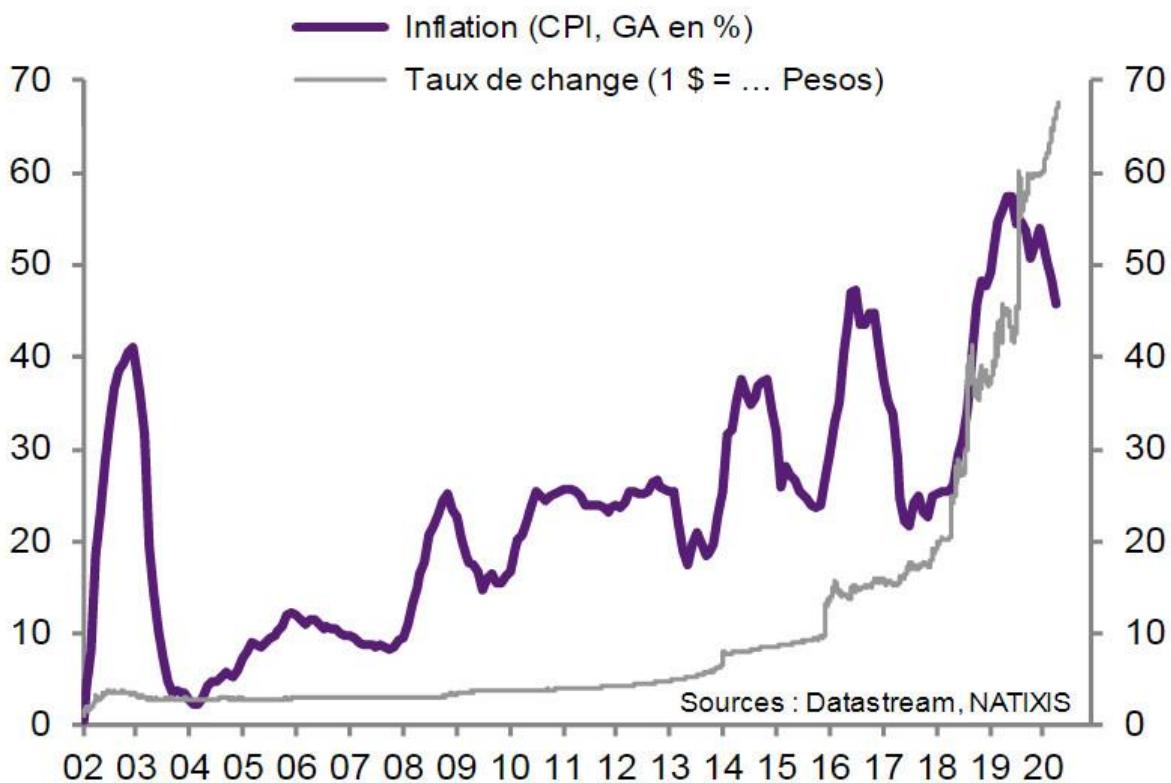
Pour le moment, la fuite devant la monnaie en tant qu'instrument d'échange se limite donc à des pays émergents, comme par exemple l'Argentine. Voilà en effet un pays dont les autorités publiques ont opté pour des excès gargantuesques en matière de politique monétaire...

Argentine : base monétaire (Md de pesos)



... ce qui a fini par se traduire dans une inflation (des prix à la consommation) gigantesque et un taux de change pitoyable.

Argentine : inflation et taux de change



Dans un autre [Flash Economie](#), le chef économiste de Natixis écrit que « *Si l'offre de monnaie croît **anormalement vite**, il y a perte de valeur de la monnaie.* » L'histoire reste à écrire, mais force est de constater que le graphique illustrant l'évolution de la base monétaire au sein de l'OCDE ressemble de plus en plus à son homologue argentin...

Voilà le destin qui nous attend lorsque les agents économiques auront le « sentiment » que trop c'est trop, dans le scénario de Mister Artus.

Et le chef économiste de Natixis de conclure que « ***ceci ouvre certainement la porte au développement des monnaies privées (crypto-monnaies diverses) à condition qu'elles soient bien gérées, c'est-à-dire que l'offre de ces monnaies n'augmente pas excessivement.*** »

C'est déjà du lourd, mais ce n'est pas tout. Patrick Artus ajoute en effet qu'« ***il pourrait y avoir explosion du Système Monétaire International avec le rejet des monnaies publiques [et] remplacement des monnaies officielles publiques des Etats par des monnaies privées.*** »

Rien que ça.

Dans un autre [Flash Economie](#), le chef économiste de Natixis estimait qu'un seul échappatoire au tragique destin des monnaies papier peut être envisagé, à savoir : « *pour une monnaie particulière, la hausse de son rôle international au détriment des autres monnaies* ». Bref, comme dans la saga *Highlander*, à la fin, il ne peut en rester qu'un (dans le meilleur des cas) !

Alors qui croire : le Dr Patrick ou [Mister Artus](#) ?

Nous reviendrons sur cette question dans un prochain article.

À propos du rapport sur l'emploi "Blowout" d'aujourd'hui

Brian Maher 5 juin 2020



Que devons-nous en faire ?

Est-ce un vrai... fantôme... quelque part au milieu des ténèbres ?

Le Département du Travail des Etats-Unis a publié ce matin son rapport sur le chômage de mai.

Une enquête du Dow Jones auprès des économistes avait prévu 8,33 millions de pertes d'emplois - et un taux de chômage effroyable de 19,5 % - un chiffre du niveau de la dépression.

Pourtant, les chiffres réels ne font que renforcer notre profonde méfiance à l'égard des experts...

L'économie américaine n'a pas perdu 8,33 millions d'emplois le mois dernier. Le taux de chômage n'a pas atteint 19,5%.

Que révèlent alors les chiffres ?

Un chiffre en chute libre

Non seulement l'économie américaine n'a pas supprimé 8,33 millions d'emplois en mai...

Le ministère du travail rapporte qu'il a ajouté 2,5 millions.

Le mois de mai a donc enregistré la plus forte progression mensuelle de l'emploi de l'histoire - si vous pouvez le croire.

Le taux de chômage, entre-temps, n'a pas explosé à 19,5 %... mais s'est effondré à 13,3 %... en baisse par rapport aux 14,7 % du mois d'avril.

C'est comme si David, qui est un outsider, avait tué Goliath, un outsider, comme si Paris avait tué l'invincible Achille, comme si Hannibal avait mis en déroute la puissante Rome à Cannae.

Ainsi, le président a rugi avec un joyeux abandon :

Il est stupéfiant à tout point de vue !

C'est un nombre stupéfiant. C'est joyeux, disons les choses telles qu'elles sont. Le Marché avait raison. C'est stupéfiant !

Le président fait référence au marché, le marché apparemment justifié...

Je suis le marché, écoutez-moi rugir !

Le marché boursier, meurtri mais déterminé, avait fait rage de quelque 30 % depuis son creux de mars.

"Je suis peut-être en baisse", semblait-il dire. "Mais je ne suis pas à la baisse."

Le rapport sur le chômage d'aujourd'hui n'a fait que nourrir sa fierté, lui gonfler la poitrine... et accélérer son pas...

Le Dow Jones a gagné 829 points aujourd'hui. L'indice se trouve actuellement à une distance de ses sommets de février.

Le S&P et le Nasdaq se sont tous deux battus comme des coqs aujourd'hui, égalant le Dow Jones pour le pas de course.

Le premier a gagné 81 points ce jour-là, le second 198.

Pendant ce temps, l'or a été sévèrement touché aujourd'hui - en baisse de 39,50 \$.

Et les investisseurs ont fui la sécurité des obligations, très probablement pour chasser les arcs-en-ciel en bourse.

Selon Bloomberg, le marché des options est le théâtre d'une spéculation haussière sans précédent depuis près d'une décennie.

Et donc, les bons côtés étaient en pleine effervescence aujourd'hui...

"Il s'avère que l'optimisme semble avoir été garanti"

Par exemple, Scott Clemons - stratège en chef des investissements chez Brown Brothers Harriman, corbeaux :

Il s'avère que l'optimisme semble avoir été justifié. Lorsque l'économie a réagi et que les gens sont retournés au travail, les emplois étaient toujours là.

Le rapport "suggère que l'économie américaine est plus résistante que prévu", s'exclame Seema Shah, stratégeste en chef chez Principal Global Investors.

Ajoute M. Eric Winograd, économiste principal chez AllianceBernstein :

Il semble que les entreprises aient commencé à réembaucher des travailleurs plus tôt et en plus grand nombre que prévu, une tendance qui devrait se poursuivre avec la diminution des fermetures dans tout le pays.

Voici l'état d'esprit général.

Nous serions ravis si les chiffres du chômage donnaient une véritable lecture économique.

Pourtant, selon la constitution - telle que forgée par Dieu - nous recherchons invariablement les touches grises dans les doublures d'argent, les imperfections cachées sur les beaux visages, les mouffettes tapies dans les tas de bois.

Le rapport d'aujourd'hui est-il le grand baromètre économique que son apparence indique ?

Nous n'en sommes pas si sûrs.

Création d'entreprises record pendant une fermeture ?

Réfléchissez - un instant - à ce que le Bureau des statistiques du travail (BLS) vous ferait avaler :

Qu'en un mois de coma économique général, de nouvelles entreprises ont vu le jour à un rythme record.

Nous commençons à soupçonner que nous sommes pris pour un tour de traîneau.

Rapporte les sous-services de Zero Hedge :

Selon le modèle Naissance/Décès du BLS, qui est utilisé pour ajuster les données brutes sur les salaires en fonction de l'estimation des ouvertures et des fermetures d'entreprises, un nombre record de 345 000 nouveaux emplois ont été créés grâce à l'ouverture de nouvelles entreprises en un mois où... les États-Unis ont été en grande partie fermés ! Cela signifie également que plus de 60 % des fermetures d'entreprises du mois d'avril (553 000 naissances et décès en avril) ont été annulées d'une manière ou d'une autre au cours d'un mois où les États-Unis étaient encore en grande partie fermés.

Le BLS nous dira-t-il ensuite que l'empereur est bien habillé ?

Une "erreur de calcul

Le bureau lui-même avoue une "erreur de classification".

De nombreux travailleurs étaient auparavant répertoriés comme chômeurs temporaires.

Pourtant, dans l'enquête de mai, ils étaient répertoriés comme "employés mais absents du travail".

C'est-à-dire qu'ils étaient répertoriés comme employés - même si leur situation n'a pas changé d'un iota depuis mars, depuis avril.

Remettez-les dans la liste des chômeurs.

Le BLS admet que le taux de chômage réel peut être supérieur de trois points de pourcentage :

Il y avait également un grand nombre de travailleurs qui étaient classés comme employés mais absents du travail. Comme en mars et avril, les enquêteurs de l'enquête sur les ménages ont reçu pour instruction de classer les personnes salariées absentes du travail en raison de fermetures d'entreprises liées au coronavirus comme des chômeurs temporaires. Toutefois, il est évident que tous ces travailleurs n'ont pas été classés de la sorte.

Si les travailleurs qui ont été enregistrés comme salariés mais absents du travail pour "d'autres raisons" (en plus du nombre d'absences pour d'autres raisons au cours d'un mois de mai typique) avaient été classés comme chômeurs en licenciement temporaire, le taux de chômage global aurait été supérieur d'environ 3 points de pourcentage à celui déclaré (sur une base non corrigée des variations saisonnières).

Ce n'est pas le cas du modèle de clarté. Mais faites-vous un chemin dans le désordre. Et rappelez-vous la conclusion centrale :

Le taux de chômage réel peut être supérieur de trois points de pourcentage... de l'aveu même du BLS.

Que sera le taux de chômage réel ?

Le taux de chômage de mai ne serait pas de 13,3 %, mais de 16,3 %.

16,3 % serait inférieur aux 19,6 % prévus. Mais il dépasserait les 13,3 % qu'on nous a annoncés aujourd'hui.

Bien sûr... nous nous référons au taux de chômage officiel.

Nous avons déjà signalé que les chiffres réels du chômage sont beaucoup plus élevés...

Par exemple : En avril, le chômage a atteint 14,7 %.

Pourtant, si vous acceptez le verdict de M. John Williams et de son site ShadowStats... le véritable taux de chômage a peut-être été un atroce 35,7 %.

C'est parce que M. Williams intègre dans ses modèles des "travailleurs découragés à long terme".

Ces malheureux désespérés ont été lus hors du suivi officiel en 1994.

Mélangez-les à nouveau et vous obtenez vos 35,7% de chômage.

Nous pensons que M. Williams s'intéresse vraiment au rapport d'aujourd'hui sur l'emploi.

Nous risquons de le cribler de trous de balles. Nous ferons part de ses conclusions dès qu'elles seront disponibles.

"À l'ère de la tromperie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire"

Pourtant, comme M. George Orwell ne l'a peut-être jamais dit :

"À une époque de tromperie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire."

Wall Street fait un commerce florissant de la tromperie. La tromperie rapporte de beaux dividendes.

Regardez à la bourse si c'est la preuve que vous cherchez. Elle approche de nouveaux records - malgré un avenir économique terriblement incertain.

Des sources crédibles estiment que l'économie passera une grande partie de la prochaine décennie à récupérer des fonds.

Mais le temps découvre la vérité... comme le disait le Sénèque romain.

Quand le verdict sera rendu, nous ne pourrons pas le dire.

Mais nous pensons que Wall Street va faire appel immédiatement...

On ira jusqu'au bout

rédigé par [Bruno Bertez](#) 9 juin 2020

Aujourd'hui, on ne corrige plus rien, on laisse les hausses s'auto-alimenter, on pousse le système jusqu'à ses extrêmes – mais la bulle n'est pas celle qu'on croit...



Autrefois, les investisseurs idiots faisaient la performance des investisseurs intelligents. Aujourd'hui, c'est l'inverse : l'investisseur intelligent – celui qui étudie, celui qui critique, celui qui doute – fait la fortune des imbéciles.

On ne corrige plus rien, il n'y a plus de phases, on va allègrement jusqu'au bout. Quel bout ?

Le bout du chemin, le bout final, celui du précipice. Il n'y a plus de risque intermédiaire, il n'y a plus que l'énorme risque, l'Armageddon, celui dont on ne se relève pas. Le krach final, quoi !

J'ai souvent expliqué que les crises s'analysaient comme des ruptures d'un invariant. Ainsi, en 2008, le krach a eu lieu sur la rupture de l'invariant que constituait la croyance à la croissance éternelle et infinie des prix de l'immobilier. C'est quand un élément fixe du raisonnement s'effondre que surgit la crise.

J'ai longtemps cru que la prochaine vraie crise prendrait sa source dans le réel, c'est-à-dire dans quelque chose de concret – même si c'est une chose abstraite. J'ai longtemps considéré que le sous-jacent, l'invariant qui soutenait les Bourses, c'était la liquidité. Et donc que la crise s'originerait dans la question de la liquidité.

J'y crois toujours mais un peu moins.

Je m'explique : le risque de krach provoqué par la disparition des liquidités est réel mais il est connu des démiurges/illusionnistes. On l'a vu en mars 2020 : ils réagissent tout de suite, sans modération, sans scrupules – ils enfoncent un clou [avec un marteau pilon](#).

Je ne pense plus que le danger puisse venir de ce côté. Toujours, les démiurges seront là... toujours, ils veilleront... et toujours, leurs complices des marchés joueront le jeu, [ils saliveront à la Pavlov](#).

Aucune surprise ?

Pour qu'une crise, une vraie, se produise à notre époque, il faut qu'il y ait un élément de surprise, d'étonnement – or nous sommes préparés à cette crise du reflux des liquidités et de la liquidité.

Mon hypothèse et mes réflexions s'orientent maintenant vers quelque chose de beaucoup plus abstrait, presque imaginaire, qui soutient les bulles des marchés. Ce quelque chose, c'est la théorie, la théorie de la volatilité, [la théorie de la mesure du risque](#). Cette théorie produira une crise d'un type nouveau, endogène à elle-même par les stratégies mortifères qu'elle génère.

Je sais, c'est audacieux. Mais l'équivalence « risque = volatilité » est fausse ; un jour, elle ne résistera pas à l'épreuve du réel. Le réel est toujours le plus fort, quoi que l'on fasse et dise, toujours on aura $2+2=4$ et non pas $2+2=5$.

Je précise mon hypothèse : la théorie de l'équivalence du risque et de la volatilité, c'est cela qui est l'invariant sous-jacent à tous les marchés d'actifs, c'est cela qui finalement... fait bulle. La bulle, c'est la bulle intellectuelle du concept de volatilité.

Une bulle de fausse connaissance

Il y a une bulle de certitude, une bulle de fausse connaissance, comme il y en avait une en 1929. C'est à l'intérieur de cet univers de la volatilité, du VIX, de la « *value at risk* », que des engrenages, des enchaînements fatals peuvent se produire.

C'est là qu'est le virus qui de proche en proche peut tout détruire.

Ce qui me renforce dans cette idée est l'alerte, l'exemple de ce qu'il s'est passé en février 2018 : il n'y avait pas développement extérieur pour justifier la chute des valeurs – ce qui ce qui a été mis en cause à l'époque, ce sont des stratégies fondées sur le VIX, la volatilité, la *risk parity*.

Je soutiens souvent que l'on est toujours puni par où l'on pêche. Ici, cela veut dire que je soutiens que l'on pêche par trop peu d'assurance face à beaucoup trop de risque réel. Les modèles qui utilisent la notion de volatilité mettent des certitudes sur du radicalement incertain.

Comme je le dis souvent, [c'est prométhéen](#) – puisque cela consiste à voler le feu du « certain » de « l'avenir » aux dieux. C'est un défi à notre condition de pauvres humains et donc un défi aux dieux.

Qui souffre le plus de la crise actuelle ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 9 juin 2020

Une « décennie perdue » attend les Etats-Unis (et une bonne partie du monde). Qui souffrira le plus – et pourquoi ?



Image proposée par Jean-Pierre

CNN nous donne quelques nouvelles de la « décennie perdue » qui nous attend :

« Le CBO [Commission du budget du Congrès US] avertit dans une nouvelle analyse que la pandémie réduira la production économique cumulée, sur les 10 prochaines années, de 7 999 Mds\$, ou 3% du PIB sur la décennie, par rapport à ses projections de janvier. Sans tenir compte de l'inflation, les dégâts atteignent un total de 15 700 Mds\$, ou 5,3% du PIB.

Les récentes législations, qui comprennent plus de 2 000 Mds\$ de relance, ne feront que partiellement compenser les conséquences économiques de la pandémie, selon le CBO. »

Une décennie perdue ? Que peuvent faire les autorités, à part [imprimer encore plus d'argent](#) ?

Et qui souffrira le plus ?

Devinez quoi... les mêmes personnes que celles que les autorités arnaquent depuis 10-20 ans !

Le triste sort des *millennials*

Les jeunes, les pauvres, les personnes sous-qualifiés. Les George Floyd de l'Amérique. Le *Washington Post* s'intéresse à l'un de ces segments :

« En tenant compte de la présente crise, le millennial actuel a connu une croissance économique plus lente, depuis son entrée dans la main d'œuvre, que toute autre génération dans l'histoire des Etats-Unis.

Les millennials porteront ces cicatrices économiques pour le reste de leur vie, sous la forme de revenus plus bas, d'une richesse moins élevée et d'étapes importantes – comme l'achat d'une maison – retardées. »

Naturellement, le *Post* n'a pas la moindre idée de ce qu'il se passe vraiment, et ne s'intéresse absolument pas aux raisons de tout cela. Le journal se contente d'observer que les jeunes se font avoir.

« La génération la plus malchanceuse », comme il le dit.

Ils ont plus de dettes que toute autre génération précédente (même sans inclure leur part de la dette « nationale »).

Ils ont moins de bons emplois... des salaires plus bas... et très peu de chances d'arriver un jour au niveau de leurs parents en termes de patrimoine.

C'est à eux que le confinement a fait le plus de mal... parce qu'ils font partie des 60% de la population qui ne se sont jamais remis de la crise de 2008/2009. Ils tendent aussi à être dans les secteurs des services ou des emplois à la tâche... où les revenus se sont évaporés quasiment du jour au lendemain.

Ils ont été assignés à résidence au moment le plus important de leur vie – alors qu'ils se lançaient dans les affaires, leur carrière et la vie de famille. Cela malgré le fait qu'[ils ne risquaient quasiment rien avec le virus](#).

Aujourd'hui, ils sont de nouveau assignés à résidence... parmi les 60 millions d'Américains qui doivent respecter des couvre-feux.

Il n'y a pas que la malchance

Ce n'est pas qu'une question de malchance, cependant.

Les *millennials*, les Noirs, les Blancs, la classe moyenne ainsi que les pauvres – tous ont été arnaqués d'une manière que le *Post* ne comprend absolument pas. Nous allons donc expliquer cela en toutes lettres :

La fausse monnaie – distribuée par les banques centrales – va principalement aux gens plus vieux et plus riches qui possèdent des actifs financiers.

Les jeunes, les Noirs et les personnes moins éduquées ne possèdent en général pas d'actions, d'obligations ou d'immobiliers. Ils vendent leur temps – à l'heure. Or le salaire horaire réel a quasiment stagné depuis 1975.

[Les riches deviennent plus riches](#). Les pauvres et les classes moyennes deviennent plus pauvres.

Il suffit d'attendre. En ce moment, les autorités « impriment » plus d'argent que jamais.

Attendez-vous à plus de corruption, plus de dépendance, plus d'injustice et (tôt ou tard) une inflation galopante, une dépression, des émeutes (peut-être une guerre « civile »)... la pauvreté, le chaos...

... Les victimes ne se laisseront pas faire... les autorités séviront...

... Et là, nous aurons tous un genou en travers de la gorge.